

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 2,20 m.d.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, 5,10; Côte d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 60 pes.; États-Unis, 30 p.; France, 2,20 F; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 r.h.; Italie, 160 l.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,30 g.; Portugal, 35 esc.; Roumanie, 225 F CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 90 cts; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 02  
C.O.P. 42002 PARIS  
Tél. Paris n° 654072  
Tél. : 246-72-23

La principale personnalité de l'opposition en Corée du Sud sera traduite devant une cour martiale

LIRE PAGE 6

## BULLETIN DU JOUR

### Une semaine ibérique pour la France

Semaine ibérique pour la France. Le président de la République et le premier ministre ont, le 1<sup>er</sup> juillet, accueilli à Paris le chef du gouvernement portugais, M. Sa Carneiro, et M. Raymond Barre a fait, le 3, un voyage éclair à Madrid pour s'entretenir avec son homologue espagnol, M. Suarez.

Sur ces rencontres pesaient évidemment les récentes déclarations de M. Giscard d'Estaing relatives à l'élargissement de la Communauté, puisqu'elles avaient été interprétées comme un coup de frein à l'adhésion des deux États de la Péninsule à l'Europe des Neuf.

Si l'Europe était sans conteste la principale tête de chapitre des relations franco-portugaises de Paris, la rencontre de Madrid comportait une importance supplémentaire. Elle avait lieu dans un climat de morosité, certes dramatisé par une partie de la presse espagnole, mais bel et bien nourri par des déclarations officielles. Le ministre de l'Intérieur n'avait-il pas mis en cause la France, dont la tolérance supposée à l'égard des terroristes basques de l'ETA expliquait la facilité avec laquelle ceux-ci menaient leur « guerre des plages » sur la Costa del Sol ? On s'est, comme disent les diplomates, « expliqué franchement » sur ce sujet, sans qu'il soit possible de savoir si le souhait des Espagnols de voir la France manifester plus de vigilance sera exaucé.

Pour l'Espagne, les éclaircissements donnés le 1<sup>er</sup> juillet par le premier ministre français à M. Sa Carneiro ont été répétés à Madrid. Les négociations d'adhésion ne sont ni interrompues ni suspendues. Elles se poursuivront « dans le même temps » que les Neuf procéderont à un examen des règles désormais remises en question des politiques communautaires agricoles et financières, ces deux gros dossiers restant, par définition, hors du champ des négociations.

Les Espagnols pourraient se plaindre d'une telle procédure. Une négociation, si complexe soit-elle, est un tout. Or on distingue maintenant les sujets qui doivent, dans la période actuelle, continuer à faire l'objet de discussions — par exemple la politique industrielle, pour laquelle les pays de la Communauté sont en position de demandeurs — et ceux qu'il conviendrait d'« oublier », au moins provisoirement, par exemple l'agriculture, le point fort de l'Espagne. Cette séparation ne met certainement pas les pays ibériques en bonne posture à Bruxelles. Aussi M. Barre n'a-t-il cité au nombre des dossiers qui continueraient d'être discutés que les plus embarrassants pour Madrid : suppression des droits de douane industriels, harmonisation des fiscalités, sidérurgie.

Les deux chefs de gouvernement ibériques pourront néanmoins se prévaloir auprès de leurs concitoyens de quelques succès. M. Sa Carneiro s'est entendu réaffirmer que Paris reste favorable au principe d'une aide communautaire à Lisbonne en vue de redonner l'élan de développement entre son pays et ses futurs partenaires. C'est un bon point à quatre mois d'élections qui sont pour lui très importantes.

M. Suarez pourra faire valoir aux Espagnols que Madrid — tout comme Lisbonne — sera tenu informé des discussions qu'auront entre eux, sur les politiques agricoles et financières, les Neuf, incités à commencer de « penser à deux ». Ce modeste répit ne suffira sans doute pas à conforter la position d'un chef de gouvernement aujourd'hui très menacé. Désarmant-il une opinion publique à l'évidence très montée contre la France, volontiers accusée à Madrid de tous les maux dont souffre l'Espagne ?

(Lire nos informations page 3.)

## La reprise des négociations sur l'autonomie palestinienne est un succès pour M. Carter

Bien qu'aucun accord de fond n'ait été conclu sur le problème de l'autonomie palestinienne, l'Égypte et Israël ont décidé de reprendre les négociations le jeudi 10 juillet au Caire. La décision paraît satisfaire les trois partenaires concernés : M. Carter, qui enregistre ainsi un succès personnel à quelques mois de l'élection présidentielle ; M. Sadate, qui tient à favoriser la réconciliation du chef de la Maison Blanche, capable, selon lui, d'exercer ultérieurement des pressions sur Israël ; M. Begin, enfin, accusé dans son pays d'avoir donné un coup d'arrêt au processus de paix.

A Paris, après avoir été reçu pendant près d'une demi-heure vendredi par M. Giscard d'Estaing, M. Salim Ahmed Salim (Tanzanie), président de l'Assemblée générale des Nations unies, a déclaré que la session spéciale de l'ONU sur la Palestine, prévue fin juillet, devrait permettre de « promouvoir un soutien global au règlement de la question et, plus spécifiquement, au droit des Palestiniens à l'autodétermination ».

De notre envoyé spécial

Washington. — M. Carter a obtenu ce qu'il voulait : il a donné l'impression, à quatre mois de l'élection présidentielle, que le processus de paix à Camp David se poursuivait. L'ambassadeur israélien américain pour le Proche-Orient, M. Sol Linowitz, fiancé du ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, et du ministre égyptien des affaires étrangères, M. Kamel Hassane Ali, a annoncé, jeudi 3 juillet, au cours d'une conférence de presse au département d'État, que les négociations tripartites sur l'autonomie palestinienne, prévues dans les accords de Camp David de 1978, reprendraient le 10 juillet au Caire.

Elles avaient été interrompues le 7 mai par l'Égypte en raison de l'insatisfaction israélienne à propos de Jérusalem. Sur le fond, les positions des uns et des autres n'ont pas bougé. Malgré les plaisanteries échangées en public entre les ministres israélien et égyptien et une atmosphère jugée « cordiale et plaisante » par un des participants américains, aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne

## LOISIRS ET TOURISME

### M. Gilbert Trigano explique comment il voit l'an 2000

LIRE PAGE 15

## AU JOUR LE JOUR

### QUALITÉ FRANCE

Certes, la découverte en Italie d'une filière internationale de contrefaçon qui copient sans vergogne les meilleurs des produits de luxe en matière de cosmétiques et d'articles de Paris met en évidence les ravages que les faussaires exercent dans l'équilibre de notre balance des paiements.

Mais, d'un autre côté, cette triste affaire nous rappelle qu'on n'importe que ce qui marche bien, les contrefaçonneries faisant la preuve par la négative d'une incontestable réussite de la qualité France. C'est pourquoi on est en droit d'attendre avec impatience le jour où des faussaires se décideront à copier notre politique économique.

BERNARD CHAPUIS.

## Point de vue

### UNE CERTAINE IDÉE DU GAULLISME

La candidature de M. Michel Debré à l'élection présidentielle d'avril 1981 commence à susciter de nombreuses prises de position. Tandis que certains se montrent réticents, d'autres, comme M. Chirac se multiplient au sein du R.P.R., le maire de Paris demeure silencieux. Il ne révélera pas ses intentions avant plusieurs mois. A

Je ne sais pas très bien ce que c'est qu'un « gaullisme historique ». Le gaullisme de 1980 a ses contours riches et sa noblesse d'Empire : je ne me sens ni parvenu ni baron. Il a ses exigences et ses penseurs professionnels : j'ai plutôt tendance à croire que le gaullisme du général de Gaulle fut une pragmatique de l'action fondée sur quelques idées simples, avec une exceptionnelle aptitude à tomber juste en imaginant l'avenir. Il a ses mémorielles : si chacun fait « son » de Gaulle, peut-être devrions-je me résoudre à écrire le mien. Il a ses parlementaires, épuisés de tactiques et

par GEORGES GORSE  
souvent moins attentifs aux principes qu'aux conditions de leur réaction. Il a ses donneurs d'avis, littéraires et ses moralistes : accessoirement. Bref, à voir tant de gens se disputer les morceaux de la vraie croix de

(Lire la suite page 10.)

## Le Monde

A 2,50 FRANCS

Le prix de vente de « Le Monde » sera porté à 2,50 F à dater de lundi prochain (numéro daté 11 juillet) et celui de « Monde Dimanche » sera fixé à 3,50 F à compter du numéro daté 13-14 juillet.

« Le Monde » doit son succès à sa ligne éditoriale et à son contenu. Les lecteurs par l'information mais aussi par les analyses et les commentaires et enfin par les enquêtes et les reportages. Le tarif des abonnements reste, jusqu'à nouvel ordre, inchangé, et les abonnés recevront fin septembre une proposition de renouvellement au prix actuel.

Demain

## LE MONDE DIMANCHE LA RUÉE VERS L'URANIUM

Une enquête de Richard Clavard

## Soulever des montagnes

Une chose est de parler de la justice sociale et d'appeler à la justice devant un auditoire tout-venant ; une autre de se trouver, papa ou non, parachuté au milieu des victimes du régime brésilien qui font les frais d'un bond économique profitant toujours aux mêmes.

A Sao-Paulo, plus encore qu'à Monterrey (Mexique) en février 1979, Jean-Paul II le sait. Emu par ce métallurgiste en larmes, ancien torturé du régime militaire de 1964, qui lui rappelait l'assassinat récent de deux militants chrétiens, le pape l'a longuement serré contre lui avant de prononcer son discours. Après de telles effusions, les mots perdent un peu de leur importance. Et pourtant, ils avaient rarement été aussi précis et aussi incisifs. Une sorte de charte ouvrière : droit à la dignité du travail, à l'emploi, à des conditions de travail décentes, au syndicalisme, à la dignité, à une répartition équitable des richesses ; mais aussi rejet de la lutte de classes... Contre la violence, mais pour la justice.

Jean-Paul II parle à plusieurs reprises des réformes nécessaires dans un pays qui n'ignore pas le mot mais trop souvent la chose. S'il repousse la violence et une politisation directe de l'Église, il réclame, au nom de l'Évangile, que cesse le scandale de la misère et de la répression. A Sao-Paulo, ces propos prennent un maximum de relief et l'on se prend à espérer qu'ils rencontreront un certain écho, malgré les formidables résistances à vaincre. De véritables montagnes à soulever.

Car, les distances ne s'abolissent pas entre le clergé progressiste d'Amérique latine et le Saint-Siège. Le capitalisme brésilien, pour sa part, saura se défendre. Ethelton n'est pas raison. Mais les termes prisés de position de l'évêque de Rome, venu à l'écoute des catholiques du Brésil les plus déshérités, encourageront l'épiscopat de ce pays à persévérer dans son combat. L'an prochain, la conférence épiscopale se penchera avec plus de cœur et peut-être d'efficacité sur les questions urbaines et ouvrières à son ordre du jour.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 2.)

## A VAUX-LE-PÉNIL

### Le surréalisme au château

Sur la rive haute de la Seine, Vaux-le-Pénil, à peine en aval de Valvins, était bien le lieu où le surréalisme, bon gré, mal gré, devait venir se baigner dans le fleuve de Mallarmé, et renverser la géographie comme le reste, redécouvrir jusqu'à sa source : la Paris de Baudelaire, de Nerval, de Rimbaud, de Méryon et autres schizos de moindre importance. C'était donc en ce château que le projet d'un musée du surréalisme devait prendre corps. Beau corps d'architecture que Chirico a eu le temps

de consacrer. Du coup, tout était dit. Et tout restait à faire.

Au terme d'une grande dépense d'efforts, de connaissances, de goût, sans parler, par pudeur, de la dépense tout court, M. Pierre Argillet pouvait nous offrir hier, dans une sorte d'avant-première, à admirer le spectacle magique : la parfaite remise en état du théâtre et du décor, les installations techniques, enfin et surtout la part effectivement exposée des importantes collections déjà rassemblées, bref : ce qui est l'œuvre si remarquable de six années. Musée, mais aussi centre culturel où se constituent les archives du surréalisme ; où seront réunis les ouvrages et les hommes propres à l'approfondir et à l'illustrer.

Certes, l'architecte de Vaux-le-Pénil n'est pas le facteur Cheval. Mais, finement visité par les rêves de Ledoux (c'est précurseur), il spéculait sur le cercle et couronne sa façade par une coupole d'astrologie qui, elle-même, donne à rêver.

YVES FLORENNE.

(Lire la suite page 20.)

## BOBOIS

### SOLDE

certaines modes de...

Du 27 juin au 11...

**3-6 JUILLET CONCOURS HIPPIQUE INTERNATIONAL ANIMATIONS SPECTACLE**

**le Cheval la Fête**

Programme des animations :  
- 3 heures de spectacle équestre  
- 10 heures de concours hippiques  
- 15 heures de animations pour enfants  
- 18 heures de animations pour adultes  
- 21 heures de animations pour tous

Admission : 10 F (tous les jours)  
Billets : 10 F (tous les jours)  
Réservation : 10 F (tous les jours)

**le must de Cartier**

Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



## COMMUNIQUER

Comment faire communiquer les gens ? C'est la question-clé de toute société, a fortiori de toute société démocratique. Elle a toujours existé, comme le montre Gabriel Matzneff, qui s'interroge sur les racines de l'incompréhension. Mais les bouleversements technologiques remettent en cause les habitudes au point qu'André Astoux peut se demander s'il existe encore un avenir pour l'imprimé, avant de conclure que sa disparition entraînerait celle du « dernier brin d'âme » existant dans les relations entre humains. Quant à Jean-Marie Le Pen, il dénonce un autre obstacle à la communication, qui est le refus du « pouvoir informatif » de faire leur place aux minoritaires.

## Le pouvoir informatif et l'élection présidentielle

par JEAN-MARIE LE PEN (\*)

Le gouvernement du peuple par le peuple qui définit la République implique une exigence fondamentale : que celui-ci puisse choisir librement et en toute connaissance de cause les objectifs, les moyens et les hommes.

Pour exercer ces choix, il doit être informé, et c'est pourquoi la bataille pour la liberté d'expression est confondue avec la bataille pour la liberté de la presse.

En France, l'essentiel du pouvoir informatif repose sur la télévision et la radiodiffusion. Or l'une et l'autre, en droit comme en fait, vivent sous le régime du monopole d'Etat, ce qui est évidemment antidémocratique.

La conjonction de ce monopole avec le scrutin majoritaire assure à la « bande des quatre » une pérennité intangible. En effet, lors des périodes électorales, les élus ont seuls accès aux grands moyens d'information et, comme en vertu des principes qui gouvernent la publicité, seuls ceux qui sont connus sont élus, la boucle est bouclée.

Dans ces conditions, qui peut encore soutenir qu'il existe entre les candidats une réelle égalité des chances ? Il s'agit, en fait, d'une caricature de démocratie. La conséquence la plus évidente, c'est que le fossé qui sépare le pays réel du pays rêvé ne cesse de s'élargir.

En vingt-cinq ans de vie publique, je n'ai jamais été invité à un débat politique, ni à la télévision, ni à la radio, non plus qu'à aucune des grandes émissions politiques.

Je n'ai jamais été invité à mettre mes « Cartes sur table » non plus qu'à me faire des pions sur le « Grand Echiquier ». Je n'ai jamais été l'« invité » du « Club de la presse » d'Europe 1. Je n'ai pas eu accès aux « Dossiers de l'écran » ni été le Robinson du « Nouveau Vendredi ».

M. Alain Duhamel de T.F.1 m'a fait dire que je n'étais pas seul dans mon cas, mais l'injustice faite à d'autres ne me console pas de celle qui est faite à moi. Au contraire, je me sens une certaine solidarité avec tous ces gens, ces empêcheurs de magouiller à quatre que l'on repousse sur la touche.

Mais même dans l'extrêmeisme il y a des degrés. C'est ainsi que les téléspectateurs n'auront pas pu voir non plus les cinquante mille manifestants hostiles à la loi Veil, non plus que les assistants du meeting pour le boycottage des Jeux olympiques, tandis qu'il ne leur a été fait grâce d'aucun détail des obsèques de Sartre ni des commentaires que l'événement avait inspiré à Cohn-Bendit. La caméra ne peut être partout à la fois, et chacun sait que, comme les beaux messieurs, elle porte à gauche.

L'élection présidentielle aura lieu dans un an. Nul ne doute

## L'AVENIR DE L'IMPRIMÉ

par ANDRÉ ASTOUX (\*)

Tous ceux qui font partie de la chaîne de conception, de réalisation et de diffusion de l'imprimé se sentent naturellement menacés lorsque Norbert Ségal, secrétaire d'Etat aux P.T.T., déclare devant le Comité de l'opinion : « La vocation du vidéotex est de remplacer le papier-papierasse du phénomène bureaucratique... » « La réduction des importations de bois pour fabriquer l'annuaire serait un progrès... » « La télématique offre à la presse un nouveau stylo et un nouveau papier... »

Il se trouve que tous les imprimés administratifs, un peu trop facilement assimilés à d'utiles documents, que l'annuaire téléphonique, que l'annuaire stylo et l'ancien papier de la presse ont justement les produits qui ont fait avancer la civilisation et qui font vivre quelques dizaines de milliers d'hommes et de femmes des industries graphiques. Nous voilà prévenus ! L'imprimé aura généré lui-même la transmission des connaissances qui pourraient conduire à sa perte si les professionnels concernés n'y prenaient garde.

Le mot de télématique était inconnu il y a deux ans ; on a maintenant tendance à l'utiliser à tort et à travers. En fait, la télématique est née du mariage des ordinateurs,

des appareils d'appel et de réception (téléphone, téléviseur ou écran de visualisation) et des réseaux de transmission par câble ou par ondes.

Pour concevoir l'avenir de l'imprimé dans le marché des communications, il s'agit de tenir compte non seulement de la télématique, mais aussi de tous les systèmes électroniques et audiovisuels qui n'utilisent pas forcément des ordinateurs mais qui affectent, tout autant sinon davantage, la consommation et donc la production d'imprimés. Le magnétoscope fait son entrée sur le marché, le vidéodisque grand public est désormais opérationnel, les radios locales vont se multiplier, les satellites géostationnaires de télévision directe ouvriront bientôt notre territoire à toutes les télévisions des pays voisins et le « monopole » volant en solo, la télédiffusion, c'est-à-dire la télévision câblée, donnera, notamment par le moyen des fibres optiques, naissance à d'innombrables sources d'émission et par conséquent à d'innombrables possibilités de communication.

Cet aspect des choses est d'autant plus important que, si la solvabilité du marché est un élément du développement de la télématique, elle intervient sensiblement moins dans l'explosion des systèmes électroniques et audiovisuels existants. A cela il faut ajouter encore trois observations. Les performances des moyens de production d'images et de son ne cessent de s'accroître : caméras à coupleur de charge, télécinéma à capteur d'images, télévision en relief, télévision stéréo, télévision multilingue. La transmission des images et du son va devenir moins coûteuse et de meilleure qualité avec « la numérisation de l'image » qui pourra d'ailleurs s'adapter à tous supports. La réception enfin pourra se faire sur écrans plats à cristaux liquides ou par des téléprojecteurs domestiques.

Les imprimeurs ayant connu tellement de changements dans leur rôle depuis le temps où ils étaient éditeurs et libraires et avaient tellement vu leurs produits se diversifier depuis la Bible de Gutenberg jusqu'aux étiquettes et aux lasses en continu que l'on oublie trop souvent qu'ils sont totalement des gens de communication. Les arts, les industries et les métiers graphiques sont des arts, des industries et des métiers de communication.

La communication n'est pas une fin en soi. Elle n'est qu'un moyen de répondre à des besoins de l'homme, et l'on peut s'interroger sur ce que sont ces besoins. La communication, pour quoi faire ? Partant de là, on peut décaler les moyens de communication susceptibles de répondre à ces besoins et situer ceux qui entrent ou entreront en concurrence avec l'imprimé. La communication est nécessaire pour transmettre ce que l'on appelle

maintenant les « gisements » du savoir. L'imprimé (livres, encyclopédies, ouvrages cartographiques) se trouve confronté aux diques et aux cassettes de magnétoscope, aux films du cinéma, aux émissions diverses des radios et des télévisions locales, nationales et étrangères, aux cassettes des magnétoscopes, aux vidéodisques, ainsi qu'aux textes sur écran des vidéotex en liaison avec les banques de données. Après les bibliothèques et les cinémathèques, voici venues les vidéothèques et les médiathèques.

La communication est nécessaire pour informer chaque individu des événements de l'actualité. La presse quotidienne, les publications périodiques et les brochures sont confrontées aux mêmes médias. La forme de la communication est alors adaptée à l'information. Et Dieu sait si c'est un vaste domaine, qui concerne tout autant l'imprimé de labeur que l'imprimé des entreprises de presse, car, en tant que représentant de la première, je réaffirme que les kiosques à journaux, c'est nous !

La communication est nécessaire pour répondre aux besoins de réflexion, d'imagination, d'émotion, de distraction. Les livres, les images, les reproductions, la presse quotidienne et périodique, les brochures, les jeux, sont encore confrontés aux mêmes médias. Ce sont en fait les œuvres qui s'adaptent aux besoins, comme le font les imprimés eux-mêmes. Il s'agit là de chansons, de films de fiction, d'émissions documentaires, de variétés, de dramatiques, de jeux, et maintenant de jeux électroniques.

La communication est nécessaire pour transmettre un certain nombre de renseignements destinés à l'organisation de collectivités (administrations, associations, entreprises) ou d'individus, à la gestion, et particulièrement à la gestion informatique ainsi qu'à la vie quotidienne. Les imprimés administratifs (compta-

bles, techniques, agendas, calendriers), sont confrontés aux vidéotex, à la télécopie, à la téléconférence, à la téléécriture, au traitement de texte, au télétraitement. Les formulaires en continu sont déjà concurrencés par la micrographie. La bureautique fait désormais partie du vocabulaire. Les dictionnaires, les annuaires et les catalogues devront désormais compter avec les renseignements transmis par vidéotex.

La communication est nécessaire pour diffuser des arguments à des fins idéologiques, politiques, commerciales sous forme de propagande ou de publicité. Les livres, brochures, tracts, affiches, sont confrontés aux messages des électrophones, des magnétoscopes, du cinéma, de la radio, de la télévision, des magnétoscopes et de tous les écrans de visualisation alimentés par disques, films, cassettes, banques de données.

La communication est nécessaire pour exprimer une valeur ou un droit. C'est le cas des imprimés fiduciaires, billets de banque, chèques, titres de paiement de toute espèce, billets de transport, tickets de spectacle. Certains de ces moyens sont déjà confrontés aux cartes de crédit ou d'abonnement, d'autres seront concurrencés par la monnaie électronique.

Enfin, la communication est nécessaire pour préciser le contenu d'un contenant. Les étiquettes, les boîtes pilantes et, plus généralement, tous les emballages et habillages imprimés paraissent actuellement moins concurrencés par les autres médias dès lors que l'imprimé semble le moyen le plus simple d'identifier l'objet caché par sa protection. Mais sait-on jamais ?

Cette énumération se passe de commentaires. L'imprimé n'a plus le privilège du marché de la communication qu'il a gardé pendant cinq siècles et qu'il a progressivement perdu tout au long du vingtième. Il doit, de plus en plus, compter avec les autres médias.

## Le moyen le plus commode

Cela étant dit, il n'est pas pour autant condamné. Dans cette jungle, il n'est pas forcément un tigre de papier. Il se part de qualités propres que n'ont pas les autres systèmes. A qualité égale il peut demeurer compétitif et le marché des communications dans son expansion exceptionnelle peut lui procurer de nouveaux débouchés considérables.

Le chemin de fer que l'on aurait pu croire supplanté par l'avion est descendu sous terre et s'est transformé en métro. Il a augmenté sa vitesse au point d'être bientôt le moyen le plus rapide de joindre le centre de Paris au centre de Lyon. L'imprimé est incontestablement le moyen le plus commode, le plus à la mesure de l'homme, comme un prolongement de ses yeux, de ses mains, de sa mémoire pour fixer ses idées et celles des autres, les classer, les consulter, les conserver et les transmettre.

Les industries graphiques demeureront bien vivantes si les entrepreneurs qui en font partie savent utiliser ses avantages, être de plus en plus concurrentiels et surtout s'ils savent tout mettre en œuvre pour s'adapter aux exigences du marché afin de rechercher les nouveaux besoins, de les provoquer éventuellement et certainement d'y répondre. L'amélioration des performances, la réduction des coûts, la diversification des produits peuvent entraîner dans les temps futurs une mutation de la structure même de ces industries et du rôle des professionnels qui voudront bien s'y prêter.

Pour être complet, il faut souligner les efforts que réalise l'industrie même de l'imprimé pour apporter un meilleur service à ses clients. Par un juste retour des choses, la télématique y concourt parfois. Les dispositifs de composition pleine page, les systèmes de reproduction de la copie à la plaque, les scanners digitaux, la préparation des cylindres d'héliogravure au laser, l'automatisation de la reliure-brochure, l'impression par jet d'encre, les imprimantes électrophotographiques et électrostatiques prouvent que le « galaxie Gutenberg » n'a pas l'intention de disparaître.

Au-delà de cette compétition entre les différents moyens de communication, il faut aussi compter avec l'évolution du marché tout entier, qui va être bouleversé par l'information de la société, avec la prolifération extrême de ceux qui

ont quelque chose à faire savoir dans tous les domaines et de toutes les façons. Elle n'a d'égal que la prolifération de ceux qui ont une soif intense de connaître.

Pour l'instant, rien ne permet de dire que l'emportera dans ces affrontements. Il faut attendre les résultats d'un certain nombre d'expériences telles que celles de Lille, de Vélizy, de Metz, d'Ille-et-Vilaine, de Biarritz et les répercussions des grandes transformations d'entreprises techniques (télévision, réseaux), politique ou juridique (suppression ou adaptation du monopole) qui seront connues au cours des cinq prochaines années. Tout au plus peut-on prendre acte des innovations et demeurer extrêmement vigilant.

La part de l'imprimé dans le marché des communications, qui a été monopolistique jusqu'au début de ce siècle et qui est l'ordre du tiers du marché actuel, ira peut-être en se réduisant dans un marché en très grande expansion, où la télématique et les systèmes électroniques se multiplient et se banalisent. Il est permis cependant d'espérer qu'en valeur absolue cette part ira en croissant et qu'au fur et à mesure de l'adaptation du produit imprimé aux besoins du marché se réaliseront sa fonction spécifique, qui est probablement complémentaire aux fonctions des autres médias.

A long terme, une inconnue demeure. Lorsque les écrans de visualisation deviendront plats et seront offerts dans tous les formats, telles des feuilles de papier, à partir du moment où, par un terminal simple, toute réponse pourra s'inscrire à toute question, quand le graphisme lumineux sera aussi clair, aussi riche en formes et en couleurs, aussi peu fatigant à regarder que le graphisme imprimé, comment s'effectuera le choix des générations futures ? On ne peut écarter l'hypothèse d'une transformation profonde des habitudes de communication dans un monde tout à fait différent du nôtre, où les rapports entre les hommes n'auront plus beaucoup de points communs avec la société que nous connaissons, où le langage et la façon d'acquiescer le savoir seront remis en cause. Nous n'en sommes pas encore là. Dans ce dernier quart de siècle, l'imprimé a encore toutes ses chances et peut encore prouver qu'il n'est pas seulement l'ancêtre de l'écran mais son prolongement, qu'il incarne la persistance dans l'évolution de l'aspect humain de la communication, qu'il reste le rempart contre tout ce qui conduirait à enlever le dernier brin d'âme aux relations entre les êtres de la Terre.

## Lorsque le blanc est noir

par

GABRIEL MATZNEFF

RENE GORANOFF, qui vient de mourir, et qui fut, à Palma comme à Paris, une présence discrète mais rayonnante, cite, dans son livre sur Sarambo de Sarov (1), la fameuse parole du saint : « Acquiesce la paix intérieure, et des milliers autour de toi trouveront le salut. » Cette phrase est juste, si on l'entend comme une critique de l'activisme, et un éloge de la contemplation. Elle est fautive, si elle signifie qu'un être de lumière rend nécessairement lumineux ceux et celles qui s'approchent de lui.

Que Sarambo de Sarov ait nourri une telle illusion, cela s'explique par son inépuisable bienveillance ; mais ce n'est qu'une généreuse chimère. La supériorité, qu'elle soit celle du cœur, de l'intelligence, de la beauté ou du talent, loin d'entraîner l'adhésion, suscite l'antipathie. Un saint, un grand écrivain, un musicien de génie, dès qu'ils se manifestent, sont attaqués et calomniés. Qu'une flamme brûle dans la nuit, et aussitôt les médiocres s'unissent pour tâcher de l'éteindre. Jusqu'à la fin des temps, il y aura des crachats sur la face du Christ.

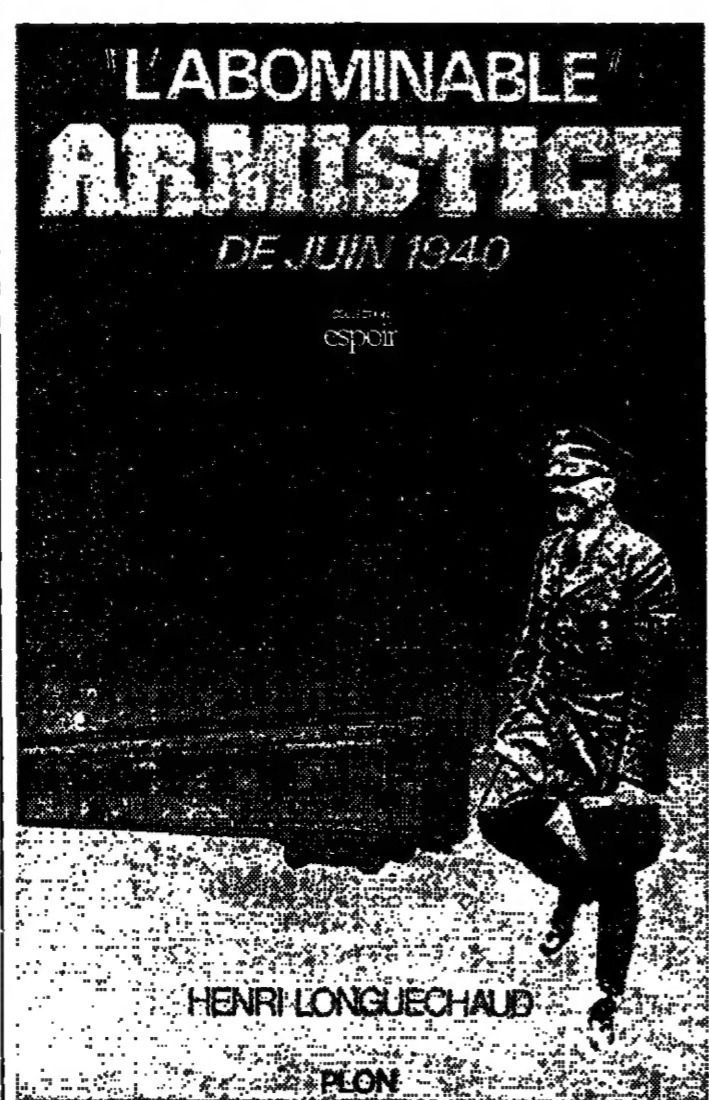
La méchanceté jalouse n'est cependant pas l'unique ressort de cette incompréhension. Dans Rousseau juge Jean-Jacques, Rousseau déplore que ses adversaires lui fassent dire noir, quand il a écrit blanc. C'est une remarque que les artistes ont souvent l'occasion de formuler. Tel écrivain qui écrit avec le sang de son cœur est accusé de faire de la rhétorique ; tel peintre, dont toute l'œuvre exprime la brillante danse de son existence, est critiqué pour son défaut de sentiment tragique de la vie. Oui, c'est le blanc qui est noir. Mais, contrairement à ce que semble croire Rousseau, le mauvais fol et le désir de nuire ne rendent pas compte de tout. Les gens qui font sur une œuvre les plus agressifs contresens les font souvent de bonne foi.

## Des affinités électives

La communication d'un homme avec une œuvre n'est pas évidente ; elle ne coule pas de source, dans la prière du Delfin, tel écrit qu'un vrai livre finit toujours par rencontrer celles et ceux à qui il est destiné. C'est exact, mais il y a aussi ceux et celles dont le destin est de ne pas le rencontrer. Découvrir une œuvre, c'est un événement comparable à un rendez-vous amoureux : il y faut des affinités électives. Telle femme dont le « je » fou laisse indifférents d'autres hommes ; tel auteur, dont les écrits ont bouleversé l'existence de certains êtres, ne provoque chez d'autres que l'hostilité et l'irritation. Si universelle qu'elle puisse être, une œuvre n'est pas destinée à tout le monde. Dans le donat de l'artifice à Gombrich, et Tolstol, renait la musique de Beethoven pour « l'écrite » et « l'écrite ».

Aussi faut-il conseiller aux gens de ne pas souffrir inutilement en compagnie d'autres dont la sensibilité leur est étrangère. La place qu'occupe un écrivain sur les rayons d'une librairie et dans les colonnes d'un journal est extrêmement réduite par comparaison à l'ensemble de ce qui est publié : il est donc facile de l'ignorer, pour se consacrer à ce qui n'est pas lui. Plutôt que de dire du mal de ceux qu'il n'aime pas, les gens feraient mieux de dire du bien de ceux qu'ils aiment ; aux lettres de dénigrer, ils devraient substituer les lettres d'enthousiasme. C'est si agréable d'admirer ! C'est si bon d'aimer ! En vérité, les méchants ne savent pas ce qu'ils perdent.

(1) Editions de l'abbaye Notre-Dame de Beaulieu, 49720 Bégrolles-en-Mauges.



Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### LA NÉGOCIATION SUR LES EUROMISSILES

#### La presse soviétique ne confirme pas les révélations de M. Schmidt sur les concessions de Moscou

La presse soviétique n'avait pas confirmé, ce vendredi 4 juillet, les révélations faites la veille devant le Bundestag par M. Helmut Schmidt, selon lequel l'U.R.S.S. est prête à ouvrir une négociation sur les euromissiles sans exiger une renonciation de l'O.T.A.N. au déploiement d'engins américains à moyenne portée et sans attendre non plus la ratification des accords SALT 2. Au contraire, le quotidien « Sovetskaja Rossia » continue d'affirmer qu'une telle négociation n'est possible que « si la décision de déployer en Europe les missiles américains était annulée ou si, du moins, sa mise en œuvre était officiellement ajournée ». Le « Pravda » est moins catégorique en affirmant que des conversations « pourront s'engager sur la base des principes de l'égalité des droits et de la sécurité égale pour les deux parties », mais elle ne fait aucune allusion aux déclarations du chancelier.

Le compte rendu des entretiens de M. Schmidt à Moscou a fait l'objet d'une réunion au niveau ministériel de la communauté des Neuf, convoquée à Luxembourg jeudi par M. Gaston Thorn (M. Robin, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, y représentait M. François-Poncet, qui avait déjà rencontré son collègue allemand à Paris mercredi). Selon M. Thorn, la visite du chancelier à Moscou a été jugée « positive » par ses collègues. Le conseil atlantique, réuni à Bruxelles le même jour, a tenu pour sa part une session de deux heures, à l'issue de laquelle M. Luns, secrétaire général de l'O.T.A.N., a déclaré : « La réaction des Soviétiques indique qu'ils vont peut-être dans

le sens d'une négociation avec les Etats-Unis sans préalables ni délai. » M. Luns, qui s'entretenant ce vendredi à Paris avec M. François-Poncet, a ajouté que les alliés sont tout à fait décidés à « poursuivre la modernisation de leurs forces nucléaires conformément à la décision prise par l'O.T.A.N. en décembre dernier ».

A Washington, M. Muskie, secrétaire d'Etat américain, a estimé dans une déclaration au journal ouest-allemand « Bildzeitung » que le voyage de M. Schmidt à Moscou a « purifié l'atmosphère ». Le porte-parole du département d'Etat a confirmé que la position soviétique sera étudiée « dans un esprit constructif » et affirmé la satisfaction des Etats-Unis devant « la clarté et la fermeté » avec lesquelles le chancelier a défendu les positions occidentales.

A Paris, où M. Giscard d'Estaing a eu jeudi, après le débat du Bundestag, un long entretien téléphonique avec le chancelier ouest-allemand, les milieux autorisés ont jugé « positive » la visite à Moscou de M. Schmidt, qui a « contribué à maintenir et à élargir les possibilités de communication entre l'Est et l'Ouest ». M. Blot, porte-parole de l'Elysée, a dit « apprécier » la rapidité avec laquelle le gouvernement français a été informé : « On y voit, a-t-il dit, une nouvelle preuve du caractère étroit et confiant des relations entre les deux pays, qui se manifestent à nouveau à l'occasion de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing en R.F.A. et du sommet franco-allemand de Bonn ». Le président de la République doit se rendre en Allemagne fédérale du 7 au 11 juillet.

#### La négociation proposée par le Kremlin porterait sur l'ensemble des systèmes américains « avancés »

Bonn. — Les considérations électorales ont naturellement quelque peu dénaturé le débat consacré par le Bundestag au voyage du chancelier Schmidt à Moscou. L'opposition, en la personne de M. Franz-Josef Strauss, se devait de dénoncer cette visite au Kremlin comme non seulement superflue, mais dangereuse pour la solidarité occidentale. Sur ce terrain toutefois, le gouvernement a l'avantage de pouvoir agir, alors que l'opposition doit se contenter de mettre en garde.

Même si M. Schmidt n'a pas prétendu avoir réalisé une « percée » décisive dans les rapports entre l'Est et l'Ouest, il pouvait sans trop de peine soutenir que les buts qu'il s'était fixés en se rendant à Moscou ont été atteints. L'annonce que les Soviétiques sont prêts à participer à une négociation sur des armes nucléaires, avant même que l'accord SALT 2 ait été ratifié, a, bien entendu, été saluée sur les bancs de la coalition gouvernementale comme une grande victoire à la fois diplomatique et électorale.

Après les débats souvent tumultueux du Bundestag, bien des questions ont cependant été posées. En premier lieu, il paraît clair que les pourparlers auxquels M. Brejnev s'est déclaré disposé à participer sur une base plus large que celle qui avait été envisagée jusqu'ici du côté occidental. Il ne porteront pas seulement sur les fusées nucléaires à moyenne portée stationnées sur le territoire européen, mais incluraient les anciens systèmes « avancés » capables d'atteindre le territoire de l'U.R.S.S. à partir de la zone européenne. Dans l'immédiat, il reste donc à voir quelle sera la réaction du président Carter. Là encore, les premières informations de Washington, ainsi d'ailleurs que celles du quartier général de l'O.T.A.N., paraissent être assez favorables.

Toutes les suspensions à l'égard des négociations de Moscou entre M. Schmidt et M. Brejnev ne peuvent pas disparaître pour autant. Aujourd'hui, en effet, on sait que la rencontre du Kremlin a fait l'objet d'une mise en scène concertée entre Bonn et Moscou. Le fait que le chancelier ait ren-

De notre correspondant

contré le ministre soviétique de la défense, M. Oustinov, ainsi que le chef d'état-major, le général Ogarkov, avait été présenté comme une « démonstration » d'égards publics en suggérant que la délégation ouest-allemande était arrivée à son insinuation, réussie à approfondir les négociations qu'elle menait au Kremlin. En réalité, on sait aujourd'hui que cette rencontre avait déjà été annoncée il y a quelques semaines.

Une autre question plus substantielle intrigue les milieux diplomatiques. Les termes d'une déclaration gouvernementale au Bundestag sont toujours pesés avec soin. Celle que le chancelier a présentée jeudi n'en comporte pas moins quelques formulations qui ont été interprétées de façon divergente. Selon M. Schmidt, le chef du Kremlin attend que dans une négociation sur les euromissiles soient considérés « tous les facteurs dans ce domaine influant sur la situation stratégique ». S'agit-il des avions du type Phantom de la V<sup>e</sup> Flotte, qui, selon les termes de M. Strauss, pourraient à la rigueur atteindre l'Union soviétique « si les vents leur sont favorables » ? S'agit-il des bombardiers F-111 stationnés en Grande-Bretagne ? Le Kremlin pense-t-il aux fusées sous-marines Poseidon, dont une partie a été affectée à la défense de l'O.T.A.N. ? Encore une fois, la question est ouverte.

Opinion, prévaut-elle ? M. Schmidt n'a pas répondu à cette occasion son désir, déjà formulé à plusieurs reprises, que les armements nucléaires de la France et de la Grande-Bretagne soient inclus dans un marchandage.

L'hypothèse n'est, en tout cas, pas complètement exclue que le chancelier ait perçu, dans les propos de M. Brejnev, des hésitations ou des équivoques, lorsqu'il s'est agi de définir, avec précision, le champ des négociations que le chef du Kremlin est prêt à envisager.

JEAN WETZ.

#### Au Conseil économique et social de l'ONU M. Waldheim demande la mise en œuvre d'une entente « exceptionnelle » en faveur des pays démunis

De notre correspondante

Genève. — La session d'été du conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) s'est ouverte, le 3 juillet, à Genève, sous la présidence de M. Andreas Mavrommatis (Chypre). Comme chaque année, l'ordre du jour est ambitieux et comporte des points extrêmement divers. Les participants devront, d'ici au 25 juillet, procéder à un « examen général de la politique économique et sociale internationale », y compris l'évolution régionale et sectorielle », ainsi qu'à un « examen approfondi des politiques en matière d'activités opérationnelles ayant trait au développement ».

Les autres points concernent, notamment, l'assistance économique spéciale en cas de catastrophes, la coopération régionale, les problèmes alimentaires, la science et la technique au service du développement, les sociétés transnationales, la coopération internationale dans le domaine de l'environnement ainsi que dans celui du développement industriel, le programme de redressement du moyen et à long terme dans la région méditerranéenne, le pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'université des Nations unies et la conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Le conseil discutera également le rapport du haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés et ceux de M. Kurt Waldheim sur l'utilisation de la mer et sur la protection du consommateur.

La séance d'ouverture a été marquée, comme tous les ans, par un discours passionnément pessimiste du secrétaire général des Nations unies consacré à l'économie mondiale. Le secrétaire général a insisté, notamment, sur six points :

- Le rythme de croissance de la plupart des pays en développement, importateurs de pétrole, n'a pas au cours de ces dernières années, répondu à leurs besoins. Ces pays subissent les effets conjugués de la hausse du coût de l'énergie et de la monnaie du pétrole, ce qui a entraîné une dégradation dans les pays industrialisés ;
- Le produit par tête d'habitant des pays pauvres diminue, tandis que l'aide publique au développement demeure insuffisante ;
- Les pays exportateurs de pétrole n'ont pas réussi à diversifier leurs économies et pâtissent comme les autres des effets de l'inflation et de l'instabilité des monnaies ;
- Le taux de croissance des pays à économie planifiée ne cesse de fléchir ;
- Les pays à économie de marché sont victimes d'une récession plus grave que celle qui avait été prévue ;
- La recherche de nouvelles sources d'énergie « s'engage dans des conditions difficiles et désordonnées ».

Pour venir en aide aux centaines de millions d'êtres humains vivant dans un état d'extrême dénuement, il est urgent que les pays en développement déploient des efforts considérables pour mobiliser leurs ressources humaines, naturelles et financières par des politiques nationales vigoureuses et fassent participer toute la population « au processus comme aux résultats du développement ». Cependant, « une opération exceptionnelle en faveur des pays à bas revenus ayant de sérieux problèmes d'équilibre extérieur devrait être envisagée ».

ISABELLE VIGNIAC.

### LA VISITE DE M. BARRE EN ESPAGNE

#### Madrid souhaite une coopération plus active de la France à la lutte contre le terrorisme

M. Barre a passé la journée du jeudi 3 juillet à Madrid où il a rencontré le chef du gouvernement espagnol, M. Suarez, et le roi Juan Carlos. Les entretiens ont porté essentiellement sur l'Europe et l'agitation basque, sujets qui ont récemment provoqué une tension entre les deux pays. M. Suarez a demandé avec insistance que la France collabore plus étroitement avec l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme. Le

premier ministre a répondu que Paris était prêt à coopérer « dans le cadre des lois et règlements français ».

M. Barre était accompagné de trois ministres : MM. Méhaignerie (agriculture), Girard (industrie), Deulan (commerce extérieur), et de M. Pierre-Bernard Raymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

#### De notre envoyé spécial

Madrid. — « Dur réalisme. » Ces termes, employés par le gouvernement de Madrid pour qualifier les discussions qui ont eu lieu le jeudi 3 juillet entre M. Adolfo Suarez et M. Raymond Barre, ne sont pas habituels en diplomatie et laissent même percer une amertume, réelle ou feinte. Les deux interlocuteurs, qui se sont vus pendant près de quatre heures et uniquement en tête à tête, ne se sont sans doute pas méfiés — même si le premier ministre français a cru pouvoir, de façon bienveillante, qualifier les entretiens d'« utiles, francs et cordiaux ».

La rencontre est survenue dans un climat empoisonné par une campagne de presse qui avait atteint ses derniers jours l'histoire antifranciste. Le mot de Cambronne, des grossièretés (« sa-gouins », « quelle cocherie », « un photo-montage insultant »), pour le président de la République française : certains hebdomadaires s'étaient fait une rude concurrence dans l'escalade.

La raison de ce tumulte ? Sur un vieux fond de griefs historiques — et cette conviction à fleur de peau que la France ne supporte ses voisins d'outre-Pyrénées que bridés, abaissés, humiliés — un photo-montage récent avait fait l'effet de la cape rouge devant le taureau.

Les arraisonnements dont sont l'objet de nombreux bateaux français devant les côtes de France, le discours prononcé le 5 juin par le président de l'E.T.A. à propos des difficultés de l'élargissement de la Communauté européenne, les camions de légumes incendiés à la mi-juin dans les Pyrénées-Orientales, l'annonce par l'E.T.A. du déclenchement de la « guerre des plages » : tout cela a été péle-mêle imputé à crime à la France.

Que M. Giscard d'Estaing ait, le 26 juin, fêtré les « inadmissibles violences dont ont été victimes certaines transporteurs », et des « dispositions prises pour s'opposer au renouvellement de semblables incidents » ; que le président de la République française ait reçu l'appui explicite de M. Helmut Schmidt sur la question de la C.E.E. : que les châtiments arraisonnés soient systématiquement en contrevention par rapport aux règlements de pêche européens ; que la France ait naguère donné des gages de bonne volonté à Madrid pour la surveillance de ses propres départements basques : il n'importe ! L'accumulation des incidents a ranimé une vieille animosité.

De ce fait, la visite de M. Barre, qui devait initialement être centrée, à la demande de l'Espagne, sur les problèmes internationaux, n'a porté qu'accessoirement sur ces sujets.

M. Suarez a pu constater qu'il n'y a pas de reproches français à l'adhésion de son pays à la Communauté. Il a même pu entendre M. Barre lui dire que l'Espagne serait appelée à occuper une position « éminente ».

Mais tout espoir d'une adhésion rapide, en 1983, dissuadé volontiers « s'est envolé. On

M. Suarez avait été beaucoup plus pressant, « exigeant » une « plus grande coopération internationale », notamment française, en vue de réprimer les agissements de l'E.T.A. Il a, en particulier, demandé une « coopération accrue » entre les polices de France et d'Espagne, afin d'aboutir au démantèlement de cette organisation, « au bénéfice des deux pays » : discrète allusion à cette certitude où l'on est à Madrid que les commandos basques, tôt ou tard, porteront leur guerre en France. La décision a-t-elle été prise de renforcer, « dans le cadre des lois et des règlements français », la collaboration des forces de sécurité des deux pays ? M. Barre n'en a évidemment rien dit, car « le sujet ne se prête pas à des déclarations ».

J.-P. C.

#### CINQ ESPAGNOLS INTERPELLÉS A CIBOURE

(De notre correspondant.)

Bayonne. — Cinq ressortissants espagnols, dont une femme, ont été interpellés jeudi après-midi 3 juillet à Ciboure et conduits au commissariat de Saint-Jean-de-Luz pour y être interrogés par les services de la police judiciaire bordelaise. La plus grande discrétion autour de cette affaire est observée, mais on pense qu'elle pourrait avoir un lien avec la disparition, le 12 juin dernier, du jeune réfugié basque espagnol José Miguel Escobedo, qui la Station espagnole d'extrême droite a affirmé avoir enlevé et enlevé.

L'E.T.A. a annoncé que l'explosion d'une « bombe puissante » se produirait à Puerto Barrios, sur la Costa del Sol, dans l'après-midi du 4 juillet avant 19 h.

Les mystères de l'Opéra et le flambement des passions...

PIERRE-JEAN REMY  
**HANDRA**  
ROMAN

"Décidément, il faut se rendre à l'évidence, Pierre-Jean Remy est notre grand feuilletoniste contemporain... Tous les livres qu'il écrit pour Albin Michel sont des réussites, mieux que cela même."

Françoise Xenakis/Le Matin

"On suit avidement Pierre-Jean Remy jusqu'au suspense final de son roman à grand spectacle. Un best-seller à coup sûr."

Pierre Démon/Marie-Claire

Albin Michel

### A TRAVERS LE MONDE

#### Angola

● LE PRÉSIDENT MOBUTU a promis jeudi 3 juillet de soutenir l'Angola dans sa confrontation avec l'Afrique du Sud et s'est joint à lui dans une énergique condamnation de la politique d'apartheid. Un communiqué publié à Luanda à la fin d'une visite-débat du chef de l'E.T.A. dénonce également l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. — (Reuters.)

#### Centrafrique

● M. DAVID DACKO, chef de l'E.T.A. Centrafricain, a adressé mercredi 2 juillet une mise en garde aux « fauteurs de troubles » et invité ses compatriotes à maintenir le paix civile. M. Dacko faisait allusion à l'effervescence régnant dans l'enseignement secondaire après que, les 27 et

#### Inde

28 juin dernier, les élèves des classes terminales de Bangalour eurent manifesté.

● LE GOUVERNEMENT A ACCUEILLI AVEC RÉSERVE la récente proposition chinoise visant à régler le contentieux frontalier entre les deux pays « par des concessions mutuelles » (le Monde a daté 29-30 juin). Le ministre indien des affaires étrangères, M. Narasimha Rao, a déclaré le mercredi 2 juillet devant le Parlement que son pays n'avait jamais accepté le principe d'un arrangement en vertu duquel les Chinois « céderaient un territoire qu'ils affirment être légalement incorporé dans l'Union indienne ». Il s'agit d'une partie de l'Arunachal Pradesh, d'où les forces chinoises se sont retirées après le conflit sino-indien de 1962. Cependant, le fait que les deux pays aient repris les discussions à ce sujet « représente un pas positif », a-t-il ajouté.

# AFRIQUE

## DJIBOUTI : naissance d'une nation

### II. — Espoirs et contraintes économiques

Dans un premier article, notre envoyé spécial a traité de la situation intérieure à Djibouti, analysé la politique étrangère des dirigeants et souligné le poids de la France dans le pays (« Le Monde » du 4 juillet).

Tadjoura. — Après l'imposant désert de sable du Grand Bara, sur la route d'Al-Sabab, s'étend une minuscule tache verte de 4 hectares. C'est le jardin potager du Mouloud, quadrilatère de terre arable irriguée, aménagement cultivé par vingt-quatre familles — domes originaires de Djibouti et douze étrangers réfugiés dans le territoire, — sous la direction de deux jeunes Français appartenant à l'organisation des Volontaires du progrès (V.P.).

Cette expérience modeste est citée en exemple, et nombreux sont les expatriés qui font le déplacement depuis Djibouti pour venir constater sur place qu'avec une eau abondante il est possible de faire fleurir le désert. Mais et sorgho, pastèques et melons, tomates et concombres, oignons, piments et aubergines viennent à maturité dans d'excellentes conditions. Achetés sur place 350 francs Djibouti (2), le kilo de tomates est revendu 500 francs dans la capitale. Tandis qu'avec réalisme ceux qui se trouvent à l'origine de la micro-réalisation du Mouloud admettent que seuls les Européens peuvent acheter des légumes vendus à des prix aussi élevés, le gouvernement se félicite, non sans raison, de voir associés pour un même travail des autochtones et des réfugiés. Satisfait de voir ainsi prévaloir un climat d'entente entre deux communautés qui tout au long de l'histoire ont eu à se battre pour conduire à son terme, M. Hassan Gouled, chef de l'Etat, se propose d'étendre cette expérience à d'autres régions du pays. L'engouement que suscite la réussite du Mouloud tend d'ailleurs à faire, à tort, oublier que, en dépit de la ténacité et inextinguible légende proclamant que le légendaire du Bar du palmier à dater, la seule végétation du territoire, les jardins potagers d'Ambouli ont une existence

très beaucoup plus ancienne. Installés dans la banlieue de Djibouti, à proximité de l'aéroport d'Ambouli, généralement placés sous les vastes ombres de ravissantes palmiers et minuscules, ceux-ci évoquent les délices du paradis d'Allah que parcourent des eaux vives.

« Contrairement à ce que l'on répète à tort depuis des années, il y a de l'eau à Djibouti », dit M. Waberi, principal responsable de l'hydraulique rurale. Il ajoute : « Mais à l'époque coloniale, tout l'intérêt était centré sur le port et l'aéroport. La France n'était pas disposée à forer des puits dont le prix de revient est très élevé. Cependant, les fantasmes climatiques, et notamment l'irrégularité du régime des pluies, qui s'est récemment aggravée, nous obligent à penser et à agir différemment. » Rendant hommage au concours prêté par la Communauté économique européenne, la Libye et l'Arabie Saoudite, qui ont financé divers projets dans ce

domaine, M. Waberi souligne : « Avant l'indépendance, avaient été réalisés une soixantaine de forages. Aujourd'hui, après trois années d'efforts, dix nouveaux forages sont productifs, quatorze sont en cours d'achèvement et vingt et un seront réalisés avant 1982. »

Face à cet optimisme, on s'étonne de l'ampleur du handicap dont souffre ce pays essentiellement peuplé d'éleveurs de bétail, qui ne compte ni rivière, ni fleuve, ni lac permanent — excepté des lacs salés — et où les pluies, déjà très réduites, sont en voie de raréfaction. Il est vrai que la chaîne mise en exploitation de la source dite du « Kilomètre 9 », située à proximité de Tadjoura, suscite un véritable enthousiasme dans ce pays, où chaque goutte de liquide est précieuse, la température ambiante oscillant généralement entre 35 °C et 50 °C.

#### L'eau de Vitel pour les chameaux

« Ici s'élève notre première usine », proclame fièrement le commissaire de la République de Tadjoura, qui fait les honneurs d'un chantier où, avec fébrilité, on s'efforce d'achever pour le troisième anniversaire de l'indépendance les travaux en cours. « Mais les chameaux s'abreuvent, ici, à l'eau de Vitel », dit un visiteur qui constate le même phénomène d'attraction qu'au Mouloud. Un des conseillers techniques qui s'occupent des questions économiques à la présidence prénée, en ces termes, les perspectives de développement de production de l'usine du « Kilomètre 9 », qui emploiera bientôt une quarantaine de personnes : « Les Djiboutiens consommeront prochainement 2 millions et demi de litres de cette eau, dont on exportera 8 millions de litres au Yémen et en Arabie Saoudite. »

C'est à la mise en route de projets analogues que s'efforcent de parvenir les responsables des services de planification, convaincus que la réalisation de petits ensembles industriels est la seule formule raisonnable pour le pays. C'est ainsi que devraient fonctionner, à Djibouti, dès l'année prochaine, une laiterie qui produira du lait de reconstitution à partir des dons de lait en poudre en provenance des pays de la C.E.E. et des Etats-Unis, et une saisserie qui traitera annuellement quatre cent cinquante mille peaux. Traduisant des ambitions modestes, tenant compte de l'exiguïté extrême du marché local qui consomme moins de trois cent mille personnes, ces projets ne concernent que le court terme.

Pour renforcer le secteur primaire, des sections provinciales sont prévues à l'intérieur du pays

et devraient entraîner une réduction des importations. Actuellement, les salaires des expatriés, en partie dépensés sur place grâce aux impôts directs et indirects et aux taxes d'importation, concourent au financement du budget. « Les recettes des bars, restaurants et hôtels représentent 45 % à 50 % du total du produit intérieur brut. Les transports et les communications (port et aéroport) représentent 10 autres

pour cent », dit-on dans l'entourage du président.

Cependant, les fonctions portuaires et aéroportuaires de Djibouti connaissent une importance relativement modeste. En 1976, avant la fermeture du canal de Suez, au moment donc de leur prospérité flamboyante, le port et le chemin de fer ne manipulaient respectivement que 600 000 et 400 000 tonnes, ce qui représentait alors entre 10 % et 15 % du produit intérieur brut du territoire », indique un expatrié.

#### De grands projets maritimes

Djibouti est de moins en moins l'exutoire naturel des hauts plateaux éthiopiens. La construction du port érythréen d'Assab par les Allemands de l'Est et celle d'une route reliant cette ville à Addis-Abeba détournent une part croissante du trafic maritime. Le port emploie environ trois mille personnes, soit 10 %, à peu près, de la totalité des salariés djiboutiens. Et le chemin de fer, soumis à une série d'interruptions de trafic dues à l'insécurité, donne du travail à moins de quatre cents personnes.

Arrêt presque total du trafic avec l'Éthiopie, diminution considérable des ventes d'eau, baisse des ventes d'hydrocarbures, telles sont les caractéristiques de l'évolution récente. A la direction du port, on nous dit : « Avant 1976, les ventes annuelles d'eau étaient comprises entre 300 000 tonnes. Les équipements étaient nombreux, et peu de navires étaient dotés d'installations de climatisation. Aujourd'hui, les ventes ont diminué de 60 % parce que les machines travaillant au diesel exigent moins d'eau, et les usines de désalinisation de l'eau nous font une concurrence croissante. » C'est jusqu'en 1975-1976 égale-

ment que furent ici centralisés les pèlerinages par voie maritime à destination de La Mecque. Depuis lors, les avions affrétés ont pris la relève à peu près totale des paquebots. En ce qui concerne le sautage, les changements intervenus au cours des dernières années ne sont guère plus favorables. Avant la fermeture de Suez, Djibouti était l'un des premiers ports de ravitaillement de la région et fournissait annuellement deux millions et demi de tonnes d'hydrocarbures. En 1979, les fournitures de pétrole sont de l'ordre de 500 000 tonnes du fait de la concurrence de nouveaux ports, comme Djedda en Arabie Saoudite ou Djebel-Ali à Dubaï, qui ont pris la place autrefois occupée par Aden. Dotés d'installations de stockage insuffisantes, les raffineries de Djedda et de Djebel-Ali ont d'autre part tendance à brader leur production au plus bas cours.

Cependant, les milieux maritimes de la place envisagent l'avenir avec un certain optimisme. Ils sont résolus à tourner vers la mer et à se libérer d'une dépendance trop étroite à l'égard de l'Éthiopie, qui développe à son tour ses ports maritimes. Parmi les projets, figure l'aménagement d'un port spécialisé pour l'accueil des grands navires porte-conteneurs, dont le chargement serait ensuite redirigé à partir de Djibouti soit vers les autres ports de la mer Rouge, soit vers ceux de l'océan Indien.

Le développement des Etats de la côte orientale d'Afrique — Kenya et Tanzanie notamment — permet d'envisager le regroupement à Djibouti de petites cargaisons destinées à être amenées ensuite à pied d'œuvre par un système de navettes. « L'idée qui

fait son chemin, c'est celle qui consisterait à faire de Djibouti le terminus des navires express et le point de départ des navires omnibus », nous dit-on, « mais il faut avant tout équiper les quais de conteneurs portuaires à conteneurs, et qui implique un risque commercial important. »

Pour l'achat de deux portiques, minimum indispensable pour un travail efficace, il faut prévoir un investissement d'un milliard et demi de francs Djibouti. Le plus grand jamais réalisé ici. Or les commerçants de la place ne manifestent pas de combativité particulière, et le gouvernement djiboutien n'a pas encore trouvé de source de financement suffisante. Mais, avec la participation du Fonds européen de développement aux études du plan directeur du port et celle du Fonds français d'aide et de coopération (FAC) aux études de terminal conteneurs, auxquelles s'intéressent aussi le Koweït et la R.P.A., un premier élan semble donné.

Disposant d'un bon réseau de télécommunications avec l'insurrection récente d'une liaison téléphonique par satellite, d'un bon système bancaire, d'une monnaie solide — la seule de la région, s'étant dotée d'une structure juridique particulièrement adaptée avec le statut de port autonome. Djibouti dispose de solides atouts.

Ceux qui rêvent de faire de Djibouti un grand centre de réparation navale n'ont pas abandonné cette idée. Certains pensent encore à la construction d'une cale sèche, projet irréalisable dans cette zone qu'ébranlent en permanence de violentes secousses sismiques. D'autres parlent d'un dock flottant dont la construction coûterait 10 milliards de francs Djibouti, mais dont l'entrée en service pour le radoub des pétroliers géants faisant le tour de l'Afrique permettrait la création de sept cents emplois.

Pour l'instant, bourses et sambouques venus du Yémen et de Somalie, attirées à la demande continuent d'assurer plus de 10 % du trafic portuaire. Dotés de moteurs puissants, pouvant accéder sur les plages les plus étroites, ils chargent des quantités importantes d'alcool à destination des pays du Golfe, officiellement prohibées. L'abondance de la marchandise, les facilités accordées par les banques, la complicité d'une administration et de services douaniers qui font preuve d'une discrétion exceptionnelle contribuent à enrichir les nautiques, à la fois capitaines et armateurs, parfois djiboutiens, plus souvent yéménites.

#### Le fleau du khât

Autre source de richesse : le commerce du khât dont à peu près tous les dirigeants s'accrochent cependant pour reconnaître, en privé, qu'il constitue un fleau social. Cultivé sur les hauts plateaux d'Éthiopie et du Yémen, cette plante contient un alcaloïde qui est un puissant euphorisant pour ceux qui la mastiquent.

« Tout Djibouti broie la sciade à partir de midi », reconnaît un jeune Djiboutien qui ne dédaigne pas lui-même de s'adonner aux délices du khât. Il ajoute : « Si l'armée éthiopienne nous attaque dans le courant de l'après-midi, elle s'empare sans coup férir du territoire en quelques heures. Mais l'armée française veille. »

Les nationalistes qui, il y a trois ans, accusaient « les colonialistes français de favoriser la consommation du khât pour abrutir la population qu'ils voulaient mieux dominer », admettent que de 2 tonnes et demie, les ventes quotidiennes de khât sont passées à 6 tonnes et demie, atteignant parfois jusqu'à 9 tonnes. En 1979, alors que la surtaxe sur les alcools a rapporté 39 millions de francs Djibouti au budget, l'importation sur le khât a rapporté 179 millions de francs Djibouti.

Après avoir vainement tenté d'interdire l'importation du khât pendant les quelques jours qui suivirent la proclamation de l'indépendance, M. Hassan Gouled et ses amis se sont efforcés d'en contrôler aussi étroitement que possible la consommation. Ainsi, sur le mur des bureaux du commissaire de la République, peut-on lire un arrêté fixant les prix de vente de la viande ovine et caprine et celui du khât. Celui-ci est taxé depuis le 1<sup>er</sup> mars 1980 à 200 francs Djibouti la botte de 100 grammes et il est rappelé que la commercialisation des bottes de khât est strictement interdite. En fait, suivant les circonstances, et suivant les qualités, le prix du khât varie du simple au triple — situation dramatique pour les consommateurs aux ressources financières limitées qui restreignent leur ration alimentaire pour s'adonner à la toxicomanie. « Seule l'Organisation mondiale de la santé, nous dit un homme politique local, peut mettre fin au fléau en provoquant la production. »

Autrefois, les préoccupations immédiates du gouvernement sont d'une tout autre nature. Elles concernent le drame des réfugiés. Ancien repensement récent n'a été effectué, mais on estime à tremble ou quarante mille le nombre de ces derniers,

soit 10 % de la population. C'est notamment pour limiter le déferlement des réfugiés sur Djibouti que, nous dit-on dans les milieux officiels, le barrage de barbelés mis en place à l'époque coloniale, à Balbala, aux abords de la ville, a été maintenu. L'armée djiboutienne y a pris la relève des gardes français.

Un Office national d'assistance aux réfugiés et assistants (ONARS), équivalent local de l'Agence des réfugiés telle qu'elle existe en Somalie, s'efforce, en liaison avec le Haut Commissariat aux réfugiés (H.C.R.) de Genève, de soulager la misère de ceux qui, fuyant les zones de combat en Éthiopie, ont ici cherché refuge. Le statut des fuyards est très différent, selon les cas. Les uns ont pu s'installer provisoirement à Djibouti même où, nous dit un représentant local du H.C.R., « quatre mille trois cents réfugiés identifiés ont été adossés à des étudiants, dont mille cinq cents sont déjà partis s'installer soit dans les pays arabes, soit aux Etats-Unis après avoir perdu une bourse ». D'autres sont installés dans les trois camps d'Al-Sabab (environ huit mille), de Dikhil (environ sept mille) ou de Boulaas dans la banlieue djiboutienne (environ cinq cents Érythréens).

En dépit de la charge écrasante que représentent les réfugiés pour le jeune Etat, malgré les contraintes qui pèsent sur son économie, optimales pour une utilisation intensive de l'équipe dirigeante. On fonde de sérieux espoirs sur le capital pétrolier du pays qui est de nature à fournir une énergie de substitution en l'absence de ressources pétrolières. En effet, il semble que la région du lac Assal présente les conditions optimales pour une utilisation industrielle de la géothermie dont les pays arabes seraient prêts à assurer le financement.

D'ores et déjà, la jeune République constitue un puissant pôle d'attraction pour ses voisins. Ravagés par la guerre civile ou la famine, l'Éthiopie et la Somalie regardent avec envie en direction de cet îlot de paix et de relative prospérité, et artificielle fût-elle. Alors que le birr éthiopien et le shilling somalien ne sont pas convertibles, le franc Djibouti fait prime sur le marché monétaire régional. « En juin 1977, dit le président Hassan Gouled, les sceptiques prophétisaient que l'indépendance donnerait de six semaines à six mois, alors que nous fêtons notre troisième anniversaire. »

FIN

(1) R.P. n° 2, 2510 Monétary.  
(2) 1 F. Djibouti = 25 F.

**ANTILLES 3060 FAR**

**MONTREAL 2500 FAR**

**ATHENES 1400 FAR**

**GUYANE 3705 FAR**

**PALMA 950 FAR**

**NICE 680 FAR**

**DES PRIX CHARTERS SUR VOLS REGULIERS AU DEPART DE PARIS.**

**REUNION 4530 FAR**

**TEL-AVIV 2150 FAR**

**CORSE 780 FAR**

**LONDRES 450 FAR**

**FRANCE AIR VACANCES**

Ces bas tarifs proposés malgré la hausse du prix du carburant s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié. Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.

Prix valables en juillet et en août à l'exception de Montréal et New-York : + 250 F du 23 juillet ou 11 août. Vente et transport soumis à des conditions particulières.

هكذا من الأصل



## EUROPE

### Autriche

**Les vingt Roumains dont l'avion s'est posé près de Graz avaient soigneusement préparé leur évasion**

De notre correspondante

Vienne. — Vingt ressortissants roumains, dont des femmes et huit enfants, se sont posés à Graz, le 3 juillet, à l'aéroport de Graz, à 140 kilomètres au sud de Vienne. Ils ont été accueillis par des policiers autrichiens. Les vingt Roumains, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, ont été interrogés par la police autrichienne. Ils ont déclaré qu'ils étaient des réfugiés politiques. Ils ont été relâchés après avoir signé une déclaration de non-régularité.

Sous les yeux de quelques paysans stupéfaits, dix-neuf passagers et leur pilote, M. Aurel Popescu, âgé de vingt-sept ans, quittaient l'appareil sans incident. Ils n'avaient qu'une question à poser : « Austria ? » Après avoir eu la confirmation qu'ils se trouvaient bien en Autriche, les réfugiés se sont immédiatement rendus à la police pour demander l'asile politique.

Le pilote semble avoir eu l'intention de gagner l'aéroport de Graz, capitale de la Styrie, mais, à court de carburant, il a été obligé de faire un atterrissage de fortune une quarantaine de kilomètres avant d'être parvenu à destination.

Après avoir, la Tante Anna — comme on appelle familièrement dans les pays socialistes le type Antonov-2 — à traversé, sans incident, l'espace aérien

hongrois d'est en ouest sur plus de 300 kilomètres en volant à basse altitude, l'Antonov-2, qui a une autonomie de vol de 450 kilomètres, est utilisé, dans les pays de l'Est, sur les lignes intérieures, mais aussi pour divers emplois agricoles. Aurel Popescu pilotait son appareil régulièrement pour pulvériser des insecticides sur les cultures d'un kolchose d'Arad, ce qui lui a permis, jeudi matin, d'accéder à l'avion sans éveiller de soupçons.

Les vingt fuyitifs — qui ne parlent ni l'allemand ni l'anglais — sont tous membres d'une même famille, ils ont minutieusement préparé leur coup, et emporté tous les bagages indispensables à l'émigration. D'après les premiers renseignements recueillis par la police autrichienne, ils auraient l'intention d'émigrer en Australie. En attendant l'accomplissement des formalités nécessaires, ils se joindront aux centaines de « déracinés » qui sont hébergés au camp de Traiskirchen près de Vienne, où en les a conduits, jeudi après-midi, le camp de transit héberge en permanence environ deux mille réfugiés des pays de l'Est. Durant le seul mois de mai, quatre cent quarante personnes ont demandé l'asile politique, dont quarante et un Roumains, qui ont, il est vrai, gagné l'Autriche dans des circonstances en général bien moins spectaculaires que celles, jusqu'ici, de ces réfugiés roumains. Ils ont, en outre, risqué leur vie pour choisir la « liberté ».

WALTRAUD BARYLI.

### Pologne

**Les autorités contrôlent le mouvement de protestation contre la hausse du prix de la viande**

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les mouvements de protestation ouvriers contre la hausse des prix de la viande se sont poursuivis jeudi 3 juillet dans plusieurs grandes entreprises polonaises. Ils n'ont toutefois pris aucune forme violente, mais ont été assez denses pour être comparables à ceux de 1970 et de 1978.

Les autorités, tout en confirmant officiellement, pour les minimiser, les grèves de mardi et mercredi (le Monde du 3 juillet) affichent d'ailleurs le plus grand calme. On préfère parler de « conflits » présentés comme locaux entre les ouvriers et les directions d'usine et l'on ajoute avec philosophie que « ce qui est économiquement justifié n'est pas toujours apprécié par la population ».

Sans souffler mot des revendications salariales, la presse a largement développé aussi ce thème d'un mal nécessaire en expliquant à nouveau les méfaits du système de subventions. Pour l'instant, les hausses de prix en date du 1<sup>er</sup> juillet se limitent à une augmentation de 20 % contre 14,2 % actuellement de la part de la viande vendue — 50 à 100 % plus cher, — par le réseau dit « commercial ». Ce réseau sera désormais seul à distribuer le bœuf sans os, les dinde, les oies et les canards ainsi que deux produits beaucoup plus populaires et moins rares : le lard fumé et le jambon de porc. C'est aussi par ce canal que seront exclusivement fournis les restaurants mais pas les cantines d'usine ou d'école, dont les prix restent donc stables.

La mesure n'est pas moins rude. Elle a frappé en premier lieu les ventes directes en usine — qui assurent l'essentiel du ravitaillement dans les grandes concentrations ouvrières, — ce qui signifie on ne peut plus clairement qu'au-delà des pourcentages officiels, le seul moyen de se procurer de la viande sera de maintenir de payer le prix fort. Les ouvriers, pour leur part, ne s'y sont pas trompés en parlant d'ores et déjà d'une augmentation généralisée qui devrait, en effet, rapidement suivre si les autorités parvenaient à franchir sans encombre cette étape — la plus difficile pour elles.

### Une riposte souple

Elles semblent en tout état de cause avoir agi avec habileté. Les hausses, d'abord, ne sont pas intervenues dans toutes les régions en même temps. Elles ne seront apparemment étendues que progressivement à l'ensemble du territoire, ce qui laisse d'une part au pouvoir le temps de circonvenir les foyers de tension, et de l'autre à la population celui de s'habituer à ce qui l'attend.

L'attitude adoptée face au mouvement revendicatif est souple. Au lieu de refuser la discussion et de faire jouer les forces de l'ordre, les directions d'entreprise acceptent la négociation. Au combat de machines agricoles d'Urus notamment, où 40 % des effectifs s'étaient mis en grève, les ouvriers ont été reçus, pour la seconde fois en trois jours, par les gestionnaires qui leur auraient proposé une augmentation de salaire de 10 %. L'offre aurait été jugée insuffisante mais les grévistes ont accepté de reprendre le travail jeudi à midi en attendant l'issue des négociations. Des discussions de ce genre seraient en cours dans plusieurs autres entreprises avec, évidemment, l'aval des autorités, qui ont d'ailleurs pris soin d'annoncer que l'argent ainsi économisé permettrait d'augmenter les salaires les plus bas.

Dans deux des entreprises du combinat d'Urus, ainsi que dans une grande entreprise de transport de Mieles, où 60 % des salariés ont débrayé, des « commissions ouvrières » ont été mises en place pour organiser le mouvement et mener les pourparlers. A Urus au moins, le KOR, principal mouvement d'opposition, dont on reconnaît le vocabulaire, pourrait n'être pas étranger à ces initiatives.

Les rumeurs qui ont circulé mercredi à Varsovie sur des arrestations de travailleurs à Gdansk ont dénoté de fondement. Il est vrai, en revanche, qu'une usine électrique des chantiers

navals a décidé d'envoyer une délégation auprès de M. Giersek et que des mouvements se sont produits aux aciéries de Huta Warszawa.

Jusqu'à maintenant, le bilan est donc loin d'être mauvais pour les autorités et tout particulièrement, pour le nouveau premier ministre. Sauf dérapage, M. Babuch pourrait bien remporter la sa première victoire de taille dans la politique des petits pas qu'il a entreprise depuis février pour tenter de rétablir les principaux équilibres de l'économie, et d'abord celui des prix.

A moins court terme cependant, le sacrifice représenté par cette augmentation de 50 à 100 % sur un produit alimentaire de base pourrait peser lourd dans le climat social.

Et l'on ne peut manquer surtout d'être frappé par cette liberté d'expression et d'auto-organisation — très relative, mais jamais vue à l'Est — que l'appareil communiste polonais doit consentir à la classe ouvrière sous la pression des impératifs économiques. Le parti de M. Giersek devait déjà compter avec l'Église, le pape et une opposition qui joue en ce moment le jeu d'un contre-pouvoir responsable en n'appelant pas à réduire les augmentations de prix, mais à lutter pour des compensations. D'après l'agence aussi, d'ici quelques années, à vivre avec un mouvement ouvrier ?

BERNARD GUETTA.

### LA R.F.A. PRÊTERAIT 1,5 MILLIARD DE MARKS A VARSOVIE

Bonn (A.F.P.). — La R.F.A. envisage d'accorder 1,5 milliard de marks (800 millions de dollars) de crédits à la Pologne pour permettre à ce pays de financer sa dette extérieure vis-à-vis de l'Occident, apprend-on, le 3 juillet, à Bonn, de très bonne source. Des conversations ont eu lieu entre le chancelier allemand, M. Schmidt, et des responsables ouest-allemands, conduites par les vice-ministres du commerce extérieur et des finances, MM. Stanislaw Dlugosz et Marian Krzak. Celle-ci s'est tenue en suite à Francfort, au siège de la Dresdner Bank, chef de file du consortium bancaire qui négocie l'opération d'émission de plusieurs semaines.

Selon les modalités en discussion, un premier crédit, non lié, serait émis sur le marché de l'eurodollar pour une durée de sept ans et un montant de 1 milliard de marks ou sa contrepartie en une autre devise est retenue. Le second crédit serait émis sur le marché financier ouest-allemand pour une durée de dix ans et un montant de 500 millions de marks. Il serait entièrement garanti par l'Etat fédéral, et probablement lié à un projet de coopération bilatérale dans le domaine du charbon.

### Portugal

● CRISE DANS LES TRANSPORTS PORTUGAIS. — Le gouvernement a déclaré, le 3 juillet, la compagnie «TAP-Air Portugal» en «situation économique difficile». Cette décision permet notamment au gouvernement de décréter une réduction importante des dépenses de la compagnie et de procéder à des licenciements par conséquent. Mais les salariés de l'entreprise, ce qui est normalement interdit par la loi, ont refusé de signer un accord de coopération bilatérale dans le domaine du charbon.

### Union soviétique

● M. IGOR IOVANO, joueur d'échecs soviétique, a demandé l'asile politique au Canada, jeudi 3 juillet. Il a quitté le vol Aéroflot La Havane-Moscou à l'escorte de Saint-Jean-de-Terre-Neuve. — (Reuter.)

## ASIE

### Corée du Sud

**Présenté comme un « élément communiste »**

**M. Kim Dae-jung, chef de l'opposition sera traduit devant une cour martiale**

Principale figure de l'opposition en Corée du Sud, M. Kim Dae-jung sera traduit prochainement devant une cour martiale, a-t-on annoncé officiellement à Séoul vendredi 4 juillet. Le ministre de l'Information a aussi fait savoir qu'il retirait son accord à la formation d'un comité d'opposition aux journalistes japonais des quotidiens Asahi et Sankei, ainsi qu'à ceux de l'agence Jiji. Le correspondant de Kyodo ayant été déjà expulsé le 30 mai, il n'y a plus d'agence de presse japonaise représentée à Séoul. Aucune explication n'a été donnée à ces mesures. Jiji et l'Asahi avaient annoncé jeudi que M. Kim Dae-jung était actuellement dans un hôpital militaire, souffrant de blessures et d'une dépression nerveuse à la suite des interrogatoires qu'il a subis.

Notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons, rapporte que les rumeurs les plus alarmantes circulent au Japon sur l'état de M. Kim. Selon la revue Sekai, l'ancien chef de l'opposition, « gravement torturé, blessé au ventre, serait actuellement dans un état de délire ».

Les autorités militaires avaient annoncé mercredi la libération de M. Kim Jong-il, ancien premier ministre et président du parti républicain, et de huit autres membres de ce parti. Ils avaient tous été arrêtés pour corruption, mais les militaires avaient décidé de ne pas les poursuivre, parce qu'ils avaient manifesté leur repentir en s'engageant à restituer à l'Etat les sommes indûment obtenues.

### Correspondance

Séoul. — Les autorités militaires chargées de l'application de la loi martiale ont annoncé qu'en même temps que l'ancien candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de 1971, M. Kim Dae-jung, trente-six autres personnes seront traduites devant une cour martiale pour conspiration visant à renverser le gouvernement, infractions aux lois contre le communisme et possession illégale de devises étrangères.

La peine la plus lourde prévue en de tels cas est la peine de mort, mais le communiqué officiel n'indique pas si elle sera requise. M. Kim et ses amis politiques furent incarcérés le 17 mai, peu après la proclamation de la loi martiale dans l'ensemble du pays en raison de l'agitation étudiante. Agé de cinquante-cinq ans, il fut l'un des trois dirigeants politiques qui avaient l'intention de se présenter à l'élection présidentielle annoncée pour 1981.

Le commandant de la loi martiale a indiqué que M. Kim Dong Gil, vice-président de l'université Yonsei, le député Lee Yong Hi et quelques autres partisans de M. Kim ont été libérés. Ceux qui se sont rendus eux-mêmes aux autorités, ceux qui ont coopéré avec les enquêteurs et ceux qui n'étaient coupables que de délits mineurs ont été relâchés afin de renforcer l'union nationale. L'indique le communiqué, sans préciser toutefois combien de personnes ont été libérées, combien d'élargies et combien restent en prison.

L'essentiel du communiqué est consacré à M. Kim. Celui-ci est accusé d'être à l'origine des manifestations du mois de mai pour renverser le gouvernement et prendre le pouvoir à la faveur

d'une révolution sanglante. Ces accusations mettent pratiquement un terme à la carrière politique de M. Kim aussi longtemps que la Corée du Sud demeurera soumise au système actuel, dans lequel les militaires dictent leur loi au régime civil du président Choi Kyu Hah.

Ce qui apparaît encore plus grave que les accusations concernant le rôle de M. Kim dans les émeutes de Kwangju, ce sont les « révélations » sur ses activités pro-communistes. Selon le communiqué, des dossiers de police montrent qu'il participa en 1946 à l'insurrection de Mokpo, où plusieurs postes de police furent incendiés. En 1967, poursuivi le communiqué, il rechercha l'aide d'un agent nord-coréen, condamné depuis.

Ces révélations officielles sur le passé pro-communiste de M. Kim sont de nature à effrayer un grand nombre de Sud-Coréens. Le communiqué fait aussi état des fonds — environ 2 millions de dollars — collectés par M. Kim dans les milieux d'affaires, au cours des mois qui précéderont son arrestation. « Pour la sécurité nationale, le développement économique et une évolution politique dans de bonnes conditions, un élément communiste tel que Kim Dae-jung, qui portait le masque de la démocratie, doit être éliminé de la sphère politique », dit le communiqué.

Les procès qui vont avoir lieu neffectueront en rien le projet du gouvernement d'organiser des élections l'été prochain, et de mettre alors en place une nouvelle équipe de dirigeants, précise le communiqué.

SHIM JAE HOON.

### Cambodge

**Les forces vietnamiennes accentuent leur pression sur les bases khmères rouges**

Les forces vietnamiennes ont renforcé, jeudi 3 juillet, leur pression sur les positions tenues par les Khmères rouges, près de la Thaïlande, au Cambodge. Cependant, l'U.R.S.S. tente d'apaiser les critiques des pays non communistes d'Asie du Sud-Est. C'est ainsi qu'un représentant de Bangkok a fait entendre au vice-ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Arun Bhannapongse, que le Vietnam s'efforçait de modérer le Vietnam. Trois des plus hauts dirigeants vietnamiens — MM. Le Duan, secrétaire général du parti communiste Pham Van Dong, chef du gouvernement Nguyen Lam, président du comité du plan d'Etat — ont eu ces derniers jours des entretiens à l'échelon le plus élevé avec les responsables soviétiques et ont été reçus jeudi par M. Brejnev. Cependant, comme l'indique notre correspondant en Asie du Sud-Est, l'incursion vietnamienne en Thaïlande a ressoudé l'unité des pays hostiles à Hanoi.

A Washington, M. Tom Roe, porte-parole du Pentagone, a précisé que le matériel militaire que les Etats-Unis avaient décidé de livrer d'urgence à la Thaïlande, à la suite de l'incursion vietnamienne de la semaine dernière, avait une valeur globale de 32,5 millions de dollars (le Monde du 3 juillet).

A Paris, M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), a déclaré jeudi, au cours d'une conférence de presse, que son

mouvement pourrait servir d'« alternative » à la représentation khmère rouge aux Nations unies, car celle-ci n'est reconnue par une partie de la communauté internationale qu'en raison de son refus d'accepter le « fait accompli » vietnamien au Cambodge. Le président du F.N.L.P.K., qui a dénoncé le « détournement » des Vietnamiens de l'unité humanitaire au peuple cambodgien, le « génocide par obstruction » et la famine menaçante, a réclamé à nouveau la convocation d'une conférence internationale sur le Cambodge, conformément à la résolution de l'ONU de novembre 1979.

### Afghanistan

**DES UNITES ANTIGUERRILLA ET DU MATERIEL LEGER REMPLACENT LES FORCES SOVIETIQUES RECENTMENT RETIREES.**

L'U.R.S.S. envoie de nouvelles unités spécialisées dans la lutte antiguerrilla en Afghanistan ainsi que du matériel plus léger et mobile que celui utilisé jusqu'à maintenant, a-t-on appris de source bien informée à Kaboul. Un voyageur afghan, arrivé à New-Delhi, a indiqué que des unités de type commando sont apparues dans la capitale et ses environs. Elles semblent constituées de soldats d'élite. Cela paraît confirmer les informations selon lesquelles le retrait d'environ une division et de plus d'une centaine de chars serait accompagné d'un redéploiement des forces soviétiques. « Les Soviétiques défont la composition de leurs forces, mais ne réduisent pas leur puissance », a déclaré un observateur. Selon d'autres témoins, l'activité des transports de l'armée de l'air soviétique a été multipliée par trois ces dernières semaines à l'aéroport de Kaboul. Des troupes « fraîches », également entraînées à la lutte antiguerrilla, seraient accumulées à Tachkent, au sud de l'U.R.S.S., non loin de l'Afghanistan. — (A.F.P., U.P.I.)

## AMÉRIQUES

### Argentine

### L'extermination d'une famille

M. Osvaldo de Benedetti, un médecin argentin âgé de soixante-trois ans, avait deux fils et un beau-fils. Tous participaient activement à la vie politique de leur pays. Ce qui ne tarda pas à leur valoir de sérieux problèmes, dès avant le coup d'Etat militaire de 1976. Le 25 mai 1979, l'un des fils, Gabriel Francisco, âgé de vingt-huit ans, était arrêté par l'armée après avoir été impliqué dans un affrontement près d'une garnison de la capitale. En octobre 1974, son frère Osvaldo (vingt ans) était, lui aussi, arrêté. Les deux hommes ont été « mis à la disposition du pouvoir exécutif », ce qui permettait de les maintenir en prison, en repoussant indéfiniment leur procès.

Après le coup d'Etat militaire, les événements s'accéléraient. Au début de décembre 1976, le beau-fils de M. de Benedetti, M. Bernardo Depelris, était enlevé par des inconnus. Quinze jours plus tard, on n'en annonça pas moins sa mort dans un « affrontement avec les forces armées ». M. de Benedetti, dont la dernière, à Rosario, a déjà été l'objet de deux attentats à la bombe, s'inquiète alors pour ses deux enfants encore en prison. Non sans raison : il apprend, le 21 juillet 1978, que son fils Osvaldo est mort lors d'une « tentative de fuite » à Tucuman. Finalement autorisé à voir le corps, il constate que le décès est dû à une balle tirée de face et quasi à bout portant, ce qui est difficilement compatible avec la version officielle.

Reste Gabriel Francisco, qui passera six ans dans la prison de Rawson, sans jugement, avant d'être condamné, en 1979, à vingt-trois ans de détention. Réfugié en France, M. de Benedetti lance une campagne pour sauver son fils : lettres à Amnesty International et aux institutions de défense des droits de l'homme, requêtes auprès de la présidence de la République à Paris, qui s'intéresse au cas et charge le consul général de France à Buenos Aires, M. Hugues Homo, d'une démarche humanitaire.

Le 19 juin dernier, le grand-père, qui vit encore à Rosario et est âgé de quatre-vingt-deux ans, reçoit un bref télégramme de la prison de Rawson l'informant de la mort de Gabriel Francisco, et lui enjoignant de prendre en charge l'inhumation dans les vingt-quatre heures. A Paris, M. de Benedetti a appris, il y a quelques jours, la nouvelle des décès, n'ayant officiellement à un « suicide ». Il venait de recevoir une lettre du « suicide », qui parlait de ses projets et de ses espoirs de libération. M. de Benedetti va mettre fin à sa campagne, car il n'a plus personne à sauver en Argentine. Mais il s'inquiète encore : les douze personnes condamnées en même temps que Gabriel Francisco, et qui se trouvent toutes à Rawson, ne risquent-elles pas d'être bientôt victimes, à leur tour, d'un « suicide » collectif ? — Th. M.

### UN APPEL DES ARTISTES VICTIMES DE LA RÉPRESSION

Nous avons reçu de l'Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde (AIDA) l'appel suivant : « Nous appelons que l'Orchestre de Paris va se rendre à Buenos Aires pour y donner une série de concerts. Ce voyage est une initiative du ministère des affaires culturelles et du ministère des affaires étrangères. Que le gouvernement actuel, non content de faire de la France la grande pourvoyeuse d'armes de guerre, ne puisse pas offrir les plus grands artistes français ne nous surprend pas : mais que lesdits artistes, bien sagement, continuent de partir pour redorer l'image quelque peu ternie de la dictature argentine nous étonnera toujours.

« S'ils oseraient, pourtant, une fois de plus, séparer art et politique, ils se trompent. Que cela leur plaise ou non, ils parlent de la politique, une politique, une seule, celle du pouvoir qui les

recrute, qui les expose, qui les affiche. « C'est pourquoi nous les exhortons à ne pas partir dans ces conditions. Un orchestre capable d'une grande pugnacité dans la défense de ses intérêts professionnels doit pouvoir montrer cette même force dans la défense des droits humains, même s'il n'est pas encore directement concerné.

« C'est devant le peuple argentin et avec ses musiciens qu'il faut jouer, pas au théâtre Colón, sous tutelle militaire, avec, en premier rang, le général Videla et sa clique. Les musiciens de l'Orchestre de Paris ne peuvent pas ignorer qu'ils sont là-bas à l'assaut sur les chaises chaudes des musiciens argentins disparus et qu'on va leur faire jouer de la musique pour couvrir le silence de la mort. »

Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde (AIDA), 6 rue de l'Eure, Paris-XIV.

L

O

T

O

VACANCES

VACANCES

**Les bulletins d'abonnements SIMPLE ou MULTIPLE vous permettent de participer à 5 tirages consécutifs**

500 من الأصل

## PROCHE-ORIENT

### La reprise des négociations sur l'autonomie palestinienne

(Suite de la première page.)

En présence de MM. Muskie et Brzezinski, M. Lhowitz a laissé entendre que M. Carter pourrait se rendre lui-même au Caire si la présence est « utile et souhaitable » pour les négociations, dont la durée prévue est de six à huit semaines, bien qu'on se soit gardé de fixer cette fois une date limite, comme cela avait été le cas au printemps dernier.

Plusieurs groupes de travail se réuniront au Caire à partir du 10 juillet, sans que les chefs de délégation des deux pays, MM. Burg et Ali, soient nécessairement présents. Une commission juridique étudiera les compétences des futures autorités palestiniennes. Une commission économique cherchera à définir un cadre général commercial et douanier, et s'occupera dans le domaine difficile du statut des terres publiques en Cisjordanie (enclaves administrées par le royaume hachémite et où la plupart des colonies juives sont implantées), ainsi que de celui de la répartition des

eaux. Enfin, un autre groupe de travail sera chargé de préparer les modalités de l'élection du futur organe administratif palestinien.

M. Lhowitz a reconnu que la reprise des négociations ne signifiait nullement que les divergences étaient apaisées, mais seulement que les deux parties estimaient préférable de discuter à nouveau de celles-ci. Un haut fonctionnaire de l'administration Carter a expliqué, de son côté, qu'il fallait concilier deux nécessités : celle d'une police locale palestinienne et celle du maintien de certaines forces israéliennes. La délégation israélienne d'ailleurs démentit être porteuse d'une carte indiquant l'emplacement des futures bases militaires après la « redéposition » prévue. Les Israéliens redoutent que de tels renseignements ne soient transmis à l'O.L.P. par les Égyptiens.

Il semble que le président Sadate ait donné le feu vert à son ministre pour la reprise des négociations, après que celui-ci lui eut fait état par téléphone d'une assurance dis-

crète israélienne qu'un vote au Parlement hébreu sur Jérusalem n'interviendrait pas pendant l'été et qu'il n'y aurait pas prochainement de nouvelles colonies en Cisjordanie. Cette bonne volonté d'Israël serait aussi destinée à attirer les dissensions qui sont apparues récemment — pour la première fois avec une telle ampleur — dans la communauté juive américaine à propos de la politique suivie par M. Begin.

#### Des dissensions dans la communauté juive

Jusqu'à présent, le mot d'ordre dans les organisations juives américaines était le suivant : ne rien dire ou faire qu'il puisse affaiblir le gouvernement de l'Etat hébreu, quelles que soient, par ailleurs, les opinions personnelles des uns ou des autres sur ce gouvernement. Ce consensus a été rompu avec la signature, mardi à Jérusalem, par cinquante-à six dirigeants juifs américains, d'une déclaration stigmatisant M. Begin comme un « extrémiste » et réclamant davantage de concessions à propos de la Cisjordanie. Un des signataires de ce document, M. Leonard Fein, professeur à l'université Brandeis, est allé plus loin encore, affirmant que M. Begin mentait à son peuple en lui faisant croire que la communauté juive américaine « le soutenait à 100 % ». Il a ajouté que le chef du gouvernement israélien constituait un « désastre ».

Le fait que deux anciens présidents de la conférence des dirigeants des principales organisations juives américaines, le rabbin Alexander Schindler et M. Theodore Mann, aient signé ce texte lui donne un poids considérable. Même si ces deux derniers ont cherché à atténuer la portée de l'événement en se dissociant, mercredi, des propos tenus par le professeur Fein, il n'en reste pas moins que la communauté juive américaine n'apparaît plus aussi unie derrière le gouvernement israélien, quel qu'il soit.

Une certaine évolution est également perceptible au Congrès. Longtemps, M. Paul Findley, représentant républicain de l'Illinois, a été pratiquement le seul à réclamer la fin de l'ostracisme américain vis-à-vis de l'O.L.P. et l'établissement de contacts avec l'Organisation palestinienne. On sait qu'une déclaration de M. Kissinger, datant de septembre 1975 et reprise par l'administration Carter, pose, en principe, qu'aucun officiel américain n'aura de rapports avec l'O.L.P. tant que cette dernière ne reconnaîtra pas le droit à l'existence de l'Etat d'Israël et la résolution 242 des Nations unies.

Or, pour la première fois, lors des discussions à la sous-commission de la Chambre des représentants sur l'Europe et le Proche-Orient, à laquelle appartient M. Findley, d'autres voix se sont fait entendre, la semaine dernière, en faveur d'un certain assouplissement de cette position.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● M. George Rasmouzi, président de la fédération de basketball de Gaza, a été libéré jeudi 3 juillet, à 4-00, après d'être détenu par les forces de sécurité israéliennes qui lui reprochaient ses contacts avec les dirigeants palestiniens. Le docteur Rasmouzi revenait d'un périple à travers plusieurs pays européens. — (A.F.P.).

#### Jordanie

Après la mort de M. Abdel Hamid Charaf

M. KASSEM RIMAWI D'ORIGINE PALESTINIENNE EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Amman (A.F.P.). — Le roi Hussein de Jordanie a chargé jeudi 3 juillet M. Kassem Rimawi, ministre de l'Agriculture et vice-premier ministre, de présider l'équipe ministérielle à la suite du décès du chef d'Etat M. Abdel Hamid Charaf (Le Monde du 4 juillet). Quelques remaniements ont été opérés en outre au sein de l'équipe gouvernementale. M. Souleiman Arrar, ancien ministre d'Etat, a été nommé ministre de l'Agriculture en remplacement de M. Rimawi, qui a pris en charge le portefeuille de la défense que son prédécesseur détenait déjà. D'autre part, M. Marouan Al Kassem, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a été nommé ministre des affaires étrangères.

M. Kassem Rimawi est né en 1918 en Cisjordanie, dans le village de Beit-Rima. Docteur en sciences sociales et en économie de l'université du Caire, M. Rimawi était vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture dans le gouvernement du chef d'Etat M. Abdel Hamid Charaf. M. Rimawi a été ministre des affaires municipales et rurales de 1965 à 1967, député de Ramallah, il fut élu en avril 1967 président de la Chambre des députés, en succédant depuis l'occupation de la Cisjordanie par Israël en juin de la même année.

#### Iran

### La campagne d'islamisation de l'imam Khomeiny suscite des réactions hostiles

Des cortèges ont commencé à converger ce vendredi 4 juillet à partir de six quartiers de Téhéran vers l'université, où doit avoir lieu la grande « manifestation de soutien aux décisions de l'imam ». Par groupes de dix à vingt personnes, les manifestants, parmi lesquels de nombreuses femmes en behador, se sont dirigés vers le campus où devait être prononcée le sermon du vendredi par l'ayatollah Seyyed Ali Khomeiny. De nombreux mouvements, ligues religieuses, comités, administrations ont appelé mercredi à l'initiative de l'ayatollah Hossein Montazeri, successeur probable de l'imam Khomeiny, à cette manifestation de soutien à l'islamisation, « prôné par le guide de la révolution ». L'ayatollah Montazeri avait tenu, dans un communiqué publié ce vendredi 4 juillet, à dénoncer les « réactions hostiles et leurs agents locaux » qui pourraient profiter de ce grand rassemblement « pour s'en prendre aux personnes ou à des institutions qui ne sont pas demandés aux participants de s'opposer à de tels actes ».

Jeudi, les premières manifestations de mécontentement étaient apparues dans le centre de Téhéran contre les mesures radicales d'islamisation décidées par les autorités iraniennes. Une manifestation d'une centaine de femmes a eu lieu dans la matinée devant la présidence de la République pour s'élever contre le port obligatoire du behador dans les bureaux.

Les femmes se proposent d'appeler samedi à une nouvelle manifestation devant la présidence, habillées de noir et couvertes d'un foulard, « qu'elles enlèveront et déchireront » pour protester contre l'obligation de le porter.

Ces signes, encore timides, de résistance à l'islamisation — dont l'imam Khomeiny veut la mise en place « avant le 7 juillet » — sont les premiers depuis le mois de mars 1979.

Une grande marche avait été, en effet, organisée à cette date, pour protester contre les discours de l'imam Khomeiny qui avait posé, pour la première fois, le problème du port obligatoire du voile islamique, mais l'imam avait ensuite tempéré ses propos. De leur côté, les ministères

continuent à publier des communiqués dans lesquels ils insistent, tel le ministre du plan, sur la nécessité pour les femmes « de se vêtir d'une robe large, de porter des chaussettes non transparentes et de se couvrir la tête d'un foulard ». Le ministère de la santé, pour sa part, demandait aux infirmières de « cacher leurs cheveux et une partie de leur visage ».

Cependant, le ministère de l'Intérieur a demandé aux forces de sécurité d'empêcher toute agression « des contre-révolutionnaires » contre les femmes non voilées.

L'ayatollah Khomeiny, quant à lui, a déclaré que « bien que prévoyant un mécontentement des milieux internationaux », la République islamique devait « être indépendante du sionisme et de l'imperialisme, car elle est décidée à faire respecter les principes islamiques, que ce soit le port du voile, l'obligation de la prière ou la nécessité des purges dans les administrations ».

M. Sadegh Ghotbzadeh, ministre iranien des affaires étrangères, a affirmé jeudi qu'un nombre important de diplomates soviétiques devaient quitter l'Iran. Nous avons, a-t-il dit, été « extrêmement gentils » à l'égard de l'U.R.S.S. en permettant que l'un de ses diplomates — le premier secrétaire Vladimir Golovozov, récemment expulsé — quitte librement l'Iran bien qu'il se soit livré à des activités d'espionnage. Le ministre a estimé que le personnel diplomatique soviétique en Iran est beaucoup trop nombreux quand on le compare au personnel iranien en U.R.S.S. Les effectifs devront être semblables, a insisté M. Ghotbzadeh.

#### Le chah atteint de typhus

D'autre part, le porte-parole de l'ancien chah a annoncé vendredi au Caire que ce dernier est atteint de typhus qui a entraîné une « infection générale du corps ».

Le porte-parole a précisé que l'état du patient était « stable mais grave ». Il a précisé que l'ex-chah n'avait besoin d'aucun « traitement de maintien artificiel en vie ».

Le porte-parole avait indiqué la veille que le patient poursuivait sa convalescence à la suite de l'opération subie lundi pour traiter un abcès abdominal. Cet abcès avait été provoqué par une infection en même temps que la suite de l'opération subie lundi pour traiter un abcès abdominal. Cet abcès avait été provoqué par une infection en même temps que la suite de l'opération subie lundi pour traiter un abcès abdominal.

#### RECONNUES COUPABLES DE « CRIMES SEXUELS »

### Quatre personnes, dont deux femmes ont été lapidées

Téhéran (Reuter). — Le tribunal de Kerman a franchi une nouvelle étape dans l'islamisation de la société iranienne en ordonnant la lapidation de quatre personnes reconnues coupables de « crimes sexuels ».

Cette sanction est conforme à la loi coranique, mais n'avait pas été appliquée depuis des siècles en Iran. Les suppliciés, deux femmes coupables de prostitution et de proxénétisme, un homme accusé d'avoir tué une fille, et un électricien père de huit enfants condamnés pour homosexualité et adultère, ont été enterrés jusqu'à la poitrine, couverts d'une capote, et bombardés à coups de pierres, rapporte un membre du tribunal de Kerman qui a refusé de dévoiler son identité. Les condamnés sont morts au bout de quinze minutes, a-t-il précisé.

Les deux femmes et l'homme accusés de vol avaient reçu la visite de

membres du clergé la veille. Ils ont ensuite été lavés et ont revêtu des tunique blanche qui dissimulent entièrement leur corps, a-t-il dit. Le jour de la cérémonie, des pierres de différentes grosseurs furent chassées par des assassins religieux.

Le président du tribunal a lui-même lancé la première pierre, initié ensuite par cinq personnes. Lorsque la mort a été constatée, les condamnés ont été enterrés puis des prières ont été dites.

Un des juges du tribunal de Kerman a déclaré que la lapidation des quatre iraniens n'était pas nécessairement liée aux dernières instructions de l'imam Khomeiny concernant l'islamisation de la société. Interrogé sur le point de savoir pourquoi cette forme d'exécution n'avait pas été appliquée jusqu'à présent, il a déclaré : « Peut-être parce les tribunaux islamiques n'avaient pas jusqu'ici respecté la loi de l'islam ».

## la maison des BIBLIOTHEQUES

la plus moderne maison spécialisée - 61, rue Froidevaux 75014 Paris

A.T.P. SA AU CAPITAL DE 642 360 F

## 150 MODÈLES Juxtaposables Superposables Démontables VITRÉS

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

installez-vous ULTRA RAPIDEMENT et facilement vous-même!



A DES PRIX IMBATTABLES!

DU MEUBLE INDIVIDUEL AU GRAND ENSEMBLE

EXPEDITION RAPIDE FACILITE DE RETOUR

• BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES TOUS FORMATS JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES \*\* 5 hauteurs - 3 largeurs 3 profondeurs - 2 couleurs

- Montants et traverses en aluminium anodisé brossé. - Pincettes d'assemblage. - Pieds en verres, PVC noir, réglables. - Côtés et fonds mélangés double face 8 mm. - Crémaillères aluminium encastrées. - Étagères réglables en aggro mélangées double face 19 mm

• MODELES STANDARD \* Étagères en multipli, côtés en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords d'usure. JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES - ACCORDABLES - DEMONTABLES 12 hauteurs de 64 à 224 cm, modèles de 2 à 8 rayons pour formats différents. 4 profondeurs 20 cm, 25 cm, 30 cm, 35 cm, nombreuses combinaisons par superposition. 4 largeurs 64 cm, 78 cm, 94 cm, 126 cm, extension par juxtaposition, utilisation des angles, etc.

• BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES JUXTAPOSABLES-SUPERPOSABLES\*\*\* 7 hauteurs - 3 profondeurs - 5 largeurs Vernis mat satiné, teinté noyer. Sur les montants en façade, moulure de style, étagères en multipli, montants en aggloméré, placage acajou traité ébénisterie. Dessus et socles débordants, frontons avec découpe de style. Pieds en forme, vitres claires coulissantes avec onglets. Juxtaposition, par simple pose, sans fixation grâce à notre système exclusif de moulures amovibles.

## NOUVEAUTES EXCLUSIVES

#### LIGNE OR

4 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES (vitres ou non) La dernière née des bibliothèques de la MAISON DES BIBLIOTHEQUES, la prestigieuse "LIGNE OR". Étagères et panneaux en stratifié laminé noir double face, montants en aluminium anodisé brossé doré, avec vitres réglables. Système de crémaillères encastrées invisibles permettant le réglage en hauteur des étagères au cm. Finition des charnières de tablette par un T en aluminium doré. Tous les modèles peuvent être fermés sur option par des portes bois, des glaces claires, des glaces Parol bronze ou des glaces en miroir Parol.

#### LIGNE NOIRE

3 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs JUXTAPOSABLES (vitres ou non) Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usage dans la même bibliothèque à celui du bois massif. Vernis noir mat - Côtés moulurés dans la masse avec plâtres bandes. Étagères et côtés épaisseur 22 mm, charnières arrondies. Fonds contre-plaqué, vitres coulissantes avec onglets, bords doux, étagères inférieures réglables sur taquets violons, pieds de 5 cm avec plinthe en retrait, dépassements hauts de 3 cm avec arrondie. Assemblage très facile par vis de rappel invisibles.

## LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

Visitez nos expositions-ventes

FRANCE PARIS: 61, rue Froidevaux Paris 14<sup>e</sup>

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours même le samedi de 9 h à 19 h sans interruption. Métro: Denfert-Rochereau - Gares: Edgar Degas, Anvers 25-35-58-59. Bordeaux: 10, r. Bouteiller, Tél. 44.38.42 - Clermont-Ferrand 22, r. G. Clément, Tél. 52.57.08 - Grenoble: 58, r. St-Louis, Tél. 42.55.70 - Lille: 85, r. de la République, Tél. 55.83.30 - Limoges: 57, r. Jules Nancey, Tél. 78.15.42 - Lyon: 9, r. de la République, Tél. 26.35.51 - Marseille: 108, r. de Paradis, Tél. 33.62.61 - Montpellier: 8, r. Saligny, Tél. 52.19.52 - Nantes: 16, r. Garibaldi, Tél. 74.58.35 - Nice: 8, r. de la Bonaparte (Vieux-Nice), Tél. 80.14.89 - Rouen: 10, quai E. Zola (près du Musée), Tél. 30.26.77 - Rennes: Front de Seine 2000, 42, r. des Chavettes, Tél. 71.05.22 - Strasbourg: 11, rue Col-de-Gaule (Eglise-Neuve), Tél. 61.02.24 - Toulouse: 2/3 quai de la Daurade, Tél. 21.03.71 - Tours: 6, r. H. Barbusse (près des Halles), Tél. 61.03.29

ouvert tous les jours même le samedi (fermé le lundi matin) \*\* fermé le mardi

#### EUROPE

Autriche: Vienne 1910, Karmas Buchhandlung, Wolfzelle 15, tel. (222) 52.72.21 - Belgique: Bruxelles 1050, 54, r. de Miel - Liège 6000, 47, bd d'Avroy - Anvers 2000, Mechelsesteenweg, 16 - Italie: Milan 20122, Lont, Indiana, Corso di Porta Vittoria 28, tel. 78.13.40 - Pays-Bas: Rotterdam 1005, N.A., Van 't Grootendijkweg, 33 - Espagne: Girona 1711, Sovera S.A. 17.02, Hotel de la 9, tel. (22) 55.18.21

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO - FACILITE DE RETOUR

## BON GRATUIT

à retourner à: LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75600 PARIS Cedex 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, bois et matériaux teintes, contenances, prix, etc.) sur vos modèles: [ ] STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES et CONTEMPORAINS [ ] LIGNE OR, LIGNE NOIRE. (cocher la case correspondant au catalogue que vous désirez recevoir).

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

MQ 25 PAR TELEPHONE 320.73.33

24 H 24 H

# LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II

LE DISCOURS AU STADE MURUMBI

## Cent trente mille ouvriers au stade de Sao-Paulo

(Suite de la première page.)

On cherche des références, en vain : Detroit, Düsseldorf ? Soit, mais en plus grand, Tokyo ? Soit, mais, si l'on peut dire, en plus brésilien. A quel bon ? Tout Sao-Paulo est déjà dit, tout est raconté sur les visages de cette foule qui assiste à la messe : la condition ouvrière, le melting pot, les conditions de vie et de travail ou de chômage dans cette cité. Tout est dit aussi sur l'Eglise de Sao-Paulo, dans la conception même de l'autel. Une comparaison encore, la gigantesque Basilique, la municipalité à Rio, le dépeuplement à Sao-Paulo — autel très simple et une grande croix de bois — qui illustre bien les conceptions de l'Eglise locale. Un homme a été choisi pour lire l'Evangile devant le pape. Il s'appelle Dalmacio Dallan, cet avocat et ex-président de la commission « justice et paix » de Sao-Paulo, Dalmacio Dallan a été attaqué dans la soirée par un commando de quatre hommes masqués. Il a été blessé à la tête et, pour finir, blessé à coups de couteau. Lorsqu'il arrive vers l'autel, porté par ses compagnons, tous les prêtres, tous les évêques assis sur les marches se lèvent et lui font, avec la foule, une ovation.

### L'espoir d'un monde nouveau

D'ailleurs, ici l'Eglise a choisi son camp. Et ce camp plébiscite cette Eglise. Les banderoles témoignent. « Le peuple qui souffre soutient le pape », « Nous sommes avec l'Eglise », « Nous sommes avec l'Eglise. Vite Dom Paulo ». Une référence affectueuse au cardinal Paulo Evaristo Arns, archevêque de Sao-Paulo, qui s'est « engagé » à de multiples reprises, notamment lors des récentes et longues gr-

salaires ». Il y est dit les millions de « bônus frias », littéralement les « nourritures froides », c'est-à-dire les salaires, et les « cinq millions d'êtres humains qui vivent dans les favelas (...). Il y avait quatre favelas en 1964 à Sao-Bernardo-do-Campo, capitale de l'industrie automobile en Amérique latine, et il y en a cinquante-quatre aujourd'hui ; un habitant sur quatre est un favelado ».

Waldemar Rossi rapporte aussi « les salaires de famine, les conditions de travail inhumaines, la mortalité infantile — 67 pour 1 000 enfants de moins d'un an dans l'Etat de Sao-Paulo — provoquée par la malnutrition et le manque d'hygiène. Ce sont des êtres humains, dit-il, les fils de Dieu, nos fils ». Il fait savoir à Jean-Paul II la condition des femmes, « combien d'avortements se font sur les lieux de travail ». Il raconte « la répression dans les entreprises, la constante menace de licenciement, les poursuites contre les leaders syndicaux, les listes noires, les services de sécurité, les assassinats ». La structure syndicale brésilienne inspirée du modèle corporatiste musolinien. Il rapporte que la lutte ouvrière est considérée au Brésil comme une infraction pénale, une atteinte à la sûreté de l'Etat. Il dénonce « la législation et la justice du travail soumis aux intérêts patronaux ». Il dit « les luttes, la marche de l'histoire, conçue des libertés, le combat pour n'être plus des pièces de rechange de l'industrie capitaliste ».

Et plus loin la conclusion : « Les travailleurs chrétiens sont fortement engagés dans le mouvement ouvrier », aidés « par la présence à leurs côtés de l'Eglise brésilienne, et particulièrement de Sao-Paulo, par celle de la paroisse ouvrière ». Et vient « l'espoir exprimé d'un ordre nouveau où le travailleur aura l'usufruit du produit de son travail et où, plus que jamais, la justice sociale sera son destin. Dans la grande bataille, de jour en jour, nous sommes les témoins vivants de l'Evangile ».

A cette lutte, non loe publiquement, mais que tout Sao-Paulo lira demain, le pape va répondre longuement. A sa manière. Elle est celle de la prudence, celle d'un pape qui n'a pas eu à descendre dans la mêlée mais qui dit les choses malgré tout. Et ces choses-là, lorsqu'elles sont dites, elles portent à cœur plus tard, enchançant, un prêtre placé dans l'entourage immédiat du cardinal Arns.

### Réformes

Jean-Paul II va parler, pendant plus d'une heure, à ceux qui « sont Sao-Paulo (...) Sao-Paulo, ce sont aussi les millions de marginaux, les chômeurs, sous-employés, mal employés, qui ne trouvent pas une place où utiliser leurs bras et où développer leur intelligence et leur âme (...). Sao-Paulo, vous êtes ici réunis pour trouver dans l'Evangile de Jésus-Christ les lumières et les énergies afin d'atteindre le but ultime : faire de Sao-Paulo une ville réellement humaine ».

Le pape, à partir de là, va développer longuement un certain nombre de thèmes. L'Eglise, dit l'Evangile, vise à obtenir, sans pour cela abandonner son rôle spécifique d'évangélisation, que, dans tous les aspects de la vie sociale où se manifeste l'injustice, s'opère une transformation pour la justice. Le bien commun de la société requiert comme exigence fondamentale que cette société soit juste. La persistance de l'injustice, le manque de justice menacent l'existence de la société de l'intérieur (...). Cette menace à partir de l'intérieur existe réellement quand dans le domaine de la distribution des biens on se fie uniquement aux lois économiques de la croissance et du plus grand profit.

Le salut n'est pas dans la croissance économique sauvage, dans sous-entendu pas dans le « modèle brésilien ». Il ne sera pas davantage dans la violence.

Réforme, le mot lui aussi sera prononcé. Ce mot qui, au lendemain du premier discours à Brasilia avait fait la « une » de tous les journaux. Des réformes pour créer un ordre juste et non pas un nouveau désordre.

Réformes nécessaires : si l'option pour la justice est la première option chrétienne, il est aussi l'option d'une société sur le chemin d'un réel équilibre. Alors, dira le pape aux ouvriers de Sao-Paulo, il faut s'appuyer sur la doctrine chrétienne. A partir de là, Jean-Paul II a rappelé très longuement un certain nombre de principes : le droit à la dignité du travail, le droit à l'emploi, le droit à des conditions de travail aussi décentes que possible, le droit à la protection sociale, le droit à une répartition équitable des richesses produites par le travail.

L'énumération à Sao-Paulo de cette série de droits, y compris le droit au syndicalisme, venant après le discours de Brasilia sur les droits de l'homme, a une résonance toute particulière. Comme si chaque mot du pape devait s'appliquer à une situation concrète, connue de chacun, mais ici non dite. Sans, précisément par l'Eglise brésilienne.

PIERRE GEORGES.

## Inégalités sociales et droit au syndicalisme

Voici quelques extraits du très long discours de Jean-Paul II, qui s'est adressé le 5 juillet à cent trente mille ouvriers de Sao-Paulo.

« Travaillateurs, mes frères et mes sœurs, je remercie Dieu d'être avec vous aujourd'hui. Et je vous remercie pour la joie que cette réunion procure au ministre du Christ qui, durant sa jeunesse en Pologne, connaît directement la condition de travailleur manuel, avec sa grandeur et sa dureté, les heures de joie et les moments d'angoisse, les réalisations et les frustrations que cette condition comporte ».

### Les inégalités sociales.

« L'Eglise proclamant l'Evangile se préoccupe de tous les aspects de la vie sociale sans pour autant perdre de vue son rôle spécifique d'évangélisation. Le bien commun d'une société requiert comme un principe fondamental une société juste. La persistance de l'injustice, l'erreur de justice menacent l'existence d'une société de l'intérieur elle-même. Cette menace de l'intérieur existe réellement quand la distribution des biens est basée seulement sur des lois économiques de croissance et du plus grand profit ; quand les résultats du progrès touchent marginalement ou ne touchent pas du tout de vastes couches de population ; quand persiste un grand abîme entre une minorité de riches et la majorité de tous ceux qui vivent dans le dénuement et la misère ».

### Pouvoir, réformes et violence.

« Le bien commun d'une société passe toujours par la restauration de la justice. Il ne peut être atteint par la violence. La violence tue ce qu'elle prétend créer, soit quand elle maintient les privilèges d'une minorité, soit quand elle tente d'imposer les transformations nécessaires. Les modifications pour un ordre social juste doivent être une action constante — en plusieurs temps, graduellement, progressivement — par le chemin de réformes pacifiques. Cela est la charge de chacun, principalement de ceux qui ont le pouvoir économique et politique dans la société. Le pouvoir est seulement justifié dans

une communauté par la réalisation d'un ordre social juste. Au-delà, le pouvoir ne peut jamais être utilisé pour protéger les intérêts d'un groupe au détriment des autres. La lutte des classes n'est pas la voie d'un ordre juste. Elle porte en elle-même le danger de transformer les désavantages en privilèges, créant une situation de désavantage pour ceux qui jusqu'alors ont possédé les avantages. Rien ne peut être construit avec la haine et la destruction des autres ».

### La dignité du travail.

« La doctrine chrétienne de l'homme est fondée sur l'Evangile, sur la Bible, et appuyée par des siècles d'expérience et, dans ce contexte, elle valorise tout particulièrement le travail humain, la dignité du travail, la noblesse du travail. Vous connaissez la dignité et la noblesse de votre propre travail, vous qui travaillez pour vivre, pour vivre mieux, pour gagner pour vos familles le pain quotidien, vous qui vous sentez blessés dans votre affection maternelle ou paternelle à voir vos enfants sous-alimentés. (...) Le travail est un service, un service à vos familles, un service à la ville tout entière, un service dans lequel l'homme lui-même grandit dans la mesure où il se donne pour les autres. Le travail est une discipline dans laquelle la personnalité se fortifie ».

### Chômage et droit à l'emploi.

« Le premier et fondamental désir de votre part est donc de travailler. Que de souffrances, que d'angoisses et que de misères provoquent le chômage ! Pour cette raison, la première et fondamentale préoccupation de tous et de chacun, hommes de gouvernement, politiciens, dirigeants de syndicats et chefs d'entreprise, doit être : donner du travail à tous. Espérer une solution au problème crucial de l'emploi comme s'il était un résultat plus ou moins magique d'un ordre et d'un développement économique quel qu'il soit, dans lequel l'emploi apparaîtrait comme une conséquence secondaire, n'est pas réaliste et partant inadmissible. La théorie économique et la pratique doivent

avoir le courage de considérer l'emploi et ses possibilités modernes comme un élément central de leurs objectifs ».

### La participation.

« Il y a une demande légitime pour les salariés, celle d'atteindre, toutes les manières, le point où vous pouvez dire que le travailleur tire profit réellement et équitablement de la richesse qu'il produit, conjointement avec son entreprise, sa profession et l'économie nationale. Sur tous ces points, l'Eglise, spécialement depuis sa première grande encyclique sociale, *Rerum Novarum*, n'a pas cessé de développer cet enseignement. J'invite tout travailleur, responsable politique, syndicaliste, à prêter une attention renouvelée à ce riche enseignement. Vous pourrez y trouver non des solutions toutes faites, mais des clarifications et des encouragements pour votre propre analyse et vos actes ».

### Le droit au syndicalisme.

« Croire que les solutions des problèmes de salaires, de sécurité sociale et de conditions de travail peuvent être trouvées dans une sorte de croissance automatique d'un ordre économique n'est pas réaliste et, partant, ce n'est pas admissible. L'économie sera viable si elle se fait humaine, pour l'homme et par les hommes. Pour cette raison, il est très important que tous les protagonistes de la vie économique aient une possibilité effective de participation libre et active dans l'élaboration et le contrôle des décisions qui les concernent sur tous les plans. Le pape Léon XIII, dans *Rerum Novarum*, a clairement affirmé le droit des travailleurs à s'unir dans des associations libres dans le but de faire entendre leurs voix, de défendre leurs intérêts et d'apporter leur contribution à un cheminement responsable vers le bien commun ».

## Des propos subversifs ?

Si Jean-Paul II avait tenu dans l'Angleterre de la révolution industrielle décriée par Charles Dickens le même discours que celui qu'il a prononcé devant cent trente mille ouvriers à Sao-Paulo, l'effet de ses paroles aurait sans doute été du même ordre. Allant de soi dans la plupart des pays européens, la liste de droits sociaux fondamentaux énumérés par le pape semble révolutionnaire dans un Brésil économiquement engagé dans le vingtième siècle, mais qui socialement relève du dix-neuvième.

LE DROIT A UN SYNDICALISME LIBRE : qu'y a-t-il de plus classique dans la doctrine sociale de l'Eglise et de plus illustrée dans le Brésil d'aujourd'hui ? La législation syndicale, codifiée et unifiée par le président Vargas en 1943, reste fidèlement calquée sur le modèle corporatiste musolinien. Et les seules « réformes » qui y ont été apportées, depuis cette époque, ont été défavorables aux travailleurs. Ce fut notamment le cas en 1964 lorsque les militaires, à peine parvenus au pouvoir, bris-

rent la relative stabilité de l'emploi assurée par la législation en vigueur.

Etroitemment contrôlés par l'Etat, les syndicats restent dominés par les « pelegos », les dirigeants « jaunes » liés au pouvoir. Le système des élections indirectes pour les fédérations et les confédérations, accablant le poids des petits syndicats peu politisés, assure le maintien de leur influence.

Les réformes invoquées par le régime militaire, dans ce domaine, sont toujours à faire. Comment oublier que, depuis le début de l'année, trois des principaux dirigeants syndicaux indépendants du pays, décidés à briser ce carcan du « pelegisme », ont été démis de leur poste, auquel ils avaient été élus une très large majorité ? Comment oublier que les deux plus fameux leaders syndicaux de Sao-Paulo se trouvent actuellement sous le coup d'un procès en application de la loi de sécurité nationale ?

LE DROIT A UNE REPARTITION EQUITABLE DES RICHESSES PRODUITES PAR LE TRAVAIL : auquel s'est référé Jean-Paul II, pourrait être une simple généralité dans le cadre européen. Rappelé non loin des bidonvilles de Sao-Paulo, il peut apparaître comme une critique implicite du modèle de développement brésilien. Si le gâteau doit croître avant d'être redistribué, comme l'affirment les responsables de la stratégie économique, rien ne permet de savoir quand le régime décrètera l'instauration de la première étape à la seconde. La dernière conférence de la CEPAL, la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine, réunie à La Paz en avril 1979, l'a rappelé : entre 1960 et 1972, le revenu réel des plus pauvres (40 % de la population) a augmenté de 3 %, à peine, tandis que celui des plus riches (10 % de la population) s'élevait de 170 % pour ce qui concerne le Brésil.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les membres les plus engagés de l'Eglise brésilienne expriment leur satisfaction après le discours prononcé par le pape à Sao-Paulo, qui aurait été qualifié par beaucoup de « subversif » s'il avait été prononcé par un autre orateur. Mais la simple présence, dans un stade, de Jean-Paul II et de cent trente mille ouvriers n'avait-elle pas un aspect subversif ? Il y a trois mois à peine, lors de la grève des métallurgistes, un impressionnant déploiement des forces de répression, fusils à la main, empêchait les ouvriers de tenir leur réunion dans le stade de football de Sao-Bernardo, à 20 kilomètres de Sao-Paulo.

THIERRY MALINIAK.

## pour les marcheurs seulement... même débutants



## LE NEPAL avec terres d'aventure

Depuis la randonnée d'initiation pour tous jusqu'au trekking de haute altitude en compagnie de guides de haute montagne.

- INITIATION AU TREKKING : 8 jours de marche dans la région des ANNAPURNAS. Départs 4, 25 octobre, 8, 22 novembre 6.530 F - 15 jours
- CAMP DE BASE DE L'EVEREST : 12 jours de marche. Ascension du KALA PATAR (5545 m) et exploration des lacs GOKYO. Départs 19 octobre, 1er et 8 novembre - 8.060 F - 21 jours. Ascension de l'Island Peak 6.300 mètres (en option).
- TOUR DE L'ANNAPURNA VIA MANANG : 18 jours de marche - passage du col de THORANG à 5300 m. Départ 4 et 25 octobre et 1er novembre 7.545 F - 26 jours.
- NAMUN PASS : 13 jours de marche en altitude. Passage du NAMUN (5.780 m). Exploration des lacs de TILCHO jusqu'ici interdits. Départ 4 octobre - 10.400 F - 24 jours.
- DOLPO VALLEE DE TARAP : en préparation.
- AUTRES TREKKINGS EN HYMALAYA : - LADDAKH - MARKA VALLEY - Août - Sept. 80 - Ascension du NUN KUN (7.139 m) - Août - Sept. 81.

terres d'aventure 3-5, rue Saint-Victor, 75005 Paris Tél. : 329.94.50

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE  
Je désire recevoir, sans aucun engagement, votre documentation complète :  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_

**IRLANDE**  
PARIS-DUBLIN aller-retour  
**790F**  
Départs garantis d'Orly tous les vendredis du 13 juin au 12 sept. 1980 par la compagnie AEROTOUR  
+ 180 F prestations terrestres obligatoires  
Cherchez votre agent de voyages ou Société de Production et d'Organisation Touristique  
Tél. : 296.59.07

*Listes de Mariage*  
260.39.20 - poste 233  
**AUX TROIS QUARTIERS**

هكذا من الأصل

# Sans paroisse, sans cierges et sans processions

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — Il s'appelle Dominique. Il est l'un de ces prêtres qui, répondant à un appel déjà ancien du Vatican, ont traversé l'Atlantique pour aller faire « don de leur foi » en Amérique latine. Aujourd'hui, il anime une communauté de base — dans une loterie banlieue de Sao-Paulo, où Jean-Paul II se rend le 3 juillet. A-t-il changé quelque chose en Amérique latine ? Dieu sait ! Ce dont il est sûr, lui, c'est que l'Amérique latine l'a changé.

Dominique a construit lui-même le local communautaire. Deux pièces. La chapelle, où l'on prie, lit et commente la Bible, où les fidèles se réunissent pour parler de leurs problèmes et de leurs espérances. Pour tout dire, une plaque de ciment posée sur des parpaings. Une plante verte, quelques bancs. Au mur, une fresque et cette inscription : « Il n'y a pas de résurrection sans mort, il n'y a pas de mort sans résurrection. Ainsi soit-il. »

La pièce contiguë est sa maison : une table, un réchaud, un lit, deux chaises, des livres. Une petite baraque édifiée à quelques mètres sert de havre provisoire à de plus déshérités, de plus déshérités, de plus déshérités.

Depuis le centre de Sao-Paulo, il faut près d'une heure et demie d'autobus pour parvenir chez Dominique. Puis vingt minutes de marche entre des barreaux de bois et de tôle, à travers des terrains vagues ; monter et descendre des sentiers, broussaillards s'il pleut, poussiéreux s'il fait chaud ; cheminer entre des ruelles, des bananiers. Les pas déclenchent des aboiements de chiens, des caquetages de poules : ce sont là les limbes, entre la ville et les champs.

« Chaque jour, nous expliquons Dominique, je vois arriver ici des paysans chassés de leurs terres, du Nordeste, du Mato Grosso, ou d'ailleurs. De grandes sociétés s'installent là-bas, remplaçant les cultures traditionnelles par des productions destinées à l'exportation, viande, soja, sucre, coton. »

« Il n'est pas difficile de chasser un petit paysan de la terre qui lui fait vivre : en général, il n'est que paysan, c'est-à-dire un occupant sans titre, solitaire dans un système féodal, et devenu importun dans un système capitaliste. Si les hommes de loi ne suffisent pas, il y a d'autres techniques. On les bat, par exemple, on les emprisonne, on les jette sur un petit champ de maïs à la veille de la récolte. Le paysan ne va pas faire un procès, n'est-ce pas ? Il faut bien qu'il donne à manger à sa famille. Alors, il va chercher du travail ailleurs, à Sao-Paulo, par exemple. »

« Il arrive ici, je ne sais pas de paroisse, pas de cierges, pas de processions à lui offrir. Seulement cette communauté de base. Je lui dis : voilà la religion ce n'est pas autre chose que d'être frères. Pour deux coup, le choc est cruel. Il n'en vont dans les masques, ou rejoignent une secte. Il y a quelques jours, une femme m'a dit : « Avant, là-bas, chez moi, je restais des heures devant le crucifix, j'y voyais une image de ma vie. Aujourd'hui, m'a-t-elle dit : « Jésus est ressuscité. » Alors je ne comprends plus. »

**Les deux crises du paysan**  
« Les sectes ont un succès foudroyant. Dans mon quartier, par exemple, il y a huit temples d'obédiences diverses, et une seule église catholique. Les sectes offrent un message compréhensible, parlant des problèmes de tous les jours, dans le langage de tous. »  
Dominique ajoute : « Eduardo Hoornaert, le grand historien de la religion au Brésil, rapporte dans un de ses livres, ce propos d'un « seigneur » de la canne à sucre à l'époque coloniale : « J'ai droit de vie et de mort sur mes esclaves ; mais la nuit, quand il font leur batucada » (dances plus ou moins rituelles) je ne peux plus rien sur eux. »  
« Bien sûr, il y a toujours eu, au sein de l'Eglise brésilienne, un courant libérateur. Il s'empêche, historiquement, elle a été aux mains des « seigneurs » de la canne à sucre. Aux yeux du peuple, et notamment des Noirs et des Indiens, elle est encore per-

que comme un lieu d'oppression. Refondre une secte, c'est donc, souvent, d'abord dire merde au curé — considéré comme l'un des rouages de cette société qui dévaste les paysans. »  
« Le paysan catholique qui débarque dans cette banlieue passe souvent par plusieurs crises. Il vient me voir et s'aperçoit que je ne puis rien lui offrir de ce qu'il avait dans sa campagne c'est-à-dire sa religiosité traditionnelle. Premiers crises, donc il recherche une secte. »

« S'il est vraiment taraudé par la question : comment réaliser cette société de communion, de partage, de fraternité ? Il renonce, tôt ou tard, le marxisme, deuxième crise ! C'est là l'itinéraire classique des déshérités des plus déshérités de nos communautés de base. »

« C'est bien pourquoi, pour nous, la question des relations entre le marxisme et le christianisme n'est pas théorique, comme souvent en Europe. C'est un problème quotidien. Nous savons que l'écueil aux problèmes sociaux, la conscientisation, conduit à peu près inévitablement au marxisme. Les marxistes proposent un instrument pour changer ce monde désormais reconnu fondamenta-

lement injuste. En revanche, la vision anthropologique marxiste est faible. Ils n'ont pas de réponse à l'interrogation de l'homme sur l'absolu, à son anxiété face à la mort. Les marxistes, en Amérique latine au moins, s'interrogent beaucoup sur le fait religieux. Ils ne reconnaissent pas la transcendance ; mais ils sont impressionnés par le pouvoir révolutionnaire de la religion. »

« Et, de fait, l'Evangile est un pouvoir révolutionnaire. Car il prêche l'utopie, le royaume. Mais un royaume qui est déjà là, pas celui où vont les âmes des morts. Ce messie-là rend les chrétiens très critiques. Dans Dostoïevski, le Grand Inquisiteur dit à Jésus : « Cela marchait. Finist mal. » d'accord. Mais ça marchait. Et toi tu arrives là-dedans, et tu vas tout rater en l'air. Alors, je ne dis rien, je te laisse la vie sauve. Sinon... Eh ! bien, pour les chrétiens, c'est ainsi : quand ils annoncent la nouvelle — la communion, la liberté, le royaume, on les persécute. »

« Certes, une minorité seulement de l'Eglise se retrouve sur

ces positions. Mais les militaires ne s'y trompent pas : ils feront tout pour empêcher cette alliance entre ces socialistes de la communion que sont les chrétiens, et ces spécialistes de la socialisation que sont les marxistes. Ils savent que si notre rencontre a lieu, l'avenir du continent sera changé. Alors, christianiser le marxisme, marxiser le christianisme, voilà ce à quoi s'emploient nos meilleurs théologiens aujourd'hui. »

**Enflammer la terre**

Dans son action pastorale, Dominique rencontre de sérieux obstacles : les rythmes du travail et de la vie urbaine, la longueur des trajets, le fait que les habitants de cette banlieue ne se connaissent pas, et la méfiance qui en résulte. Il y a, aussi, l'attachement à l'Eglise traditionnelle, celle des ex-votos, des processions et des pèlerinages. Je dirais presque que quand les gens sont pauvres, leur seule richesse c'est la tradition. Or l'Eglise communiste que nous leur offrons est en rupture avec leur Eglise antérieure, celle de la campagne. S'il

a le choix entre la paroisse et la communauté de base, le pauvre choisit la paroisse. Le catholicisme populaire n'est nullement méprisable. Au début, on est allé contre, un peu au bulldozer. Aujourd'hui, on pense plutôt qu'il faut faire se rejoindre culture populaire et « culture cultivée ». L'Eglise l'a réussi admirablement au Moyen Age. L'italien Gramsci admirait beaucoup cela. A présent, l'Eglise brésilienne cherche à en faire autant. »

Quel soutien Dominique reçoit-il de sa hiérarchie ? « Si l'Eglise brésilienne est ce qu'elle est, c'est qu'elle a l'un des meilleurs épiscopats du monde. En général, les évêques sont à la traîne du peuple de Dieu. Ici, nombre d'entre eux sont des décalés. Conscients de l'ampleur des problèmes sociaux, ils ont envie de travailler avec eux des prêtres, des diacres, des religieux, qui avaient compris qu'évangéliser c'est prêcher le Royaume — un monde nouveau où règnerait Dieu. Et lorsque Dieu règne, il y a la justice sur terre. »

Ne se sent-il pas, parfois, un peu loin de l'orthodoxie catholique romaine ? « Je reconnais Jésus de Nazareth, comme mon Seigneur, Jésus né de Marie, la petite juive. Et, en même temps

je crois à la parole : « Avant Abraham, je suis. »

« Je ne crois pas que toutes les religions se valent. Je crois en la supériorité du christianisme, car il est plus libérateur. Je crois que ce sont les justes qui sauvent le monde. Je pense souvent à Gandhi qui a réussi, en jeûnant, à empêcher les massacres de Calcutta. »

« Je crois que les pauvres sont naturellement plus justes, parce que moins encombrés par le superflu. Les prolétaires sont porteurs d'une utopie, la société sans classes. Peut-être est-ce pourquoi ils sont également sensibles au message chrétien du Royaume. »

« Je crois en Dieu. Sinon, comment comprendre que cette modestie étincelante, altérée d'un à deux mille ans au-dessus de nous personnes — disons cinq cents, en comptant les parents et les oncles — douze types de surcroît pas très intelligents, comment cette étincelle aurait-elle enflammé la terre ? »

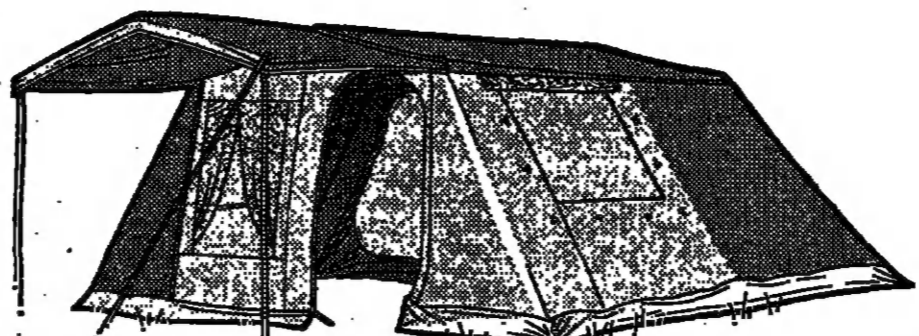
Comme il est écrit : il est plus d'un demeure dans la maison du Père !

JEAN-PIERRE CLERC.

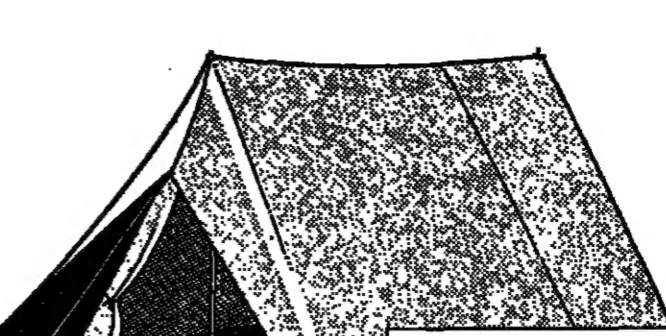
## SALON "CAMPING NAUTISME"

PONT-NEUF MAGASIN 2 - 5<sup>e</sup> ETAGE

Un choix complet à prix "économiques" sur 1200 m<sup>2</sup>

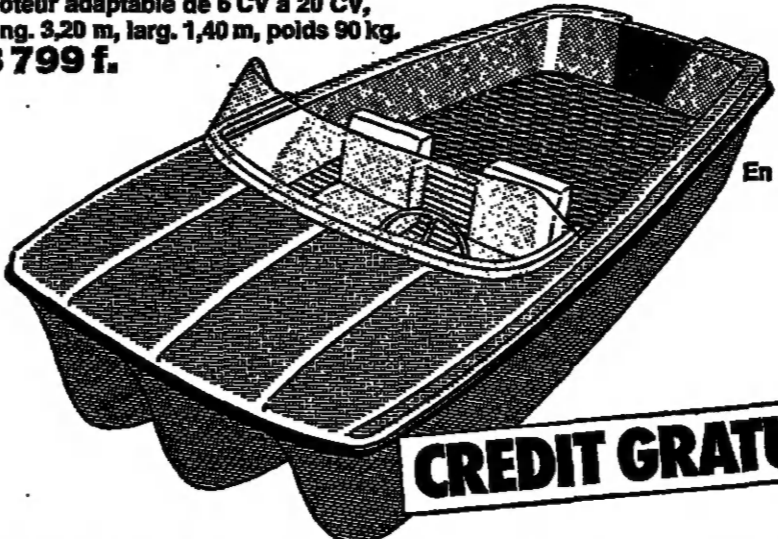


Tente chalet 5 places avec avancée de 140, double toit coton de 350 x 415. 1 chambre de 150 x 210, 1 chambre de 180 x 210. 1395 f.



Tente canadienne, 2 places, avec abside, long. 190, larg. 115, haut. 100. 149 f.

Tabur IV. C'est un vrai hors-bord pour 4 personnes qui peut tirer un skieur. Moteur adaptable de 6 CV à 20 CV, long. 3,20 m, larg. 1,40 m, poids 90 kg. 3799 f.



Moteur Mariner 9 CV 9, 2 cylindres (sans permis) 4 628 f.

**CAMPING CONFORT** avec un grand choix de tables, chaises, glacières, vaisselle, lits de camp et sacs de couchage.

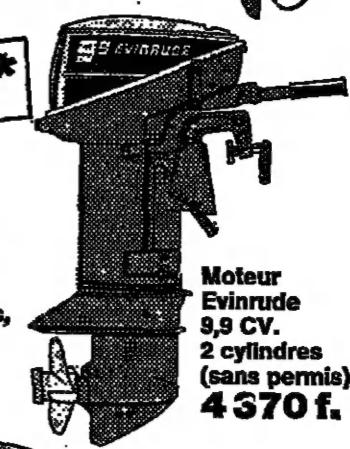
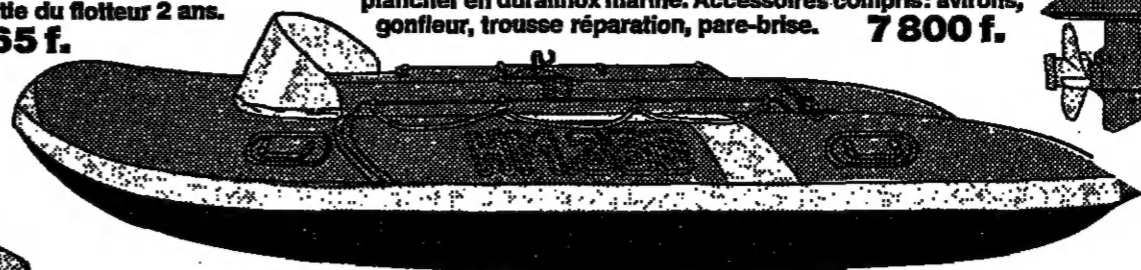
En option : pontage 440 f., volant 316 f., pare-brise 210 f., siège pilote 216 f., balcon inox 314 f., boîtier et câblerie 500 f.

**CREDIT GRATUIT 10 MOIS\***

Planche à voile Open Surf 5,4 : long. 3,90 m, larg. 0,68 m, poids 21 kg. Voile de 5,40 m<sup>2</sup> double emplanture de mât. Garantie du flotteur 2 ans. 2 965 f.



HM 380, en tissu polyamide enduction néoprène hypalon, moteur adaptable de 9 CV à 40 CV pour 5 personnes. Long. 3,80 m, larg. 1,70 m, poids 61 kg, plancher en duralinox marine. Accessoires compris : avirons, gonfleur, trousse réparation, pare-brise. 7 800 f.



Moteur Evinrude 9,9 CV, 2 cylindres (sans permis) 4 370 f.

Marcel BUR SOLDE

COSTUMES laine et mohair (1.400 F) - 1.170 F  
BLAZERS non doublés (800 F) - 595 F  
CHEMISES line de série (109 F) - 89 F  
en Oxford (190 F) - 152 F  
Wash and wear, blouses, vestes, pantalons, cravates à partir de 20 %  
CEINTURES cuir à 58 %  
108, FAUBOURG-ST-HONORE (P)

MAGASIN 3 - 3<sup>e</sup> ETAGE. Plongée sous-marine, vêtements de planche à voile, Piel, Spirotechniques, Beuchet.

**Samaritaine**

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

\*crédit "Semeuse de Paris". A partir de 1500 F d'achats : 3 mois, 25 % comptant et 10 mois, 40 % comptant après acceptation du dossier. Tous frais supportés par la Samaritaine.

leurs

tb

IRLANDE

PARIS-BOULON 790

ANNALES

KALA PATA

et de novembre

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

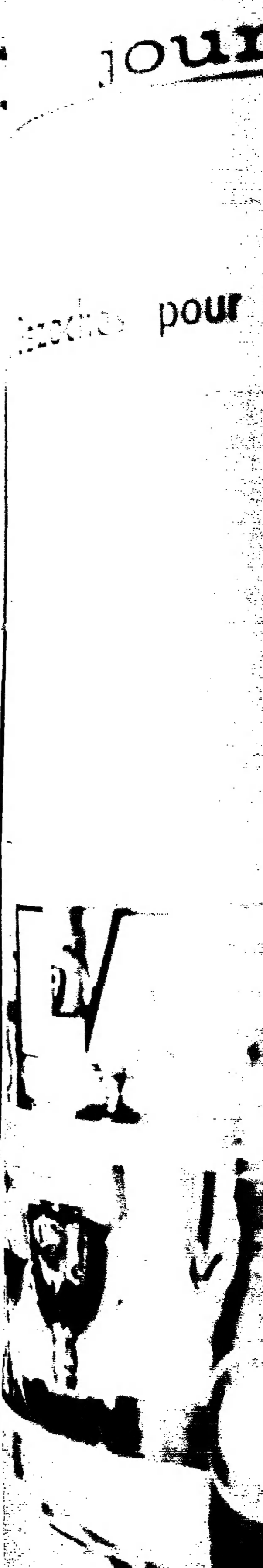
1980

1980

1980

1980

1980



Le Monde

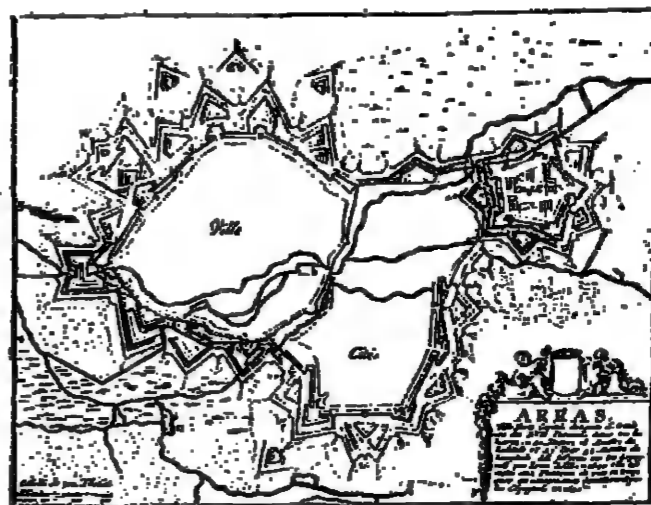
# jours d'été

A BICYCLETTE

L'HEXAGONE EN DIAGONALE

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

## A Bazoches, pour un tombeau



Arras n'est pas sur l'itinéraire de Jean-Marc Théolleyre, mais c'est une bien jolie ville fortifiée à l'époque par Vauban.

Après les Ardennes, la Champagne, après la Champagne, la Bourgogne. Jean-Marc Théolleyre, sur son vélo, poursuit vers Handaye son chemin qui passe des nationales aux départementales. La pluie a laissé la place à un léger brouillard, et Bazoches la discrète, où sommeille dans le repos éternel Vauban, s'annonce. Alors s'éloigne la Bourgogne et, sur la route de Bazoches, le Centre pointe le nez. (Voir « le Monde » depuis le 1<sup>er</sup> juillet.)

L'autoroute paraît terne et insolite à la fois, habitée du seul bruit motorisé de son trafic. A oublier et au plus vite... La paix de Vézelay apporte cet oubli. Tout y prépare déjà dans les dix derniers kilomètres le long de la Cure d'où la colline et sa basilique se laissent approcher avec tout le temps qu'il faut pour une exacte appréhension de sa signification profonde. Mais va-t-on redire Vézelay ?

C'est au-delà que se cache la route idéale. La route idéale, c'est la plus secrète, la plus capricieuse, celle qui est bien capable de rendre lyrique le cycliste le plus renfrogné, de le plonger dans le bonheur fou, de le rendre excessif et même, à son tour, tout à fait égoïste. Là s'évanouissent tous les doutes, s'oublient toutes les offres. Chacun a sa route idéale et toutes restent à découvrir. Celle-là commence sous Vézelay, à l'endroit exact où dans Saint-Père-sous-Vézelay il faut, d'un coup, virer à main droite en direction de Corbigny. Pour être précis, c'est la départementale 958. Elle commence par s'étirer dans l'Yonne avant d'aborder la Nièvre. D'un côté, vers l'est, le pavé régional du Morvan, de l'autre, vers l'ouest, coule l'Yonne et passe le canal du Nivernais. Il y a là une Bourgogne bocagère, bien dissimulée, plus française que nature et, par-dessus le marché, discrète à souhait.

On y peut pédaler, selon l'humeur, à petite vitesse ou jouer des grands braquets, ceux qui vous tirent de 7 à 8 mètres à chaque tour de plateau.

Qu'aurait-on le temps de voir, de goûter, à ce régime-là sinon la satisfaction relative d'avoir abattu en trois quarts d'heure les 28 kilomètres qui séparent Saint-Père de Corbigny ? Ce serait, guidon entre les dents, ignorer Bazoches. C'est sûr, Bazoches ne fait rien pour ne pas être ignorée. Ce n'est pas, lancé à 35 ou 40 à l'heure que l'on apercevra la plaque qui annonce, et encore mitée de rouille, qu'en son église se trouve le tombeau de Vauban. Pour peu que le matin soit tissé de brume, ce n'est pas sûr non plus que l'attention soit retenue par ce château qui, là-bas, à main gauche, juste sous les bois, se fond avec le paysage dans la complexité d'un contre-jour.

Tombeau de Vauban... Que n'imaginait-on pas dans ces sombres sonorités ? La simplicité de l'église suffit déjà à ruiner les espérances ou les craintes du grandiose. Il ne saurait y avoir là place pour du monumental dans le genre « m'as-tu-vu ». Ce tombeau, il faut le chercher, et, comme pour rassurer le visiteur qui pourrait croire qu'il s'est trompé de porte ou d'église, un autre écriteau est là : « Le tombeau est dans la chapelle de droite. » Il y est, en effet, dissimulé encore par des chaises de paille, et d'une modestie, d'une simplicité qui étonnent Stendhal. Il n'est qu'une dalle au niveau du sol, cernée seulement d'une balustrade de fer. Sur la dalle une inscription : « Ici repose le maréchal de Vauban. » A l'intention de ceux

qui entendraient en savoir un peu plus, une plaque au mur précise que Sébastien Le Prestre de Vauban, commissaire général des fortifications de France, est mort à Paris le 30 mars 1707 et que son corps fut transporté dans cette chapelle le 16 avril 1707. Une autre complète l'information en indiquant qu'en 1808, sur ordre de Napoléon 1<sup>er</sup>, le cœur de M. l'inspecteur général des fortifications de France fut transporté aux Invalides, à Paris, pour être déposé dans une urne en face du tombeau de Turenne. Voilà, c'est tout. Dans l'église qui serait belle et simple en elle-même, des statues furieusement sulciennes de Joseph, Marie, Thérèse, Jeanne d'Arc, montent la garde. Un bouquet de lupin, simple et frais, orne l'autel. Il ne faut pas déranger l'ordonnance des choses, l'ordonnance de Bazoches. A vingt pas de là, le garagiste entretient et répare des tracteurs, en face de maisons fleuries. Le poilu du monument aux morts tient sa page héroïque. A l'entrée du pays deux ouvriers devisent en reprenant en blanc les grilles du cimetière. Tout

va comme si rien ne devait se passer d'autre dans la vie de Bazoches.

Plus loin, au-delà de Corbigny, juste après les étangs de Vaux et l'étang Soufflet, la départementale 958 franchit le canal du Nivernais à l'entrée de Bazoches. Un bateau chargé de touristes partis de Paris écluse à la passerelle. De son bord on salue le cycliste. C'est aussi traverser la France en route vers Bordeaux par les voies de l'eau et de la nonchalance, soucieux de ne penser à rien sinon au temps qui passe, au temps qu'il fait. En cette partie de la Nièvre déjà s'éloigne la Bourgogne, déjà s'annonce le Centre avec les blondeurs de la Loire et la blancheur des belles nivernaises en pature.

Lundi :

ONCHINATUS  
DANS LA CREUSE

# LA DRY.

BIERE "33" EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

Il veut engager un « dialogue serré » avec le gouvernement

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, a déclaré à la presse qu'il voulait engager un « dialogue serré » avec le gouvernement. Il a souligné l'importance de cette démarche et a exprimé sa confiance dans la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes posés par la situation actuelle.

FENSE

Le ministère économique est crédible selon M. Baillot (P.C.)

M. Baillot, député du P.C., a déclaré que le ministère de l'Économie était crédible. Il a souligné la clarté des positions du gouvernement et a exprimé sa confiance dans la capacité du ministère à mener à bien sa politique économique.

M. Mitterrand a déclaré que les silences de l'été...

M. Mitterrand a déclaré que les silences de l'été...

UNE RUINE ET BREVEMENT ENOÛT QUE LA PONTON DE M. ROBERT SUR LA BORDÉE A NEUTRONS CONTRADICTION AVEC CELLE DU P.S.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, a déclaré à la presse qu'il voulait engager un « dialogue serré » avec le gouvernement. Il a souligné l'importance de cette démarche et a exprimé sa confiance dans la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes posés par la situation actuelle.

MEDECINE



# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### En Écosse, à l'étape descendez au château

VACANCES  
EUROPÉENNES

VU DE CHEZ EUX

#### SUBTILE ALBION

par JOHN ARDAGH (\*)

«T IENS ! j'avais toujours pensé que vous étiez une race pure », m'a dit un Français, arrivé à Londres pour la première fois, constatant que la réceptionniste de son hôtel était pakistanaise, le garçon du restaurant espagnol, le coiffeur un Grec, le chauffeur de taxi un Noir et la serveuse à l'hôtel, chinoise. Et partout dans la rue, cette même foule multicolore, surtout les Arabes et les Indiens. On sent donc les Major Thompson d'antan ? Ils se sont rarifiés, paraît-il.

La Grande-Bretagne, ce voisin mal compris ! Le touriste français amène dans ses valises bien des clichés et des images d'Épinal. Primo : les Anglais sont gentils mais bizarres, une race à part (ils conduisent à gauche, ils n'ont pas le système métrique, leurs pubs ferment à des heures bizarres), et leur pays n'est pas adapté au touriste étranger. Vrai, et faux. D'abord, la singularité anglaise est en partie de vaines. La norme est métrique depuis 1971, et aujourd'hui même les livres et les pintes sont à côté des « kilos » et des « litres » : mais le « mile » reste sacré. C'est vrai que le touriste reste toujours victime d'une loi anglaise, qui interdit aux pubs et autres débits de boissons d'être ouverts après-midi, ou le soir après 23 heures. A certaines heures, surtout en province, l'excursionniste épais ne trouvera aucun lieu pour se rafraîchir.

Mais sur d'autres plans, on constate du progrès : de plus en plus à Londres, et même

dans d'autres villes, certains magasins restent ouverts tard le soir, même jusqu'à minuit, grâce à l'initiative des petits commerçants asiatiques, bien plus travailleurs que les Anglais. Et enfin le fameux « dimanche anglais » devient moins austère : en dépit d'un combat d'arrière-garde du vieux protestantisme, le théâtre, le sport professionnel et d'autres distractions ont lieu de plus en plus au cours du dimanche.

Quant à la conduite à gauche, elle est beaucoup moins rebattue qu'on peut le croire, surtout si vous avez un passeport qui pour vous indique quand la route est libre pour doubler. Les routes anglaises sont sinuantes ; mais les distances sont rarement longues. L'Anglais au volant est beaucoup plus courtisé que le Français ; mais il roule lentement et ses réflexes sont moins rapides, ce qui peut être irritant pour ces Français toujours si pressés.

Les Anglais sont-ils gentils ? Envers les individus, oui : le citoyen est plus serviable auprès d'un inconnu qu'en France, il fera tout pour vous indiquer votre chemin. La France est toujours le bienvenu. Mais un Anglais risque de vous dire : d'un ton rempli de tristesse plutôt que de colère — que les Européens sont des « autres » avec lesquels nous avons peu de choses en commun, et qu'on peut à la rigueur se fier d'amitié avec des égoïstes de Français, mais en évitant à tout prix de nous des liens structurels avec eux.

#### Préjugés français

Le Français arrive parfois la tête bourrée d'un mélange de préjugés discordants. On lui a dit que c'est un pays secoué par des grèves : pourtant il verra que celles-ci se résument plutôt dans l'industrie. Les grèves du secteur public (métro, postes, etc.) sont plus rares qu'en France (sauf, hélas, dans les aéroports pendant les vacances). Il attend un pays propre et bien peigné comme la Suisse : donc il sera choqué par la saleté et le désordre des rues des grandes villes, même Londres.

La France tient-elle aux poncifs de l'Angleterre, royaume du protocole et des traditions folkloriques, où chaque gentleman avec son parapluie et son chapeau melon s'adonne aux rites sacrés du thé à 17 heures, et où la famille royale domine la vie quotidienne ? Il sera déçu. En effet, les cérémonies royales devant le palais de Buckingham n'attirent que les touristes. Et pour l'Anglais moyen, la reine est plutôt comme la Mona Lisa pour les Parisiens : souriante. Quant au thé, il n'y a point de rite à 17 heures. La bourgeoisie boit plutôt du café — et les chapeaux melons sont devenus très rares. Ce qui risque de tromper le visiteur, c'est plutôt la marque de formalité des Anglais de 1980, autant dans l'hébergement que dans le comportement, dans ce pays où, dans le même restaurant, on trouve des personnes en smoking et d'autres en jeans ou en bras de chemise. Enfin, la hausse des prix est devenue une préoccupation plus grave que les résultats des matches de cricket.

La Grande-Bretagne, pays bon marché pour les étrangers ? C'était le grand slogan d'il y a trois ans. Mais la livre est remontée depuis, l'inflation aussi, et bien des choses sont plus chères qu'en France : surtout les chambres d'hôtel, mais aussi le tabac, le métro et les bons restaurants de quartier. Encore moins cher qu'en France : l'es-

sance (un peu), le téléphone interurbain, les vêtements chez Marks & Spencers, et les snacks dans les pubs et les cafés.

Ainsi arrive-t-on à la plus grande de vos idées reçues : on bouffe mal en Grande-Bretagne. Il est vrai que la tradition de la cuisine anglaise est le largement délaissée, et les bons restaurants anglais sont très rares (la réputation de Simpson's, à Londres, est surfaite). Il est vrai aussi que la cuisine française supporte mal la traversée de la Manche, et dans les centaines de prétendus « restaurants français » de chez nous on sait mal préparer les salades et les crudités, tandis que la viande arrive avec un grand tas de légumes trop cuits. Pour se nourrir correctement à la française, il faut payer très cher, et l'équivalent de la bonne petite maison familiale avec des menus à 30 ou 60 francs n'existe guère. En revanche, on fait mieux que nous avons perdu notre propre tradition (qui n'était pas extraordinaire), nous sommes envahis par une gamme très riche de restaurants d'autres pays, souvent agréables et bon marché. On mange mieux à l'italienne qu'à Milan, mieux à la grecque qu'à Athènes, parfois mieux à l'indienne qu'à Bombay, mais pas tout à fait aussi bien à la chinoise qu'à Pékin. Un conseil donc : fuyez à la fois le coq au vin et le steak à l'indienne, prenez plutôt le fœtus, le homard, le rognon goât, le poulet Szechuan. Néanmoins, il faut reconnaître qu'en province il existe quelques restaurants très soignés style « relais de campagne » (par exemple, Hinton Hall, Suffolk ou The Horn of Plenty, Devon), où la cuisine franco-anglaise est parfois très originale et vaudrait au moins une étoile dans le Michelin, et où le service et le cadre sont exquis. Vous en doutez ? Venez voir.

\* Journaliste et écrivain, John Ardagh est notamment l'auteur d'un ouvrage intitulé *The New French Revolution*.

L'ÉCOSSE : comment les Français n'ont-ils pas l'irrésistible attrait de ce pays qui se défend d'être insulaire anglais par la culture d'un accent à couper au couteau, mais qui n'a jamais hésité à verser son sang sur les champs de bataille sous les plis de l'Union Jack, qui reçoit chaque année avec honneur les souverains britanniques dans leur résidence de Balmoral, qui rappelle fièrement que la reine mère a vécu son enfance au château de Glamis, où est née la princesse Margaret, ce peuple qui passe pour bouillonnant et pour compter ses sous pratiques l'hospitalité généreuse et un sens de

Pour avoir sillonné les routes d'Angleterre, nous pensions bien connaître le cœur du Royaume-Uni, auquel l'Europe sera à jamais reconnaissante d'avoir bravé le premier choc de la domination britannique. Mais il nous manquait la configuration supérieure : cette tête de chien septentrionale qu'il illustrent, en marge de nos atlas, les panoplies de la tradition : le kil, le baret dit écossais et la cornemuse.

Notre propos touristique confidentiel dans une tournée des châteaux-phares qui devait nous mener du Firth of Forth au départ d'Edimbourg jusqu'au rivage de la mer du Nord par-delà les monts Grampians. Première constatation : le temps du voyage est bref entre le continent et l'Écosse et les distances sont insignifiantes dans le pays. Deuxième surprise : le printemps écossais est merveilleux et la pluie qui trempe les imperméables — et les éperles — de nos trekkings équestres en Irlande est une légende que les autochtones entretiennent avec

une coquetterie prudente. Dernière découverte : ce peuple qui a l'orgueil de respirer l'air marin à la latitude de la Finlande, qui se défend d'être insulaire anglais par la culture d'un accent à couper au couteau, mais qui n'a jamais hésité à verser son sang sur les champs de bataille sous les plis de l'Union Jack, qui reçoit chaque année avec honneur les souverains britanniques dans leur résidence de Balmoral, qui rappelle fièrement que la reine mère a vécu son enfance au château de Glamis, où est née la princesse Margaret, ce peuple qui passe pour bouillonnant et pour compter ses sous pratiques l'hospitalité généreuse et un sens de

l'humour dont l'esprit français, comme nul autre, reste sous le charme. Les forteresses d'Écosse sont tout aussi cotées d'historiens que nos châteaux de la Loire, à ce contraste près que leurs propriétaires y ont fait et y font souche de père en fils. Ce ne sont pas les d'aristocratiques demeures vides par la révolution et que possèdent à présent de glorieux Turcaret, mais l'héritage des grandes familles dont les noms, Argyll, Atholl, Cawdor, Mansfield, Strathmore, Linlithgow, tiennent rang à Westminster le jour de la Coronation.

#### Les trois ladies

Ce qui frappe au premier coup d'œil le visiteur continental habitué aux formidables défenses du style Samur ou Angers, c'est la relative exigüité et l'accessibilité du « baronnie » écossais : ces tourelles rondes ou carrées, construites en encoche dans une pierre ponce fort laide, ces remparts à mâchicoulis recréant la ligne impenable, on les touche du doigt comme ceux d'Aigues-Mortes. Mais franchi leur porche (point de pont-levis, à peine des douves), ces manoirs couleur de brouillard révèlent une richesse intérieure prodigieuse : cabinets tendus de damas, meubles de Boule ou vernissés par les Martin, vitrines de porcelaines, toiles de maîtres et portraits d'ancêtres signés Gainsborough, Reynolds ou Raeburn, tapisseries de Beauvais, cheminées Remais-

sance, plafonds peints en stuc, salons ou salles à manger Chip-pendale au couvert mis, jusqu'à ces escaliers hérisés d'armes menant aux combles où les promenades nocturnes du fantôme de rigueur sont respectées par les maîtres de maison qui y croient dur comme fer. Le plus extraordinaire, c'est d'être admis à contempler toutes ces splendeurs sans formalités, comme si l'on était un invité de passage. A la différence de leurs collègues du domaine anglais dits des *Magnificent Seven* (2), les châteaux écossais, en effet, reçoivent chez eux en négligeant les artifices et les attractions : assise dans la formule du *Grand Tour* of Scotland pour subvenir eux aussi, à des dépenses d'explo-

(1) Walter Scott : *Waverley*.  
(2) Voir le Monde du 15 octobre 1977.

tation de plus en plus exorbitantes, ils n'ont ouvert que tout récemment, mais librement, leurs résidences au public (un millier de visiteurs par jour à la belle saison, trois cent cinquante mille Français en 1979). Leur recette : faire eux-mêmes les honneurs de leurs maisons habitées, plutôt que de les transformer en musées avec pièces interdites, parcours « en guides » et parkings offensant la vue. Pour nous convaincre de la séduction de ces visites imprévisibles, nous edmes ainsi le privilège d'avoir pour hôtesse trois des grandes dames d'Écosse : lady Mansfield à Seone Palace, lady Strathmore à Glamis Castle, lady Cawdor à Cawdor Castle, celle-ci née Angelika Lasansky d'une vieille famille de Bohême, Française de nationalité, nous regalant d'explications érudites dans notre langue, et rayonnant de sa beauté rousse au sommet de sa tour, ultime Caldonia !

Glamis, Dunstons, Inverness, Forres : c'est la route de Macbeth, « d'un château l'autre » halluciné par ses crimes, que le Français suivra le plus au nord de son voyage. C'est aussi le champ de bataille de Culloden, dernière lie des combats en rase campagne où le *claymore* à double tranchant des montagnards s'attaqua en vain au monarque des red-coats, où les derniers espoirs des partisans jacobites de Bonnie Prince Charlie sombrèrent dans les représailles féroces du Boucher Cumberland, fils du roi légitime.

OLIVIER MERLIN.  
(Lire la suite page 14.)

#### AVANT LE DÉPART

##### Transports

- Train + bateau : à partir de 220 francs (aller et retour).
- Avion : 450 francs (tarif charter sur ligne régulière, aller et retour), 650 francs (Eco budget), 850 francs (classe économique) ou 1100 francs (club ou affaires).
- Bateau : Calais - Douvres à partir de 30 francs pour un adulte, de 65 francs pour un mois de 203 francs pour une auto (aller simple).
- Auto : les autoroutes sont gratuites. Des péages sont réclamés au passage de certains ponts. Une formule de location de véhicule peut se révéler très économique : en effet, la location d'un taxi à la journée coûte, à Londres, environ 25 livres et permet de transporter sept personnes. Prix de l'assurance : de 1,30 à 1,40 livre le gallon (4,54 litres).

##### Logement

- Hôtels classiques : malgré l'inflation galopante, on trouve encore des établissements pratiquant des tarifs compris entre 8 et 10 livres par personne.
- Bed and breakfast : de 4 à 8 livres par personne et par nuit.

- Guest house : de 4 à 8 livres par nuit, quel que soit le nombre des occupants.

##### Gastronomie

- A lire : Guide bleu, Nagel Fodor, Michelin.
- Prix moyens : le repas coûte de 5 à 7 livres. Il convient de noter que le petit déjeuner britannique, extrêmement copieux, dispense d'un repas de midi comparable au déjeuner français.

##### A voir

Jusqu'au 13 juillet, à Llangollen (Pays de Galles) festival de chant choral et folklorique. Jusqu'à la fin du mois de septembre, le Drake à Plymouth, Festival de régates en l'honneur de Sir Francis. A partir de la fin du mois d'août, chaque village écossais organise des jeux presque olympiques. Surtout, l'année 1980 verra sortir des musées et des collections privées des locomotives d'autrefois, en l'honneur du père de la locomotive à vapeur, Georges Stephenson.

##### Emplettes

- Monnaie : une livre = 9,90 F.
- Mode : Kilts et tartans semblent revenir à la mode (15 à 50 livres).
- A lire : René Dabernat : *Massacre des Anglais* (Laffont). Jean Balhache : *La Grande-Bretagne* (Petite Pléiade). André Maurois : *Histoire d'Angleterre* (Payot et Livre de poche). (Pour tout renseignement, s'adresser à l'Office britannique de tourisme, 6, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : (1) 396-47-50. De 10 heures à 17 h. 30, les lundis ou vendredis.)

Le Monde des PHILATÉLISTES L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le numéro de juillet-août vient de paraître (60 pages)

#### LA MAXIMAPHILIE

#### LA « RÉVOLUTION » DE LA ROTATIVE (Timbres et types)

L'illustration des timbres français de 1980... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques à partir du 3 juillet à 7 francs. Numéro spécimen sur demande : 11 bis, bd Hausmann, 75009 Paris.

CONTINENTS EN FETE BIRMANIE FESTIVAL DES GENIES MANDALAY - AOUT 82, RUE QUINCAMPOIX 75003 PARIS - 271.42.12

# PARIS ATHENES

à partir de

## 1050 F

aller-retour

c'est Louche!

Vois à dates fixes

nouvelles frontières nous luttons pour le droit au voyage

186, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14  
34, rue Franklin 69002 LYON - 837.16.47

D'un mot à l'autre

BRAHMANE

TAURIDES

Chapo

Votre siège à Paris

CAICA

références

un seul officiel

## Tauromachie

## Pique d'or

UN geste d'amour fou : le public de Las Ventas, les arènes de Madrid, se lève d'un bond et applaudit ce coureur, venu d'un autre âge, formé par le taureau et le picador, une dans leur duel. Le taureau de l'élevage andalou Salvador Guardiola Dominguez s'est élançé violemment et a buté, cornes en avant, contre le caparçon qui protège le cheval. Comme inextinguible à la pique qui lui fouille les chairs, le fauve pousse très fort, soulève le cavalier, donne de violents coups de reins. Le picador retire alors la pique de la plaie, mais la bête cherche toujours à le renverser. Le matador se précipite et, à l'aide de sa cape largement déployée, attire le taureau loin du cheval et le place de nouveau à quelques mètres du picador.

Une seconde pique se prépare, la foule se tait. Silence sur las Ventas. Le taureau, secoué par une respiration violente, fixe le picador. Va-t-il foncer comme tout à l'heure pour recevoir une nouvelle fois le fer ? Il avance une petite, il va s'élançer. Un murmure d'approbation parcourt les gradins. Mais il s'arrête net. Alors le cavalier saute sur sa selle et lève la pique vers le ciel. Le taureau ne bouge toujours pas. Le picador fait tourner son cheval sur lui-même avec une habileté et une légèreté dignes de l'école cavalière de Séville ou de Vienne. Enfin, assés vir et brachant que le vent qui balait les sierras autour de Madrid, le fauve se rue sur le picador. Il prendra également une troisième pique. Chaque fois, l'homme appuiera le fer sur la bête avec précision et sérieux. A aucun moment, le public n'assistait à cette longue et unique pique, bien souvent vaine, qui assomme la bête, et que l'on voit aujourd'hui couramment dans les arènes. Il y avait donc, sur le sable ore de arènes, un taureau brave et un fameux picador.

Le public ne s'y trompe guère. A la fin de cette corrida oncomore d'élevage, organisée par l'association de la presse madrilène, et à laquelle assistait le roi Juan Carlos, « *may espasé, may aficionado* », comme l'a écrit un quotidien, et qui fut applaudie à son arrivée à la plaza, comme à son départ, il réclame bruyamment le picador. José García Borrero apparaît alors, à pied, tenant à la main son castoreo, ce chapeau des picadors à larges bords orné d'un pompon rouge. La foule réclame un tour de piste, honneur généralement réservé au matador, son « patron ». Alors Borrero, d'un pas lourd, d'une démarche indolente, traverse l'arène et se dirige vers un homme revêtu de l'habit de lumbra, José Antonio Campuzano, comme pour lui demander la permission de répondre à la demande populaire. Après l'accolade traditionnelle, il effectue, sous les applaudissements, son tour de gloire sur le sable de las Ventas. Humble, lourdard, sans cette allure macho des matadors qui viennent de couper les oreilles du fauve et qui répondent aux acclamations de la foule, García Borrero, ce petit homme capable de retenir avec une pique la charge d'un taureau de cinq cents kilos, agitait son chapeau pour remercier le public.

travail consiste essentiellement à blesser une bête. Or, son rôle est essentiel pour juger notamment de la bravoure du taureau, et donc de la valeur du combat futur du torero. « *Un taureau qui prend une pique donnée dans les règles est un bon. S'il prend trois piques, c'est un taureau brave. Je n'apprécie le travail du matador qu'en fonction de ces critères* », nous déclarait la veille de la corrida de la presse l'éleveur castillan Victorino Martín pour qui Madrid a, aujourd'hui, les yeux de Chinéa.

Tout est là, en effet. La façon dont le picador piquera le taureau, c'est-à-dire s'il l'assomme ou pas, lui est commandée par le matador, son employeur. Il est donc paradoxal de voir une foule siffler ou louer un picador pour un vilain geste et applaudir quelques instants plus tard son *espada* pour quelques passes données à un taureau saigné par la pique. Le *fletero* renferme donc une multitude de secrets que révèle une longue fréquentation des arènes et de ceux qui la vivent dans les éleveages ou l'épée à la main. C'est autre chose que le « *sangre et or* » vanté par d'excellents écrivains ou par d'habiles agences de voyages.

JEAN PERRIN.

## Hippisme

## Hippisme

## Une semaine au galop

L'ÉTÉ rétrécissant la piste sous le stylo, voyons les choses au galop.

● **Pauvre Grand Prix de Paris !** On sait les élégances d'antan, quand, sur moment des « ordres », le pécédent était un pécédent de capelines ? Maintenant, on s'y retrouve en « blues jeans ».

Les chevaux ne rachètent pas les propriétaires. Exception faite pour Dhuub et l'irlandais Good Thyme, assez beaux poulains, l'impression d'ensemble, avant la course, ne dépasse guère celle d'un handicap de semaine.

La lot, cependant, est peut-être meilleur qu'il n'y paraît : Mot d'Or, le gagnant du prix Hocquet ne peut faire mieux que troisième et on ne retrouve Tom's Serrade pratiquement à la même place — la cinquième — que dans le Jockey Club.

Le gagnant est Vallant Heart, qui devance un autre poulain de Bernard Sély : What a Joy.

● **Déroute du fringant et, jusqu'ici, excellent petit Northern Baby, dans le prix d'Espéran.** S'est-il mal accommodé, comme le pense son entourage, du soudain assourdissement du terrain ? Peut-être convient-il de retenir aussi que, avec son enthousiasme à

prendre la tête des pelotons dès le départ, il n'a, dans toute sa carrière, connu que des courses très dures.

Le gagnant, Nadjar, longtemps absent des pistes, avait le droit absolu de triompher si on le jugeait sur sa troisième place à la Poule d'Essai, voilà quatorze mois. Mais le droit devint plus discuté si l'on examinait la récente sixième place à Saint-Cloud.

Tempête de sifflets à l'arrivée. Les parieurs se calment quand les pannesaux d'entraînement leur enseignent que ceux d'entre eux qui ont joué Northern Baby — la grande majorité — vont tout de même passer à la caisse. Le « capitaine » Rogers ayant une participation à la fois dans Northern Baby et dans Nadjar, les deux chevaux, quelque portants des casques différents et relevant d'entraînements différents, courent « couplés ». Heureuse surprise.

Tout de même, il conviendrait, à l'avenir, d'ouvrir l'œil sur ce Nadjar et ses compagnons. Car dans le même temps où le ruseuse s'est efforcé vers le poteau, son compagnon Strong Gale, qui s'était offert le luxe, voilà un mois, de devancer Thras Troikas, restait sur place à l'en-

trée de la ligne droite. En algèbre hippique, trop plus pas assez égale doute.

● **Remous dans le sérail.** L'entraîneur Alain de Royer-Dupré, trente-sept ans, jusqu'ici fixé en Mayenne, a décidé de s'installer à Charente. Son écurie compta, notamment, la succursale provinciale de celle de l'Agas Khan ; elle avait été aussi celle de l'écurie Rothschild. Comme, du côté des deux maisons mères, les choses vont plutôt mal (Guy de Rothschild avait récemment quitté cette année-ci, pour lui, la pire depuis qu'il fait courir), on se demande si la succursale ne va pas se hisser au niveau de l'établissement principal et, finalement, l'annexer.

Dans l'immédiat, selon un mot de Henri de Talhouët-Roy, « on respire dans les chaumières ». Bien des entraîneurs de l'Ouest ont, en effet, poussé un soupir de soulagement en apprenant la décision de leur cher confrère. Alain de Royer-Dupré trustait les victoires (quatre-vingt-onze l'an passé), de Rouen à Nantes et d'Orléans à Loudéac.

● **Adrien à André Carrus.** On a déjà tout dit — ou presque — sur cet ancien poly-

technicien qui avait inventé le tiercé, sans y prêter attention, à l'origine (voilà bientôt trente ans) en cherchant, pour la société des courses de Marseille, un nouveau jeu qui permit de révéler à la concurrence du football, l'ingénieur à la Villa de Paris, il était tombé au milieu des courses par un accident conjugal, sans ressentir pour elles le moindre attrait : la famille de son épouse avait créé un des deux organismes de jeux dont la fusion déboucha, dans les années 30, sur le P.M.U.

C'était le bon savant Coissins du turf. Il pouvait, sur l'instant, se livrer aux calculs de gestion les plus compliqués, mais ne connaissait aucun des chevaux dont les numéros désignaient le dimanche, vers ses services, 150 millions de francs ; et il aurait peut-être été un peu plus difficile s'il lui avait fallu encocher lui-même un ticket de tiercé.

Chaleureux, d'une extrême indulgence, il ne s'était, dans toute sa vie, fâché qu'une fois : quand Patrice des Mouttes, alias « Monsieur X... », avait failli, avec toutes ses manipulations, mettre le tiercé à genoux. Vous rendez-vous compte : un contrôleur démolir la création d'un polytechnicien.

OLIVIER MERLIN.

(3) Christian Clivard : Souss (Petite Planète).

RIO : 4980 F

PRIX ÉTÉ 80 DÉPART PARIS

MEXICO	2840 F
MEXICO	3570 F
BOLIVIE	3780 F
BOLIVIE	4260 F
BOLIVIE	5190 F
BOLIVIE	4830 F
MANAGUA	3700 F
PANAMA	3580 F
NEW YORK	2400 F
LOS ANGELES	3850 F

nouveau, (1) 329.40.40  
8, rue Mabilon - 75006 Paris

## RÉSIDENCES

secondaires ou principales

## Campagne • Mer • Montagne

VENDEZ, 10 km mer, ancien moulin à vent aménagé avec chaudière récente, tout confort, sur 3.000 m<sup>2</sup> paysagé — Chalet indépendant. VIGNAUD IMMOBILIER, B.P. 28, 85300 CHALLANS, tel. (51) 93-15-92.

A 15 KM DE ROYAN (17)

Affaires exceptionnelles Centre de Loisirs, 3 piscines, jeux 3.000 m<sup>2</sup> terr. + parking 3.500 m<sup>2</sup> bord plage. Terr. + Construc. 900.000 F T.T.C.

Centre Commercial 985 m<sup>2</sup> couvert, 1 ha terr., parking, prévu essence. Terr. + Construc. 1.050.000 F T.T.C.

Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Bérac-Plage - (46) 90-80-71.

## TOURNAINE

Moulin restauré, avec bief, 3 corps bâtiment, excellent état, 3 ha, rivière. Prix : 700.000 F.

FERMETTE rest. exc. ét. conf. 3 ch. sév. cheminée. 4.200 m<sup>2</sup> Pz 550.000 F. Gd choix prop. Agpt. Tours et env.

## Agence CHOTARD

7, place de la Résistance, 37000 TOURS - Tél. : 01-45-54-497. A 15 KM DE ROYAN (17)

● Pavillons bord direct plage, 2, 3, 4 p. Nouveau village de Bérac-Plage, à part. de 250.000 F T.T.C. Villas + gar. de 365.000 à 700.000 F T.T.C.

● Terrains visibilisés avec dalle béton prêts à construire, à part. 135.000 F, avec terrains de 300 à 1.000 m<sup>2</sup>. Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Bérac-Plage, (46) 90-80-71.

## CATTOLICA

(Adriatique Italie)

## HOTEL HANDY SEA

Téléph. 0541-90185 - Bord mer - 17 m. - Mod. TV confort - 4 menus au choix - Atmosphère cordiale - 7 jours par semaine. Juin 1981 112.000/112.000 Lit. 154.000. Soit. écrivez-nous.

## TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

## Station thermale

68160 LE BOULOU (Pyr.-Or.)

La station du Fols et de la Vésicule migratoire, allégées, équilibre d'hépatite, soufre, diabète, eczéma.

HOTEL DES SOURCES \*\* N.N. HOTEL DU GRILLON D'OR \*\* N.N. HOTEL DU CANIGOU \*\* N.N.

## Allemagne

BADEN-BADEN

Cité d'été \*\*\*\* Gd par. plus, plus air + couv., sauna, tennis, golf. Prix spéc. juillet-août : ch. sév. 42.000 F, d. demi-pension 180 FF. Tél. (03-48-7221) 22.001. Tél. 03.174.

## Suisse

ASCONA Monte Verità

Maison recommandée. Situation magnifique et tranquille. Piscine chauffée. Tennis. Tél. 1941/05/05.12.81.

CH 1928 CHAMPEL-LAC Valais

HOTEL DU GRILLON \*\*\*\*

Ag. 1941/05/12.87 et Ag. 1941/05/12.87. Chambre double en demi-pension par jour et par personne 107 FF. 107,50 à partir du 15 août, FF 98. Réductions pour familles et séjours.

—Face à face avec BMW—

## La "Garantie Occasion BMW": vous êtes en dessous de la vérité.



En effet, les BMW ont de sérieuses concurrentes. Les BMW "Garantie Occasion". En engageant leur réputation sur ce label, les concessionnaires BMW vous proposent une sélection de modèles récents bénéficiant d'une garantie nationale. Comme pour les BMW neuves, le contrat Mondial Assistance s'applique gratuitement aux BMW d'occasion de moins de 5 ans.

Une BMW ne donnant sa pleine mesure qu'après 15 à 20 000 km, on mesure aisément les performances et l'usage prolongé qui peut procurer une BMW "Garantie Occasion".

Au volant, vous découvrirez ce que « plaisir de conduire » veut dire.



Le plaisir de conduire.

16 modèles de 9 à 20 CV, à partir de 49 068 F. (Tarif BMW en vigueur au 1.04.1980). BMW France Informations : Tél. : (1) 66-13.13, poste 3472.

**HOVERLLOYD**  
278.75.05  
24 rue de St-Ouen  
75010 Paris

**L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE**

LONDRES  
RAMSGATE  
CALAIS

**40 mn**

Vous vous présentez seulement une demi-heure avant le départ. Et la traversée sur coussin d'air Calais-Ramsgate dure 40 mn. C'est presque 2 fois plus rapide que la plupart des ferries. Jusqu'à 27 départs par jour en saison.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverlloyd Paris.

551 من الأصل

# au château

## Gilbert Trigano et le Club Méditerranée :

### Dans nos villages tout le monde est à la fois sincère et truqueur

« Quelle est la recette de la réussite du Club, devenu, en trente ans, la première entreprise touristique mondiale ? »

— Il existe d'innombrables formes de vacances. Le Club représente l'une d'entre elles qui correspond à une nécessité. Son « village » n'est pas un mot de hasard. Nous venons tous d'un village, d'une tribu et nous éprouvons le besoin de nous retrouver dans un cadre à dimension humaine où chacun d'entre nous sera reconnu pour ce qu'il est vraiment.

« Certes, au début, il y a souvent le peur et 85 % des adhérents ont eu de la peine à se faire accepter par cette « tribu » qu'ils ne connaissent pas. C'est normal. Un temps ordinaire, je n'aurais pas eu de mal à le dire. Mais ce type de femme avant dix-sept heures et quarante-cinq minutes de travail de reconnaissance. Dans le village, l'unité est telle qu'elle dispense de comportements conventionnels ; 85 % des personnes qui avaient envie de fuir le jour de leur arrivée participaient à l'accueil des nouveaux, la semaine suivante.

« La nécessité de préserver l'aspect « villageois » nous a dissuadés de construire des unités aussi importantes qu'à nos débuts, comme celle de Corfou avec ses mille trois cent cinquante lits. La force du Club a été de rendre aux vacanciers citadins le village d'autrefois dans sa liberté mais sans son hypocrisie : ni trop grand ni trop petit.

« Si nous étions présents, nous dirions que nous y avions pensé depuis toujours, alors qu'en fait nous avons compris progressivement et en le vivant que

le village correspondait à des réactions humaines fondamentales.

— Les critiques ne nous sont pas étrangères. Quelles sont celles auxquelles vous souscrivez ?

— Je dirai qu'il existe, chez nous, un côté fantasmagorique. Tout le monde est à la fois sincère et truqueur. Nos villages sont des théâtres extraordinaires où l'un et l'autre peuvent se mettre en scène. Pendant quinze jours, moi, adhérent ou G.O. (gentil organisateur), je peux faire illusion et paraître ce que je ne suis pas.

« Il y a un inconvénient beaucoup plus grave. Pendant quinze jours, l'ambiance chaleureuse du village amène à déposer les armes et lorsque le vacancier revient à la vie quotidienne, il prend une gifle. Le Club est un apprenti sorcier, car un habitué subit entre le simulateur de bonheur qu'il dispense et l'agréable de la vie.

« Une grande question demeure : est-ce qu'il faut ne rien faire qu'il soit facile ? Ce serait l'idéal, mais il vaut mieux réaliser quelque chose tout de suite. Nous, au Club, nous éprouvons la volupté d'être dans le concret.

« Je suis rassuré parce qu'on nous attaque de deux côtés à la fois : j'ai entendu des directeurs de grands magasins nous reprocher le fait que leurs vendeuses n'acceptent plus certaines formes de travail et de hiérarchie, au retour d'un séjour chez nous. L'opinion des gens de gauche jugeant que nous sommes amoraux parce que nous créons un microcosme d'abondance dans une société de pénurie.

#### Temps libre, temps maudit

— Le temps des loisirs nous semble-t-il recevoir une place convenable dans la société moderne ?

— Dans la civilisation judéo-chrétienne, le temps libre est un temps maudit. Autrefois, il était voué à l'église, au temple ou à la synagogue. Depuis que nous l'utilisons pour nous-mêmes, les prêtres, les pasteurs et les rabbins se sont penchés sur nous et nous ont permis que ce temps était consacré au diable.

« Les marxistes ont fait subir un temps libre une déformation idéologique. Ils l'ont voué à la reconstruction de la force de travail et lui ont donné l'aspect d'une récompense.

« Capitalistes et communistes, les gouvernements méconnaissent la nature et l'importance du loisir. D'ailleurs, c'est normal : pour adopter une attitude plus positive à son égard, ils devraient bouleverser les idées et les mœurs. Il faudrait avoir l'impudence de maquiller ce temps donné, ce temps de liberté. Il faudrait même le sanctifier. Et pourtant, nous croyons au Club qu'il vaut beaucoup mieux que ce maquillage parce qu'il est le temps de la communication par excellence.

— Comment se situe le Club par rapport au tourisme social qui ambitionne lui aussi d'organiser des vacances enrichissantes ?

— Je ne crois pas au bénévolat permanent. Il ne peut pas conserver sa pureté originelle ;

il faut très vite qu'il ait une contrepartie : des honneurs, du pouvoir ou les moyens financiers de vivre. Le vrai tourisme social, ce serait que chacun de nous se mette au service des autres, une sorte de service militaire. A partir du moment où des personnes font profession de tourisme social et qu'elles en vivent, je ne vois pas ce qui les différencie de moi qui fais profession de tourisme commercial.

« Reste le profit, dira-t-on. Les marges de profit des entreprises sont ridicules. Nous avons une marge de 5 %. 56 % de ces 5 % sont réinvestis dans l'entreprise, 23 % sont distribués aux actionnaires et 22 % aux G.O. qui possèdent 4 % du capital du Club. Le tourisme commercial doit vivre en équilibre parce qu'il ne peut compter sur aucune subvention.

« Autre débat : faut-il pratiquer en matière de vacances l'aide à la pierre ou l'aide à la personne ? Pour moi, c'est cette dernière qui compte. Ni le tourisme commercial ni le tourisme social n'ont vocation d'être propriétaires. Si Pierre ou Paul doivent être aidés, qu'on les aide en préservant leur liberté de choix. Le Club gère un village pour les adolescents, mais les caisses d'allocation familiales refusent d'accorder des versements aux ayants droit qui choisissent d'envoyer leurs enfants pour le motif que ces aides sont réservées aux organismes de tourisme social. C'est illogique. Si le tourisme social est le meilleur, il doit être choisi pour la qua-

Il y a trente ans, le Club Méditerranée, c'est-à-dire à l'époque Gérard Blitz et quelques amis, accueillait à Alondia, aux Baléares, les premiers de ses « gentils membres ». Deux mille trois cents G.M. et cinq « gentils organisateurs » découvraient, au cours de l'été 1950, les joies des vacances organisées à la manière de ce qui allait devenir la « formule Club ».

Constantement imité depuis, louangé et critiqué, le Club n'a cessé de prospérer. Il a reçu, au cours de la saison 1979-1980, six cent quinze mille adhérents dans ses cent sept villages. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 1,55 milliard de francs (+ 13,5 % par rapport à celui de l'année précédente) et un bénéfice de 83,7 millions de francs (+ 16,5 %).

Gilbert Trigano, son P.-D. G., son « grand organisateur », son grand sorcier, nous raconte son expérience et nous parle des vacances dont il rêve.

Mit de ses prestations et non subit.

— Pour la première fois, les professions des vacances s'effacent devant la mécanique qui introduit une rupture entre le bien que je possède et le bien dont je me sers, qui vous permettez, à vous, de rester propriétaire et, à moi, d'utiliser votre bateau. Qu'est-ce qui doit demeurer la propriété de l'Homme pour lui donner une sérénité de vie sans pour autant l'étoffer sous le poids de l' avoir ? Un jour, quelqu'un trouvera la réponse.

— Comment se transformera le Club Méditerranée au cours des vingt prochaines années ?

— La merveille qu'est le rayon vert, à Foca, en Turquie, peut être racontée à un aveugle, mais il est impossible de la décrire à un sourd. Celui-ci est l'homme le plus malheureux parce qu'il est privé du moyen de communiquer. Le besoin de communication est essentiel. Je pense que l'avenir du club se trouve dans la satisfaction de ce besoin, dans l'établissement des contacts, dans l'avènement d'une ambiance vraiment cosmopolite.

« Le Paris cosmopolite et foisonnant de Cocteau peut être reconstitué, partout, grâce à la machine. En 1980, nous disposerons tous d'un appareil capable de traduire dans toutes les langues ce que nous ressentons et ce que nous pensons. Les simples employés accèderont, grâce à cette merveille, au cosmopolitisme, réservé pour l'instant à une classe de nantis.

« Les professions du voyage devront sortir du marginalisme pour devenir vraiment industrielles. On constatera vite que ceux qui souffriront le moins dans la crise qui s'annonce seront ceux qui sauront s'adapter à la demande, c'est-à-dire personnaliser leurs produits.

— Comment évoluera la demande vacancière ? Quelles réponses nous paraissent adaptées à ces évolutions ?

— Nous allons obtenir une durée de loisir semblable à celle du Moyen Âge. En regard de ce temps plus ample, on ne constatera pas d'augmentation du pouvoir d'achat affecté aux loisirs par le particulier, par la commune ou par l'Etat. Devantage de temps de loisir, mais pas d'argent permettant de l'exploiter : tel est l'impasse.

« Nous devons donc abandonner le système de la propriété pour celui de la jouissance. Lorsque les Français se précipitent sur les résidences secondaires, ils se couvrent de traites et de charges et donc s'enlèvent les moyens de leurs loisirs. La publicité nous dit : « Achetez votre planche à voile. » Dans la meilleure hypothèse, je vais m'en servir trois semaines par an. Ce qui n'est pas utile de façon permanente ne devrait pas être possédé de façon permanente. Regardez ces bateaux et ces appartements « morts » : c'est un gâchis économique, un véritable poison qui nuit à la véritable jouissance.

« Certes, le propriétaire a peur

« Même évolution dans le domaine alimentaire. Bientôt, nous disposerons de tous les plats du monde cuisinés selon les procédés les plus économiques et les plus hygiéniques. Resteront toujours la volupté de se mijoter un repas à l'ancienne. Le Club de demain, ce sera ça : le four à micro-ondes et le chaudron ; l'hyper-sophistication et le « do it yourself », les Vatel de la terre entière, et soi-même.

« Nous confierons à la machine toutes les tâches lassantes ou médiocres. Il y aura, bien sûr, des draps et des serviettes jetables. Mieux : on déchargera

le caissier de l'angoisse de l'erreur et du vol. Nous nous paierons un morceau de satellite de télécommunications et, grâce à la carte magnétique de chaque adhérent, le compte bancaire parisien de celui-ci sera instantanément débité du montant de la bière qu'il consommerait à la Guadeloupe. Plus de manipulations d'argent, plus de papiers : l'ordinateur se chargera de publier les statistiques, de gérer les stocks et même, si vous avez demandé à ne pas dépenser plus de 500 F pendant vos vacances, de vous rappeler à l'ordre.

#### Profession : conseiller de vacances

« Je crois que demain nous ne disposerons que de deux moyens pour préparer nos vacances. On bien nous fera un conseiller en matière de loisirs. Un vrai conseiller, aussi précieux qu'un médecin. Il connaîtra chacun de ses clients et sera capable de l'empêcher de se rendre à tel endroit et à tel moment. Il mettra devant le candidat au déplacement la meilleure offre. Ce conseiller se fera payer très cher. Autant qu'un professeur de médecine. On ne chipotera plus sur les taux de commission, car il sera infiniment plus qu'un simple commerçant.

« Ou bien nous nous tournerons vers la fabuleuse machine qui nous donnera la faculté de faire défiler, à 21 heures, sur notre écran de télévision domestique les offres de vacances les plus variées. Prix, horaires, prestations, seront directement accessibles par le consommateur qui pourra toujours, de chez lui, et grâce à la machine, réaliser une transaction, acheter un voyage ou un séjour. Une expérience de ce genre de service va être menée à Vézir.

— Plus concrètement, le Club étudie-t-il des manières de vendre les produits de l'an 2000 ?

— Le Club est né de la mer mais, paradoxalement, son avenir est sur terre et dans l'air. La mer est et sera de plus en plus polluée : non seulement la Méditerranée, mais progressive-

ment toutes les mers du monde. Qui a vu Corfou, qui a vu aujourd'hui comprendre ce que je veux dire. Les nouveaux domaines de loisirs que nous devons explorer ce seront, par exemple, la randonnée et le deltaplane.

— Comment voyez-vous votre avenir ? La politique vous tente-t-elle ?

— De la politique, j'en fais tous les jours, mais je n'ai pas besoin de la politique politique. Je vais avoir soixante ans. Les lois de mon pays prévalent que la retraite commence à soixante-cinq ans. Après, j'essaierai de vivre le plus possible, car mon ambition a toujours été de créer l'instant. J'imagine que, au moment de la mort, on voit défiler les vingt ou trente instants qui ont compté dans sa propre existence. Ce sont ces vingt ou trente sensations qui comptent pour moi et pas ce bureau, ce fauteuil, les biens en général pour lesquels j'éprouve un peu de mépris.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

#### EN BREF...

« Augmentation de capital à la Compagnie internationale des wagons-lits. Le capital social de la Compagnie internationale des wagons-lits a été augmenté par création et émission de 519 493 actions d'une valeur de 500 F belges chacune (72 F environ). C'est la décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société récemment réunie à Bruxelles qui fait apparaître des ventes du secteur touristique en augmentation de 30 %.

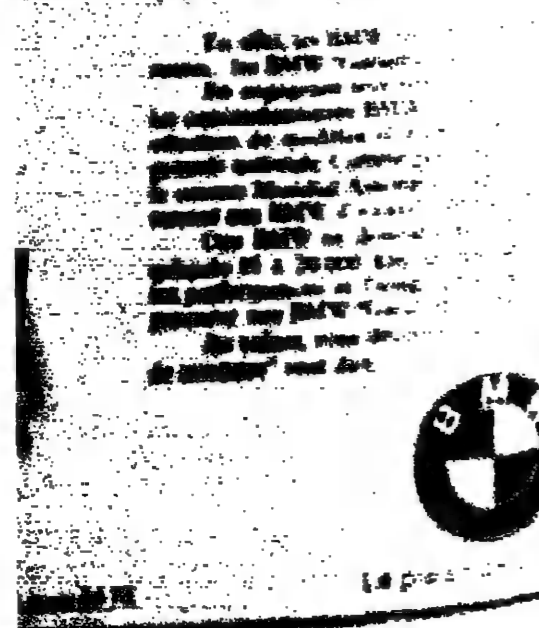
« Espaces » nouvelle formule. — La revue « Espaces » prend un nouveau départ. Tout en demeurant rédacteur en chef, son propriétaire, M. Pierre Defert, a cédé ses titres à une équipe de professionnels et d'universitaires concernés par les problèmes du loisir et du tourisme. Le directeur de la publication est M. Yves Reynouard. Au sommaire du numéro du mois de juin : mini-mesures pour le Sud-Ouest ; un exemple espagnol de dégradation par le tourisme ; camping en pleine mutation ; repenser les équipements sociaux et familiaux.

(\*) Espaces, 2, rue Camille-Tahan, 75018 Paris. Tél. : 522-58-15. Abonnement : 180 F (taxe ab.).



(Dessin de PLANTU.)

Garantie on BMW". s en dessous la vérité.



## PANORAMA IMMOBILIER

**La Foncière AMBROGGI**  
Sous le ciel le plus pur d'Europe  
vend des terrains prêts à bâtir de 600 à 1 000 m² avec toutes commodités, tout à l'égout.  
Renseignements : Mme Louis COTTIN 10, boulevard Péret, 13006 MARSEILLE  
Tél. (01) 77-22-46

**A FORCALQUIER**  
Alpes de Haute-Provence  
vend des terrains prêts à bâtir de 600 à 1 000 m² avec toutes commodités, tout à l'égout.  
Renseignements : Gérard JACQUARD, 5, place du 11P, 28000 QUIMPER  
(02) 52-32-25 / 87.00.55

**BAIE de ROSAS / 35 Kms Frontière**  
T.2.....79000 ff  
Bungalow F.2.....91000 ff  
Terrain avec amares 10 m.....94000 ff  
Villa avec terrain.....145000 ff  
Prix indicatif au 1/5/80  
Renseign. retourner ce bon à :  
FUNDAMENTA, Place San Pedro 4  
ROSAS (Prov.Gerona) ESPAGNE  
Tél.(19)34.72 / 25.68.54

**Chez vous à Valmorel**  
(0400 m d'altitude)  
Un magnifique domaine skiable en hiver, des loisirs variés en été : balades, tennis, piscine, tir à l'arc, etc.  
Trois formules d'achat en toute sécurité :  
La Copropriété Traditionnelle : vous venez quand vous voulez.  
La Copropriété Conventuelle : vous venez à des périodes choisies par vous à l'avance, le reste du temps vous assure un revenu garanti.  
La Copropriété "Investissement Financier" : vous confiez la gestion de votre bien à la Société qui vous assure un revenu garanti par banque.  
Alpes Réservations, 58, rue Maurice Ripache, 75014 Paris. 545.67.80.

**SUR LA COLLINE DE PASSY**  
Des appartements avec terrasses ou jardin et vue sur Seine  
Du 2 au 5 pièces et duplex  
37, rue Raynaud, 75016 PARIS  
288.31.41 — 288.36.43

Nom.....  
Adresse.....  
Location—Villa / Appartement

Renseignements MULTIMEDIA. 277-82-00.







Le Monde

Société

JUSTICE

FAITS DIVERS

L'AFFAIRE DE BROGLIE

Deux députés de l'opposition ont entendu l'inspecteur Roux en présence d'un huissier

L'inspecteur Michel Roux de la 10<sup>e</sup> brigade territoriale a beaucoup de choses à dire. Jusqu'à présent, la commission spéciale chargée d'examiner la demande de comparution de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de justice avait refusé de l'entendre, du moins pour ce qui concerne les commissaires appartenant à la majorité. Mercredi 3 juillet, deux commissaires de l'opposition, MM. Pierre Joxe, du parti socialiste, et François Masurel, du Mouvement des radicaux de gauche, ont recueilli sa déposition à l'Assemblée nationale, en présence d'un huissier. Celle-ci sera communiquée à la commission le 10 juillet, lors de sa prochaine réunion au cours de laquelle M. Gérard Longuet (U.D.F.), rapporteur, présentera une première synthèse des travaux. En attendant cette date, les représentants du groupe socialiste à la commission ne feront aucune déclaration, précisant dans un communiqué. M. Longuet estime que la procédure utilisée par les socialistes est

destinée à placer la commission devant le fait accompli afin de la faire bouger dans un sens où elle ne veut pas aller. Il s'agit d'autre part, favorable à l'audition de M. Chevalier.

M. Philippe Seguin, député (R.P.R.) des Vosges, également membre de la commission, a évoqué l'affaire de Broglie à Epinal, jeudi 3 juillet, nous signale notre correspondant en ces termes : « J'ai l'impression que M. Roux ne nous apporte rien dans le domaine qui est de notre compétence. En revanche, c'est une anathème pour l'opposition que de pouvoir continuer à faire valoir à tort que nous empêchons de faire éclater la vérité. Cela dit, compte tenu de la campagne qui se développe aujourd'hui, j'en arrive à me demander, dans le soubord de dégonfler la bande — même si c'est précisément pour démontrer que c'est hors sujet, — s'il n'y aurait pas lieu d'entendre l'inspecteur Roux. »

L'étouffoir

hauts responsables de la police est prénée pour le 3 juillet. Elle sera décisive quant aux conclusions que M. Chevalier donnera sur le rôle de la police et les conditions dans lesquelles elle a mené l'enquête dans cette affaire, après mais aussi avant le meurtre. Il y a, en effet, de sérieuses contradictions entre les informations de cet inspecteur et celles de ses supérieurs, sans parler, bien sûr, de celles entre MM. Jean Duret et Guy Floch, le premier juge d'instruction du dossier.

Ecrouement

Aujourd'hui, l'inspecteur Michel Roux, âgé de quarante-huit ans, dit « écorché », a été entendu par la commission spéciale de la Haute Cour de justice. Non seulement il a dit les rapports prévenant sa hiérarchie des risques que courrait Jean de Broglie, mais il a donné verbalement un certain nombre d'informations, et notamment les noms de Bernard André et de Simon Kolkowicz, qui avaient été présentés pour le contrat à MM. Roger Foubin, sous-directeur à la police judiciaire, et Jean Duret, directeur, savants et il n'était pas les seuls. « La brigade de recherche et d'interception (amalgam) dirigée à l'époque par le commissaire Marcel Leclerc, savait aussi, dit-il, l'en paraître régulièrement avec trois des hommes composant le groupe de l'inspecteur René Flouy, chargé de la filature », ajoute l'inspecteur Roux. Ce groupe avait pris en filature Bernard André et Simon Kolkowicz, officiellement pour une affaire de tableaux volés, ce qui est exact. Mais le 24 novembre l'affaire des tableaux volés fut écartée et les filatures continuèrent, néanmoins après cette date.

C'est ce même jour que le groupe Flouy et une équipe de la dixième B.T. se retrouvèrent en train de « filer » les mêmes hommes devant le restaurant Chez Simone, rue de Maubourg à Paris, et retournèrent Guy Simon, le policier du commissariat de la Défense. L'I.G.S. (Inspection générale des services), la « police des policiers », fut alertée. Aucune mesure cependant ne fut prise contre lui, bien que l'inspecteur Roux ait dit en haut lieu qu'il était au centre des menaces pesant contre le député de l'Eure. Ce policier a toujours bénéficié de mystérieuses protections. Pour quelles raisons ?

Après cette date, affirme l'inspecteur Roux, la B.T. demanda à plusieurs reprises où en était le projet de meurtre de Jean de Broglie. Mais son informateur, Albert Leyris, qu'il continuait cependant à voir, ne lui disait plus rien.

Si la B.T. était au courant, ce que le commissaire Marcel Leclerc nie, ce n'était cependant pas le seul service de police à connaître ce qui se tramait contre l'ancien négociateur des accords d'Évian. Comment expliquer, toujours selon l'inspecteur Roux, qu'une voiture des renseignements généraux l'ait « filé » lui et ses amis de la brigade de la voie publique pendant plusieurs jours, alors qu'il suivait ceux qui se révélèrent plus tard être les protagonistes de l'assassinat. Un assassinat dont le projet était un secret que bon nombre de troupes du milieu parisien étaient informées du « contrat » à accomplir.

La Chevrolet

C'est à se demander comment la police, alors que le ministre de l'Intérieur a dit et répété qu'elle était la meilleure du monde, peut encore prétendre qu'elle ne savait pas, que c'étaient des informations « fantaisistes ». A cette surabondance d'indices, il faut notamment ajouter le fait qu'Albert Leyris s'est trouvé sur place lors de certaines des tentatives d'assassinat, et d'après M. Guy Floch, dans sa déposition à M. Chevalier, ait « à chaque fois rendu compte à son informateur ». L'inspecteur

Roux raconte même que quelques jours avant le meurtre, Albert Leyris lui a fait faire un tour dans sa 2 CV à proximité du domicile de Jean de Broglie, rue Adolphe-Ton, à Paris-16<sup>e</sup>, et lui a montré une Chevrolet garée dans une rue voisine, avenue Henri-Martin, en lui indiquant qu'elle devait servir « à arracher » le meurtre une fois le contrat rempli. Cette Chevrolet avait été volée à M. François Archiguy, à Saint-Germain-en-Laye, lequel contactait d'ailleurs Simon de Varga. Elle a effectivement été ramassée par la police après le meurtre (Le Monde du 14 mars) et emmenée.

Ces éléments rassemblés, comment la police peut-elle encore nier l'évidence, d'autant que des écoutes téléphoniques ont été effectuées et que celles-ci ne peuvent être accordées que par les responsables du ministère de l'Intérieur ? Alors, pour quelles raisons tant de mensonges, pour quels motifs tant de négligences ? La est toute la question. On ne veut couvrir une bavure ou un mobile inavouable ou les deux à la fois ? Cette affaire a été apportée aux policiers pratiquement sur un plateau par Albert Leyris, ce petit malfaiteur en quête de réhabilitation. Non seulement on ne lui a pas donné ce qu'on lui avait promis, mais on ne s'est pas servi de ses renseignements qu'il avait fournis. Faut-il mettre cela sur le compte de l'impertinence ? Pratique, répondront certains, fautive, d'autres, On a mis beaucoup trop de zèle à fabriquer « un mobile officiel » alors que les pistes sérieuses ont été négligées, notamment celle du trafic d'armes avec le Moyen-Orient. Mais l'effort est en train de se soulever lentement, malgré les menaces qui pèsent sur ceux qui se décident à en parler. Arrivera-t-on jamais un jour à tirer au clair cette affaire, qui laisse maintenant apparaître au grand jour quelques aspects peu éblouissants du monde de la politique qu'a si bien servi la police que l'on dit au service de l'Etat et de la justice ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

La plainte de M. Poniatowski contre quatre journaux. — La première chambre civile du tribunal de Paris a décidé, au mois de septembre ou d'octobre, si elle est contentée dans les procès en diffamation intentés par M. Michel Poniatowski contre le *Canard enchaîné*, *Reporte*, le *Quotidien de Paris* et *l'Espresso*, à qui l'ancien ministre de l'Intérieur reproche de l'avoir mis en cause à propos de l'affaire de Broglie. M. Poniatowski s'était désisté de ces instances civiles. Des informations judiciaires visant les articles de presse incriminés ont été ouvertes au pénal, le 16 juin dernier, par le parquet du tribunal de Paris. Mercredi 2 juillet, les avocats de la défense ont demandé au tribunal civil, au lieu de faire droit purement et simplement à ces désistements, qu'il statue sur les conclusions qu'ils avaient déposées pour contester la compétence de cette juridiction. M. Poniatowski ayant été mis en cause en sa qualité d'ancien ministre de l'Intérieur et devant, à leurs yeux, comparaître devant une juridiction pénale.

Nouvelle demande de mise en liberté de Guy Simon. — D'après le *Canard enchaîné*, le 20 décembre 1976, pour complétude dans l'assassinat de Jean de Broglie, l'ex-inspecteur de police Guy Simon a été déposé par l'intendement de M. Roland Dumas, une nouvelle demande de mise en liberté auprès de M. André Chevalier, président de la chambre d'accusation du tribunal de Paris. Celle-ci l'avait débouté le 9 mars dernier d'une première requête en fausse valeur que l'inculpé, détenu depuis le 20 septembre 1976, fissurait, s'il était libéré, de faire pression sur les témoins. Cette deuxième requête sera examinée le 9 juillet. M. Dumas estime que l'affaire ne pourra pas être évoquée devant la cour d'assises avant la fin de l'année 1981.

LA CHAMBRE D'ACCUSATION LÈVE LES MESURES DE CONTRÔLE JUDICIAIRE PRISES A L'ENCONTRE D'ELF

(De notre correspondant.)

Reims. — Dernier épisode en date du litige qui oppose depuis plus de quatre ans la Société Mitchell, spécialisée à Reims dans le commerce des produits pétroliers à la société Elf-France, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims a ordonné jeudi 3 juillet mainlevée des mesures de contrôle judiciaire prises le 30 mai dernier par M. Jacques Lefort, juge d'instruction, à l'encontre de sept cadres de la société Elf (Le Monde du 23 mai).

Ceux-ci restent cependant toujours incriminés de majoration illicite des prix, tromperie sur la quantité de produits livrés, refus de vente et actions ayant eu pour but de fausser le jeu naturel de l'offre et de la demande. Jusqu'à la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel qui a levé les mesures de contrôle judiciaire, les sept cadres incriminés depuis novembre 1977 (juillet 1978 pour l'un d'eux) étaient tenus de ne pas quitter le territoire métropolitain sans l'autorisation préalable du magistrat instructeur. Ils avaient dû verser chacun une caution individuelle de 500 000 francs, ce qu'avait fait la société Elf-France à leur place. M. Lefort avait rejeté fin mai la levée de ces mesures jugées « injustifiées » par les inculpés.

Sans porter une telle appréciation, les magistrats de la chambre d'accusation ont notamment insisté sur le fait qu'il n'a pas été tenu compte de la situation des inculpés pour déterminer le montant des cautions et qu'en second lieu ces sept cadres de la société Elf offraient satisfaction de garanties de représentation « pour que l'on ne craigne pas leur départ, sinon leur fuite à l'étranger. » — H. P.

La prison à quatorze ans

Yann, quatorze ans, est en prison depuis le 21 juin. Il se trouve au centre des jeunes délinquants de la maison de détention de Vieux-Moréas (Saône). Le 18 juin, entre 10 et 11 heures du soir, il jouait avec son frère cadet, Marc, douze ans et demi, au pied de leur B.I.M. de Bagneux, dans la banlieue sud de Paris. Les sœurs du centre commercial de Port-Galand leur servaient de garde-manger. Yann, une maladresse lui a fait heurter la vitrine d'une droguerie ; celle-ci s'est fêlée et il s'est cassé une dent. Après avoir été traité par le policier, Yann a introduit cette torche dans le magasin.

La droguerie a brûlé. Les secours sont arrivés. Une voisine, semble-t-il, a reconnu Yann parmi les quatre garçons observant l'incendie. Le lendemain, les policiers sont venus l'arrêter. Après plusieurs interrogatoires, Yann — un jeune très peu affirmé qui paraît douze ans — avoue. Il confirme ses déclarations devant Mme André Jumeau, juge au tribunal de Nanterre, et il est inculpé d'incendie volontaire, une infraction qualifiée de crime. Dans ces conditions, son incarcération n'est pas limitée à dix jours maximum, comme c'est le cas en matière correctionnelle. C'est chose courante au tribunal de Nanterre (Le Monde du 12 février). Yann est le fils d'une famille ouvrière de cinq enfants. Une famille bretonne non pas marginale mais « caracnée », disent les services sociaux.

M. Claude Jacquelin, trentetrois ans, employé à l'office d'H.L.M. de la ville de Paris, a été condamné, le mercredi 2 juillet, par la dixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris à deux mois d'emprisonnement, dont un avec sursis. M. Jacquelin était poursuivi pour « violence à agents ». Il était accusé par trois gardiens de la paix d'avoir jeté l'un d'eux contre une voiture en stationnement le mardi 30 mai après les incidents de Jussieu (Le Monde du 27 juin).

En marge de l'affaire de Bruy-en-Artois. — La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a confirmé, mercredi 2 juillet, les condamnations par défaut à 3 500 francs d'amende et 1 franc de dommages et intérêts prononcées le 30 décembre 1978 contre M. Pierre Leroy et son épouse, accusés de complétude de diffamation envers M. Henri Pascal, premier juge d'instruction au tribunal de Beaune, dans l'affaire du creux de la jeune Brigitte Deweyre (Le Monde, 1<sup>er</sup> décembre 1978). Les époux Leroy avaient reproché à M. Pascal de s'être montré « partial » et « déloyal » au cours de l'instruction.

Toujours des contrôles, mais pas de résultats

« Rien de nouveau. » Que ce soit du côté des enquêteurs ou de celui de la famille de M. Michel Maury-Larivière, enlevé voici bientôt une semaine, c'est toujours le même scénario à Confolens. Au cours de la journée du jeudi 3 juillet, gendarmes et C.R.S. ont repris les opérations de contrôle des routes de la région, mais sans plus de résultats que la veille. Quant à la raison de cette surveillance c'est M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, qui l'a donnée, le 3 juillet, à Paris, à l'occasion d'une conférence de presse, en indiquant qu'il s'agissait « moins, comme on le dit trop souvent, de mettre un obstacle à la remise de la rançon que d'empêcher les ravisseurs de pouvoir en disposer ».

Pour le reste, les autorités policières se montrent surtout soucieuses de convaincre l'opinion que si l'enquête en cours peine à percer le fait d'un détournement de coordination et d'entente entre les services qui y participent : Service régional de la police judiciaire (S.R.P.J.) de Bordeaux, Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.), et gendarmerie. A ce sujet, M. Honoré Gévaudan, directeur central adjoint de la police judiciaire, envoyé à Confolens, et M. Christian Bonnet, à Paris, ont assuré

que la coordination était « partielle ».

On pouvait, en effet, s'étonner que les opérations de contrôle et de blocage de la région de Confolens n'aient pas été entreprises aussitôt après l'enlèvement. En fait, lorsque la gendarmerie et la police furent informées de l'affaire, de telles opérations auraient été vaines, plusieurs heures s'étant écoulées depuis le moment où avait eu lieu le rapt. On notera encore un incident — mais considéré comme sans rapport avec l'affaire — qui s'est produit le 3 juillet à Paris : Mme Martine Maury-Larivière, épouse de M. Jean Maury-Larivière, frère de P.-D.G., enlevé, qui se trouvait dans la capitale, a été victime d'un vol à l'arraché à la station de métro Madeleine. Un inconnu, la bousculant et s'emparant de son sac, qui devait être retrouvé et dans lequel manquait seulement une somme de 100 F.

Le Leonardo-da-Vinci en flammes. — Le transatlantique italien de 33 340 tonnes Leonardo-da-Vinci a été très gravement endommagé par un incendie le 3 juin, à La Spezia. Le navire, construit en 1960, a assuré pendant plusieurs années la traversée de l'Atlantique nord avant d'être affecté aux croisières.

POLICE

Mécontentement chez les policiers parisiens au sujet de la réforme des horaires

Dans la police parisienne, les négociations sur les horaires de service sont au point mort. Les policiers estiment que « la réforme rétrograde imposée par l'administration » alors que les conséquences néfastes sur la vie professionnelle et familiale » de plus de vingt mille d'entre eux. L'administration a, en effet, le projet de modifier les horaires de travail qui ne seraient pas nécessairement accolés au jour de repos légal (Le Monde du 28 novembre 1979).

Lors d'une conférence de presse, quatre syndicats de la police parisienne ont exprimé leur mécontentement. Le S.I.P.N. (Syndicat indépendant de la police nationale) et la F.I.P.P. (Fédération professionnelle et indépendante de la police), ont exprimé le mécontentement des policiers, qui s'était déjà traduit, en mars, par une manifestation (Le Monde du 13 mars).

Reçu le 22 mai par M. Somville, préfet de police (Le Monde du 24 mai), les syndicats ont eu à leur disposition un contre-projet tendant à accorder aux policiers un repos de deux jours consécutifs tournants, projet auquel 90 % des policiers sondés favorables, selon un sondage effectué par le S.G.P. (Syndicat général de la police), organisation qui, malgré cela, n'est pas hostile au projet de l'administration.

Les nouveaux horaires avaient été mis en place, à titre d'essai, dans quatre arrondissements de Paris depuis mars. Et le 13 juin, l'administration faisait savoir qu'elle s'en tiendrait à cette formule. Une nouvelle rencontre avec M. Somville a eu lieu, le 30 juin dernier, chez qui les syndicats se sont rendus sans optimisme excessif.

Les récents attentats parisiens

M. MALLIARAKIS : le M.N.R. est victime d'une provocation policière.

M. Jean-Gilles Malliarakis, leader du Mouvement national révolutionnaire (M.N.R., extrême droite), a affirmé, jeudi après-midi 3 juillet, au cours d'une conférence de presse, que l'interpellation dont il avait fait l'objet, en compagnie de deux autres militants de son organisation et de huit membres de la Fédération nationale européenne (F.N.E.), avait été le résultat d'une insolente provocation policière. « Je suis un révolutionnaire, mais je ne suis pas un criminel », a-t-il déclaré. « Ni le M.N.R. en général ni moi-même n'avons aucune activité violente ou illégale. Toute implication du M.N.R. dans un attentat ou un acte de violence ne peut être que provocatrice et diffamatoire et sera traitée comme telle. (...) Dès le départ, il est clair que le M.N.R. n'a rien à voir avec tout cela. Néanmoins, on a cherché à l'impulser d'abord en nous arrêtant en même temps que des gens que nous nous refusons à classer par ailleurs. Et en nous collant sur le dos d'invasions de lettres anonymes ou inscriptions à la peinture. (...) On a voulu bétifier de toutes pièces un complot. (...) Cela se rattache à une campagne hystérique et odieuse, inspirée de l'étranger, qui tend à accablér le thème de l'antisémitisme des Français. » M. Malliarakis met en cause « des agents de l'Etat ».

ÉDUCATION

A Châlons-sur-Marne

CANDIDATS AU BACCALAURÉAT PAR PERSONNES INTERPOSÉES

Une tentative de fraude au baccalauréat a été découverte mardi 1<sup>er</sup> juillet au lycée Pierre-Bayen de Châlons-sur-Marne (Marne). Deux candidats de série A (philosophie-lettres) venus d'un établissement privé, l'Institut Notre-Dame d'Épernay, s'étaient fait remplacer par deux étudiants, dont l'un est inscrit à l'université de Nanterre (Paris-X). La fraude a été découverte après l'épreuve orale de mathématiques. Les fraudeurs ont eu recours à des cartes d'identité falsifiées. Trois semaines avant les épreuves, la division des examens du rectorat de Reims avait été avertie de risques de fraude par une communication téléphonique anonyme.

Identités des quatre jeunes gens n'ont pas été révélées, mais il s'agit d'étudiants de l'étranger de nationalité étrangère (deux Français, un Sénégalais et un Congolais). Le proviseur du lycée Pierre-Bayen a dû faire appel au commissariat de Châlons-sur-Marne afin de retrouver les fraudeurs et « de les faire avouer ». Des coups auraient été échangés avec le censeur. Une plainte a été déposée par le proviseur après une garde à vue de vingt-quatre heures.

Éducation

COURS MARTIALES A MONTPELLIER

titre de M. Gilbert de Chambrun

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

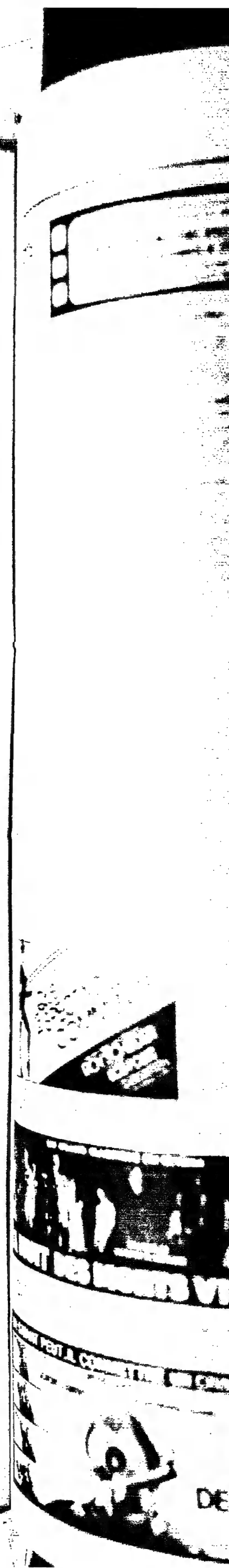
Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980. Le lycée de Chambrun, au 100 rue de la République, à Montpellier, a été inauguré le 3 juillet 1980.

■ MM. Guy Bernier, membre du bureau politique du F.C.P., responsable de la section des intellectuels de la culture et de l'éducation, Jack Ballo, Claude Marsaur, Emile Maret, membres du comité central, ainsi que des journalistes de « l'Humanité » et de « l'Évolution », — que dirige Guy Bernier — effectueront cet été une tournée : dans les grands festivals où ils sont habituellement présents (Argentan, Valp, Air-en-Provence...) et aussi dans des manifestations plus modestes (Oyon, Marignas, Alceux).



# SPECTACLES

POUR LES SALLES,  
VOIR LIGNES PROGRAMMES

10 DERNIÈRES

La presse  
et le public  
unanimement  
le plus fou de l'année

**ODEURS**  
prolongé à  
**BOBINO**



UN FILM DE WALTERIAN  
**BOROWCZYK**  
**LULU**  
D'APRÈS FRANK WEDEKIND  
Une film d'une beauté uniforme...  
Une tragédie du sexe...  
Robert Chaud - FRANCE 2002  
L'érotisme cinématographique au  
sens le plus digne.  
Léon Cœur - LE FIGARO  
Précieux et volontiers pervers.  
Robert Dreyer - LE FIGARO  
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

THEATRE EN ROND 387814

**HUIS CLOS**  
JEAN-PAUL SARTRE

8 dernières représentations  
exceptionnelles

**MEPHISTO**  
Le roman d'une carrière d'après Klaus Mann  
**THEATRE DU SOLEIL**  
Cartoucherie. 374 24 08

Jusqu'au 13 Juillet  
représentations: mercredi, jeudi, vendredi et  
samedi à 20h, dimanche matinée à 15h30

En V.O. : NORMANDIE - MONTE-CARLO - STUDIO SAINT-GERMAIN  
En V.F. : ABC - MISTRAL - LUMIERE - MONT-PARNASSE 83  
CLICHY-PATHÉ - FAUVETTE - MAGIC CONVENTION - NATION  
U.G.C. OPÉRA - CYRANO Versailles - TRICYCLE Asnières - ARTEL Clichy  
ARTEL Roissy - ARTEL Nogent - FRANÇAIS Enghien - PARINOR Anancy  
C 2 L Saint-Germain - VELIZY - ARIEL Reuil

**MALCOLM Mc DOWELL**  
est



**CALIGULA**



MALCOLM McDOWELL - TERESA ANN SAVOY - HELEN MIRREN - PETER OTOOLE  
CAULIA  
JOHN STENER - GUIDO MANNARI - PAOLO BONACELLI  
LEOPOLDO TRESTE - GIANCARLO BADESSI - MIRIAM D'ANGELO  
ADRIANA ASTI - JOHN CLEGG  
BOB GIBSON - FRANCO ROSELLINI  
TITO BRAS - ROBERTO GASTALDI - ROBERTO GASTALDI - ROBERTO GASTALDI

## théâtres

### NOUVEAUX SPECTACLES

Théâtre du Rond (387-78-30), 20 h. 30 : Huis clos.  
Hôtel de la Ville (341-41-45), 21 h. : Les Exploits d'Arlequin.

### Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-37-00), 20 h. : La Bohème.  
Comédie - Français (266-10-20), 20 h. 30 : Fort Royal (d'après).

### Les autres salles

Aire libre (332-78-78), 20 h. 30 : Dillie à deux.  
Dillie à deux (27-15-15), 20 h. 30 : Dillie à deux.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

### Vendredi 4 juillet

Théâtre des Quatre-Cent-Coups (232-30-50), 20 h. 30 : Pat papa.  
21 h. 30 : Les balcons blancs.

### Les comédies musicales

Antoine (306-77-71), 20 h. 30 : Ta bouche.  
Bouffes parisiens (266-60-30), 21 h. : Phil-Pil.

### La danse

Palais des Congrès (739-22-33), 20 h. 30 : La danse en bois d'été.

### Le music-hall

Bobino (332-74-54), 20 h. 45 : Ramon Ripina Odara.  
Crythe (332-74-54), 20 h. 45 : Christine Mondy.

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits  
aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillet (704-34-34), 15 h. : Ligne rouge 900, de H. Hawks ; 15 h. : Le patrimoine cinématographique français (films de L. Lumière, F. Seca, G. Chabrol, M. Linder, G. Orlé, G. Millaud) ; 21 h. : L'œuvre d'un digne, d'A. Hitchcock.

### Les exclusivités

ALBUM DE MARTIN SCORSESE (A. v.o.) : Épée de Bois, 9 (337-87-87).  
AMERICAN GIGOLO (A. v.o.) : 10 (337-87-87).

### LES FILMS NOUVEAUX

5 % DE RISQUE, film français de J. Poirault : Paramount-Mariavaux, 9 (337-87-87), Quartier Latin, 9 (337-87-87), Marignan, 9 (337-87-87), Saint-Lazare Pasquier, 9 (337-87-87), Olympia, 14 (337-87-87), Parnassien, 14 (337-87-87), Cambronne, 14 (337-87-87), Clichy-Patbé, 14 (337-87-87).

### UN VRAI SCENOCC

film américain de G. Reiner (v.o.) : Cluny-Scola, 9 (337-87-87), Elysées-Cinéma, 9 (337-87-87), Parnassien, 14 (337-87-87), U.G.C. Gare de Lyon, 14 (337-87-87), U.G.C. Opéra, 14 (337-87-87), U.G.C. Opéra, 14 (337-87-87), U.G.C. Opéra, 14 (337-87-87).

### LE COLLEGE EN FOLIE

film américain de G. Swindell (v.o.) : U.G.C. Danton, 9 (337-87-87), U.G.C. Danton, 9 (337-87-87), U.G.C. Danton, 9 (337-87-87).

### LE BATEAU DE LA MORTE

film américain de S. Howard et E. Greenberg (v.o.) : U.G.C. Opéra, 14 (337-87-87), U.G.C. Opéra, 14 (337-87-87), U.G.C. Opéra, 14 (337-87-87).

### GAUMONT COLISEE VO - GAUMONT LES HALLES VO - QUINTELETTE VO

7 PARNASSIENS VO - LA PAGODE VO - SAINT-LAZARE PASQUIER VO  
IMPERIAL VO - PARAMOUNT LA VARENNE



FRANCE ÉLISÉES V.O. - HUCHETTE V.O. - BERLITZ - MONT-PARNASSE 83  
HOLLYWOOD BOULEVARDS - GAUMONT CONVENTION - GAMBETTA - CLICHY-PATHÉ  
PATHÉ BELLE-ÉPINE Thiais

### UN GRAND CLASSIQUE DU CINÉMA

Danile "fantastique" jamais le cinéaste n'avait allé aussi loin... Il ne s'agit pas d'un film à l'ancienne, mais d'un film à l'avenir.

UN FILM DE GEORGE A. ROMERO

**LA NUIT DES MORTS VIVANTS**

MARIGNAN PATHÉ - PARAMOUNT MARIVAUX - CLICHY-PATHÉ - QUARTIER LATIN  
CAMBRONNE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUIER - OLYMPIC ENTREPOT  
AVIATIC Le Bourget - LE PÉREY Saint-Gervais

### UN SAVANT PEUT-IL COMMETTRE UN CRIME PARFAIT ?

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL

**5% DE RISQUE**

UN FILM DE JEAN POURTALE

GAUMONT Parnassien, BRUNO GANZ, JEAN-PIERRE CASSEL

AURORA CLÉMENT, JEAN-PIERRE CASSEL



# RADIO-TÉLÉVISION

## SPORTS

### TENNIS

#### Tournoi de Wimbledon

#### LE GRAND RETOUR DE JIMMY CONNORS ET DE CHRIS EVERT-LOYD

(De notre envoyé spécial)

Londres. — Björn Borg, qui s'est qualifié sans difficulté pour sa cinquième finale de Wimbledon, jeudi 3 juillet, aux dépens de l'Américain Brian Gottfried, réunit en sa personne tous les dons du champion des champions. Mais, comme la plupart des grands du sport, il a, en outre, le privilège d'être « chanteur ». Tandis qu'il n'a plus qu'à attendre tranquillement celui que le sort voudra bien lui opposer — ils sont deux encore à se rencontrer : Connors et McEnroe, qui paient les contre-dépenses de la semaine — l'Américain qu'il craignait le plus, Roscoe Tanner venant d'être éliminé. Immense soulagement pour Borg. Quand sur le Centre Court à midi, heure de ce quart de finale retardé, nous vîmes ledit Tanner écouter Jimmy Connors dans un premier set miraculeux (gagné 6-1) où il percutait ses premières balles de service comme au stand de tir, nous pensâmes un moment que nous allions vers une réédition pénible du match auquel nous avions assisté il y a quelques années en ces lieux mêmes. Mais le Connors de Wimbledon, âgé de 30 ans, n'a aucun rapport avec celui qui basagna à Roland-Garros jusqu'à se faire éliminer par Gerulaitis.

Qui se serait sorti à sa place de cette mousqueterie ? Nous nous le demandons. Car, à partir du deuxième set, nous avons retrouvé un tout autre homme : par la longueur inimaginable qu'il imprimait à ses balles de fond, par les retours foudroyants qu'il réussissait sur les balles-canons, par ses fléchions à la limite de mettre le genou sur l'herbe et la délivrance de toutes ses forces de riposte-déclat, ou de son propre impulsion profitant de celle de son adversaire, Connors nous rappela irrésistiblement le champion 1974 qui avait balayé Rosewall.

A ce train-là, le deuxième set (6-3) vint dans une poche à la vitesse grand V. C'est au milieu du troisième set, remporté 6-4 par Tanner, que les échanges furent les plus beaux. Après quoi, le thur d'élite commença à « arroser » et Connors, enlevant le quatrième set par 6-2, ne rata plus une occasion de le pourfendre au filet. Au cinquième set, ce fut mieux encore : Connors monta délibérément à la volée, ne laissant plus aucune chance à Tanner, et l'emportant une nouvelle fois par 6-2. Aucun tie-break, très peu d'égalités : comment, au rythme auquel les balles étaient frappées, aurait-ce été possible ?

#### Le charme après le nucléaire

Après ce tennis nucléaire, qu'autorise seulement la compétition sur herbe, l'apparition sur le Centre de Chris Evert-Lloyd, moulée dans une jolie robe sous-tachée de rose, allait apporter la note de séduction dont manquait le journal féminin au sommet. Depuis son mariage avec John Lloyd, « Chrissie » est adoptée par les Anglais : c'est dire que la foule, qui s'était déjà répandue en murmures de ravissement en la voyant si légère et si pimpante fouler le gazon, ne se fit pas faute de la soutenir tout au long du match.

En face d'elle, compagne dans une jupette sans coquetterie, musclée, et gauche comme Tanner, Martina Navratilova comptait bien renouveler sa victoire de la finale de l'an dernier, où elle avait battu son adversaire en deux sets (6-4, 6-0). Mais depuis qu'elle a remporté les Internationaux de Roland-Garros, Chris Evert-Lloyd a retrouvé le savoir de la domination totale. Martina Navratilova, qui n'était pas venue à Roland-Garros, ne pouvait pleinement se pénétrer de cette transformation.

Quand elle fut enlevée le premier set par 6-4, grâce à son jeu de volée, elle croyait certainement à la victoire qui lui ouvrait les portes de la finale, et sans doute d'un troisième triomphe consécutif. Mais celle qui fut de son côté deux fois championne — en 1974 et en 1976 — n'était nullement décidée à faciliter ses ambitions. A partir du deuxième set, quelle gagna (6-4) et durant tout le troisième set, elle alterna subtilement les lobs, les amorties et les passages-avant pour stopper les agressions toujours redoutables de son adversaire au filet. Puis elle monta à son tour à la volée, faisant subir à la grande Martine une pression ininterrompue et ralliant par 6-4 une victoire qui en fait, contre Evonne Goolbsong-Cawley, la favorite d'une finale de charme.

OLIVIER MERLIN.

#### LES RESULTATS

Simple messieurs. — Quart de finale : Connors (6-3, 6-2, 6-2, 6-2) bat Gottfried (6-3, 6-2, 6-2, 6-2). Simple dames. — Demi-finale : Chris Evert-Lloyd (6-3, 6-2) bat Martina Navratilova (6-3, 6-2, 6-2, 6-2).

### Vendredi 4 juillet

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 18 h Documentaire : Regardez sur le monde. Les Tourneurs du monde.
- 19 h Canada au poing. Nos costumes de la jungle.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Dramatique : Julien Fontana, magicien.
- Réalisation François Dupont-Midi, avec J. Morel, J. Sarras, E. Dandry.
- Sur le fait de la maison centrale où il est incarcéré, un prisonnier, Serge Marquigny, hurlé son témoignage. Julien Fontana, chargé de l'infirmerie, se trouve face à deux séries qui l'opposent.
- 22 h Châteaux de France : Blois.
- Série documentaire de J. Favier et J.-P. Cassabon-Thomaz.
- 22 h 45 Journal et cinq jours en Soirée.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18 h Récit A 2.
- La Fantôme de l'opéra, Milla Rose et Charles Magnat. Séances et Diabolo, Dino Roy.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 19 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 45 Émissions régionales.
- 19 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Winchester.

#### Le regard d'un enfant d'AMBERT (AUVERGNE) qui dénonce l'injustice d'un siècle de fer

### TOINO

par ANTOINE SYLVÈRE

Préface de Pierre-Jakez Hélias

TERRE HUMAINE PLOM

18 h 1. De sable et de sang, réal. Marcel Camus, avec P. Béraud, A. Bresson.

21 h 35 Apostrophes.

Avec le temps : « Testament phonétique » (Léo Ferré), « Fables-moi de Loulou » (Katherine Bernier), « La Bonne Étoile » (Jean Anglade), « Une polémique d'eau », dit-il (Gaby Segal), « Toinou, le cri d'un enfant auvergnat » (Pierre-Jakez Hélias).

22 h 55 Journal.

23 h Ciné-club (histoire au présent) : « Alliance, année zéro ».

Film allemand de R. Rossmann (1967), avec R. Moeschke, I. Blümel, E. Pittschau, F. Krüger, E. Gähner (vo. sous-titrés N.).

Les films de Berlin, où les récits de la guerre tentent de surmonter. Un garçon de douze ans, influencé par les théories nazies de son cousin fasciste, empêche son père malade, qui était pour la famille une bouche inutile.

Un film émouvant sur la situation de l'Allemagne vaincue et maudite, après Hitler. Style documentaire et regard humanitaire. Une rétrospective sur le siècle des apparences.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Tribune libre.

Les jeunes et l'expression artistique.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.

« L'été mystérieux » d'après Jules Verne : Titres en poche : Livres, disques et jeux pour l'été.

20 h 30 V 3. Le nouveau vendredi : Le croisière verte.

Une émission de Jean-Marie Cavada et Michel Toulmond.

La « moto morte » c'est la moto qui respire une limite de bruit (84 + 2 décibels), la « croisière verte », créée pour permettre aux adeptes de la moto de s'élever sur les petits chemins de France, le plus silencieusement possible et à un rythme calme, a été lancée du 25 au 28 juin sur un parcours qui va de Toulon à Sète. Un reportage sur cette traversée écologique ou presque.

21 h 30 Dramatique : « La Vierge d'Ille ».

D'après P. Maréchal. Scénario : J.-J. Bernard et R. Béraud. Avec P. Marchand, etc.

Un film sur un ami à venir admirer une très belle statue antique, celui-ci se rend compte qu'elle est une œuvre grecque sur tout le monde. Est-elle maudite ? Une adaptation d'une des très belles nouvelles fantastiques de Prosper Mérimée.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine. Thalassa.

#### FRANCE - CULTURE

18 h 30, Feuilleton : « Martin Eden », d'après J. London.

19 h 30, Les grandes œuvres de la science moderne : De la biologie à l'anthropologie.

19 h 45, Séances : Pierre Leroux.

21 h 30, Black and blue : Jazz et musique africaine.

22 h 30, Nuits magnétiques : Rappel.

#### FRANCE - MUSIQUE

17 h 30, Concert : « Le Corsaire » (Berlioz) ; « Concerto pour violon » (Tchaikovsky) ; « Concerto pour orchestre » (Brahms) ; l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit, avec Kyung Wha Chung, violon ; 19 h 30, Klokke.

20 h 30, Concert : « Ouverture pour une fête académique » (Brahms) ; « Musique pour orchestre » (Rudolf Steiner) ; « Symphonie n° 8 » (Tchaikovsky), par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Sergiu Celibidache.

21 h 15, Les Nuits d'été : Portraits par petites touches : « Sonate n° 7 » et « Sonate n° 8 » (Bach) ; « Sonate n° 1 » (Saint-Saëns) ; le Festival de Perpignan 1981 (Mozart) ; 0 h 15, Grandes œuvres - Grands interprètes (Haydn, Mozart).

### Samedi 5 juillet

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 45 Tennis à Wimbledon.
- 12 h 15 Le francophonisme.
- 12 h 45 La vie commence demain.
- Que faire en cas d'échec au bac ?

- 13 h Journal.
- 13 h 30 Le monde de l'accordéon.
- 14 h 45 Au plaisir du samedi.
- La petite maison dans la prairie ; 14 h 45, 15 h 15, 16 h 15, Festival pop ; 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, Temps X.
- 18 h L'homme de Tautavel.
- (Première partie).
- 18 h 55 50 minutes pour vous défendre.
- Actualité de la consommation d'essais comparatifs de l'INCA : le cidre et les lunettes de soleil.
- 19 h Trente millions d'âmes.
- Spécial concours abandonnés.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Numéro un : Denis Rousseau.
- 21 h 30 Série : Starry et Match.
- Le grand amour.
- 22 h 25 Série : C'est arrivé à Hollywood.
- Les grandes stars.
- Une émission sur les scènes du stégisme siècle et Hollywood : Shirley Temple, Alice Faye, Betty Grable, Jane Russell, Deborah Kerr, Shirley MacLaine.
- 22 h 50 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h La vérité est au fond de la mer.
- 12 h 15 Tour de France.
- 12 h 30 Émissions régionales.
- 12 h 45 Samedi et dimanche.
- 13 h 30 Document : La France vue du ciel. La Bretagne.
- 14 h Les Jeux du stade.
- Finale de tennis à Wimbledon.
- 15 h 15 Document : Moi aussi, je parle français. L'Académie.
- 15 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16 h 30 Émissions régionales.
- 16 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Les dossiers secrets : Deux morts à Toulon.
- Réalisation A. Boudet, scénario P. Desgranges, avec P. Clément, G. Gaudin, G. Christophe.
- Tragédie judiciaire du dix-neuvième siècle : le mensonge d'un commandant. Mathieu Piel, va la conduire à l'échafaud.
- 22 h 5 Variétés : Bravo.
- Comment Pierre Douglas amène Léon Zitrone, René Besson, Yves Besson, Raymond Poulidor, Jacques Chancel, Renaud et Amanda Lear à se « dévotier » d'une façon schizophrénique.
- 23 h Variétés : Show Vivian Reed.
- 24 h 35 Journal.
- Soirée brésilienne, en direct du Festival de jazz de Montreux.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 55 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes.
- « L'été mystérieux » d'après Jules Verne.
- 20 h 30 Reconstitution : « Ariquin poli par l'amour ».
- De Martigny. Mise en scène : P. Denel. En direct du Festival de Saintes.
- 19 h 45, 20 h 15, 20 h 45, 21 h 15, 21 h 45, 22 h 15, 22 h 45, 23 h 15, 23 h 45, 24 h 15, 24 h 45, 25 h 15, 25 h 45, 26 h 15, 26 h 45, 27 h 15, 27 h 45, 28 h 15, 28 h 45, 29 h 15, 29 h 45, 30 h 15, 30 h 45, 31 h 15, 31 h 45, 32 h 15, 32 h 45, 33 h 15, 33 h 45, 34 h 15, 34 h 45, 35 h 15, 35 h 45, 36 h 15, 36 h 45, 37 h 15, 37 h 45, 38 h 15, 38 h 45, 39 h 15, 39 h 45, 40 h 15, 40 h 45, 41 h 15, 41 h 45, 42 h 15, 42 h 45, 43 h 15, 43 h 45, 44 h 15, 44 h 45, 45 h 15, 45 h 45, 46 h 15, 46 h 45, 47 h 15, 47 h 45, 48 h 15, 48 h 45, 49 h 15, 49 h 45, 50 h 15, 50 h 45, 51 h 15, 51 h 45, 52 h 15, 52 h 45, 53 h 15, 53 h 45, 54 h 15, 54 h 45, 55 h 15, 55 h 45, 56 h 15, 56 h 45, 57 h 15, 57 h 45, 58 h 15, 58 h 45, 59 h 15, 59 h 45, 60 h 15, 60 h 45, 61 h 15, 61 h 45, 62 h 15, 62 h 45, 63 h 15, 63 h 45, 64 h 15, 64 h 45, 65 h 15, 65 h 45, 66 h 15, 66 h 45, 67 h 15, 67 h 45, 68 h 15, 68 h 45, 69 h 15, 69 h 45, 70 h 15, 70 h 45, 71 h 15, 71 h 45, 72 h 15, 72 h 45, 73 h 15, 73 h 45, 74 h 15, 74 h 45, 75 h 15, 75 h 45, 76 h 15, 76 h 45, 77 h 15, 77 h 45, 78 h 15, 78 h 45, 79 h 15, 79 h 45, 80 h 15, 80 h 45, 81 h 15, 81 h 45, 82 h 15, 82 h 45, 83 h 15, 83 h 45, 84 h 15, 84 h 45, 85 h 15, 85 h 45, 86 h 15, 86 h 45, 87 h 15, 87 h 45, 88 h 15, 88 h 45, 89 h 15, 89 h 45, 90 h 15, 90 h 45, 91 h 15, 91 h 45, 92 h 15, 92 h 45, 93 h 15, 93 h 45, 94 h 15, 94 h 45, 95 h 15, 95 h 45, 96 h 15, 96 h 45, 97 h 15, 97 h 45, 98 h 15, 98 h 45, 99 h 15, 99 h 45, 100 h 15, 100 h 45, 101 h 15, 101 h 45, 102 h 15, 102 h 45, 103 h 15, 103 h 45, 104 h 15, 104 h 45, 105 h 15, 105 h 45, 106 h 15, 106 h 45, 107 h 15, 107 h 45, 108 h 15, 108 h 45, 109 h 15, 109 h 45, 110 h 15, 110 h 45, 111 h 15, 111 h 45, 112 h 15, 112 h 45, 113 h 15, 113 h 45, 114 h 15, 114 h 45, 115 h 15, 115 h 45, 116 h 15, 116 h 45, 117 h 15, 117 h 45, 118 h 15, 118 h 45, 119 h 15, 119 h 45, 120 h 15, 120 h 45, 121 h 15, 121 h 45, 122 h 15, 122 h 45, 123 h 15, 123 h 45, 124 h 15, 124 h 45, 125 h 15, 125 h 45, 126 h 15, 126 h 45, 127 h 15, 127 h 45, 128 h 15, 128 h 45, 129 h 15, 129 h 45, 130 h 15, 130 h 45, 131 h 15, 131 h 45, 132 h 15, 132 h 45, 133 h 15, 133 h 45, 134 h 15, 134 h 45, 135 h 15, 135 h 45, 136 h 15, 136 h 45, 137 h 15, 137 h 45, 138 h 15, 138 h 45, 139 h 15, 139 h 45, 140 h 15, 140 h 45, 141 h 15, 141 h 45, 142 h 15, 142 h 45, 143 h 15, 143 h 45, 144 h 15, 144 h 45, 145 h 15, 145 h 45, 146 h 15, 146 h 45, 147 h 15, 147 h 45, 148 h 15, 148 h 45, 149 h 15, 149 h 45, 150 h 15, 150 h 45, 151 h 15, 151 h 45, 152 h 15, 152 h 45, 153 h 15, 153 h 45, 154 h 15, 154 h 45, 155 h 15, 155 h 45, 156 h 15, 156 h 45, 157 h 15, 157 h 45, 158 h 15, 158 h 45, 159 h 15, 159 h 45, 160 h 15, 160 h 45, 161 h 15, 161 h 45, 162 h 15, 162 h 45, 163 h 15, 163 h 45, 164 h 15, 164 h 45, 165 h 15, 165 h 45, 166 h 15, 166 h 45, 167 h 15, 167 h 45, 168 h 15, 168 h 45, 169 h 15, 169 h 45, 170 h 15, 170 h 45, 171 h 15, 171 h 45, 172 h 15, 172 h 45, 173 h 15, 173 h 45, 174 h 15, 174 h 45, 175 h 15, 175 h 45, 176 h 15, 176 h 45, 177 h 15, 177 h 45, 178 h 15, 178 h 45, 179 h 15, 179 h 45, 180 h 15, 180 h 45, 181 h 15, 181 h 45, 182 h 15, 182 h 45, 183 h 15, 183 h 45, 184 h 15, 184 h 45, 185 h 15, 185 h 45, 186 h 15, 186 h 45, 187 h 15, 187 h 45, 188 h 15, 188 h 45, 189 h 15, 189 h 45, 190 h 15, 190 h 45, 191 h 15, 191 h 45, 192 h 15, 192 h 45, 193 h 15, 193 h 45, 194 h 15, 194 h 45, 195 h 15, 195 h 45, 196 h 15, 196 h 45, 197 h 15, 197 h 45, 198 h 15, 198 h 45, 199 h 15, 199 h 45, 200 h 15, 200 h 45, 201 h 15, 201 h 45, 202 h 15, 202 h 45, 203 h 15, 203 h 45, 204 h 15, 204 h 45, 205 h 15, 205 h 45, 206 h 15, 206 h 45, 207 h 15, 207 h 45, 208 h 15, 208 h 45, 209 h 15, 209 h 45, 210 h 15, 210 h 45, 211 h 15, 211 h 45, 212 h 15, 212 h 45, 213 h 15, 213 h 45, 214 h 15, 214 h 45, 215 h 15, 215 h 45, 216 h 15, 216 h 45, 217 h 15, 217 h 45, 218 h 15, 218 h 45, 219 h 15, 219 h 45, 220 h 15, 220 h 45, 221 h 15, 221 h 45, 222 h 15, 222 h 45, 223 h 15, 223 h 45, 224 h 15, 224 h 45, 225 h 15, 225 h 45, 226 h 15, 226 h 45, 227 h 15, 227 h 45, 228 h 15, 228 h 45, 229 h 15, 229 h 45, 230 h 15, 230 h 45, 231 h 15, 231 h 45, 232 h 15, 232 h 45, 233 h 15, 233 h 45, 234 h 15, 234 h 45, 235 h 15, 235 h 45, 236 h 15, 236 h 45, 237 h 15, 237 h 45, 238 h 15, 238 h 45, 239 h 15, 239 h 45, 240 h 15, 240 h 45, 241 h 15, 241 h 45, 242 h 15, 242 h 45, 243 h 15, 243 h 45, 244 h 15, 244 h 45, 245 h 15, 245 h 45, 246 h 15, 246 h 45, 247 h 15, 247 h 45, 248 h 15, 248 h 45, 249 h 15, 249 h 45, 250 h 15, 250 h 45, 251 h 15, 251 h 45, 252 h 15, 252 h 45, 253 h 15, 253 h 45, 254 h 15, 254 h 45, 255 h 15, 255 h 45, 256 h 15, 256 h 45, 257 h 15, 257 h 45, 258 h 15, 258 h 45, 259 h 15, 259 h 45, 260 h 15, 260 h 45, 261 h 15, 261 h 45, 262 h 15, 262 h 45, 263 h 15, 263 h 45, 264 h 15, 264 h 45, 265 h 15, 265 h 45, 266 h 15, 266 h 45, 267 h 15, 267 h 45, 268 h 15, 268 h 45, 269 h 15, 269 h 45, 270 h 15, 270 h 45, 271 h 15, 271 h 45, 272 h 15, 272 h 45, 273 h 15, 273 h 45, 274 h 15, 274 h 45, 275 h 15, 275 h 45, 276 h 15, 276 h 45, 277 h 15, 277 h 45, 278 h 15, 278 h 45, 279 h 15, 279 h 45, 280 h 15, 280 h 45, 281 h 15, 281 h 45, 282 h 15, 282 h 45, 283 h 15, 283 h 45, 284 h 15, 284 h 45, 285 h 15, 285 h 45, 286 h 15, 286 h 45, 287 h 15, 287 h 45, 288 h 15, 288 h 45, 289 h 15, 289 h 45, 290 h 15, 290 h 45, 291 h 15, 291 h 45, 292 h 15, 292 h 45, 293 h 15, 293 h 45, 294 h 15, 294 h 45, 295 h 15, 295 h 45, 296 h 15, 296 h 45, 297 h 15, 297 h 45, 298 h 15, 298 h 45, 299 h 15, 299 h 45, 300 h 15, 300 h 45, 301 h 15, 301 h 45, 302 h 15, 302 h 45, 303 h 15, 303 h 45, 304 h 15, 304 h 45, 305 h 15, 305 h 45, 306 h 15, 306 h 45, 307 h 15, 307 h 45, 308 h 15, 308 h 45, 309 h 15, 309 h 45, 310 h 15, 310 h 45, 311 h 15, 311 h 45, 312 h 15, 312 h 45, 313 h 15, 313 h 45, 314 h 15, 314 h 45, 315 h 15, 315 h 45, 316 h 15, 316 h 45, 317 h 15, 317 h 45, 318 h 15, 318 h 45, 319 h 15, 319 h 45, 320 h 15, 320 h 45, 321 h 15, 321 h 45, 322 h 15, 322 h 45, 323 h 15, 323 h 45, 324 h 15, 324 h 45, 325 h 15, 325 h 45, 326 h 15, 326 h 45, 327 h 15, 327 h 45, 328 h 15, 328 h 45, 329 h 15, 329 h 45, 330 h 15, 330 h 45, 331 h 15, 331 h 45, 332 h 15, 332 h 45, 333 h 15, 333 h 45, 334 h 15, 334 h 45, 335 h 15, 335 h 45, 336 h 15, 336 h 45, 337 h 15, 337 h 45, 338 h 15, 338 h 45, 339 h 15, 339 h 45, 340 h 15, 340 h 45, 341 h 15, 341 h 45, 342 h 15, 342 h 45, 343 h 15, 343 h 45, 344 h 15, 344 h 45, 345 h 15, 345 h 45, 346 h 15, 346 h 45, 347 h 15, 347 h 45, 348 h 15, 348 h 45, 349 h 15, 349 h 45, 350 h 15, 350 h 45, 351 h 15, 351 h 45, 352 h 15, 352 h 45, 353 h 15, 353 h 45, 354 h 15, 354 h 45, 355 h 15, 355 h 45, 356 h 15, 356 h 45, 357 h 15, 357 h 45, 358 h 15, 358 h 45, 359 h 15, 359 h 45, 360 h 15, 360 h 45, 361 h 15, 361 h 45, 362 h 15, 362 h 45, 363 h 15, 363 h 45, 364 h 15, 364 h 45, 365 h 15, 365 h 45,





Le Monde

# équipement

## TRANSPORTS

### CRISE DE L'AVIATION COMMERCIALE

#### Laker s'attaque à l'Europe

Sir Freddie Laker, l'inventeur du « train du ciel » entre Londres et New-York, envisage d'exporter en Europe sa formule de vols à services réduits et à petits prix. Hôte de l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (A.J.P.A.E.), il a confirmé son choix en faveur d'une politique du « ciel ouvert ».

Cet homme a du tempérament. Les autres parlent d'évolution : lui veut « faire la révolution dans le transport aérien ». Sir Freddie convient que, pour mener ce combat, il est « un peu seul ». Qu'importe ! « Le public m'aime », dit-il.

A l'écouter, tout paraît se réduire à des réflexions de bon sens. « Libre à chacun d'exploiter des avions s'il en a les moyens, affirme-t-il. On choisit bien sa femme, sa maison, etc. ». Optimiste invétéré, l'homme d'affaires britannique s'emploie ainsi à vanter les mérites d'un libéralisme conquérant. « Je perds une fois, deux fois, mais au bout du compte je finis toujours par gagner », avoue-t-il après trente-trois ans de carrière aéronautique.

L'inventeur du « train du ciel » a aujourd'hui pignon sur piste. Il « tourne » avec dix-huit appareils, dont onze avions gros porteurs D.C. 10-30. Il a passé commande de dix Airbus A-300 : le premier exemplaire lui sera livré au mois de décembre prochain. Lors du dernier exercice, Laker Airways a transporté environ 1,3 million de passagers, dont 530 000 sur le réseau de l'Atlantique nord, ce qui la place au huitième rang des trente compagnies qui desservent cette « voie royale ».

Hier, New-York puis Los Angeles. Aujourd'hui, Miami. A l'automne prochain, Hong Kong. Plus tard, peut-être, l'Australie et l'Europe. Sir Freddie ne veut pas s'arrêter en si bon chemin. « Les bilans de ma société ne se sont jamais soldés par un déficit », souligne-t-il. « Malgré un arrêt d'exploitation de trente-sept jours des DC-10 après la catastrophe de Chicago, l'air même réussi, l'an dernier, à réaliser un bénéfice de 37 millions de francs ».

Avec la fougue qu'on lui connaît, cet entrepreneur peu ordinaire, qui prétend offrir à sa clientèle « une qualité de services au moins égale à celle des compagnies régulières », a entamé sa campagne d'Europe. Il demande l'autorisation de desservir trente-cinq villes au départ de Londres et de relier entre elles ces aéroports continentaux. Ce qui porte le nombre des combinaisons possibles à 688. « La politique du ciel ouvert profiterait à tout le

monde, explique-t-il. Si je fais un Paris-Rome, Air France peut faire un Francfort-Londres ».

Opposera-t-on une fin de non-recevoir à sa demande ? Il semble résolu, dans ce cas, à porter l'affaire devant la Cour suprême de son pays et la Cour européenne de justice. La réticence aux objectifs généraux du Marché commun le convainc du bien-fondé de sa démarche. « La loi est de mon côté », note-t-il. Si le traité de Rome a exclu la possibilité de définir une politique commune des transports aériens, c'est bien la preuve que les Etats membres n'ont pas souhaité réglementer ce secteur d'activité ».

#### La crise a bon des

La crise économique l'oblige-t-elle à différer son offensive ? Sir Freddie n'en voit pas la nécessité. « 1980 sera notre meilleure année », indique-t-il, nous transportons plus de 1,5 million de passagers, dont 800 000 à 1 million sur le réseau de l'Atlantique nord. « A quel bon engagement des frais de publicité ? Le public a déjà de Laker Airways l'image de la compagnie la meilleure marché du monde ».

Les compagnies régulières, Sir Freddie ne les ménage pas. A ses yeux, la crise de l'énergie a bon des. « Ce n'est, à son avis, que la moitié du problème. Si mes concurrents au sont là aujourd'hui c'est parce que, dit-il, ils ont trop longtemps appliqué des tarifs commerciaux injustement dans le seul but de me tuer ».

Par les temps qui courent, ce « chemin du ciel » se félicite de travailler comme un artisan. « Je suis l'unique actionnaire et je n'ai à mes côtés que quatre directeurs », raconte-t-il. Faut-il prendre une décision avec délai ? « On s'interrompt d'un bureau à l'autre et l'on règle l'affaire sur-le-champ ». Au diable les lourdeurs administratives des compagnies régulières.

L'inventeur du « train du ciel » serait-il donc en train de gagner son pari ? Il constate simplement que « dans toute compétition, un homme jeune et mince a davantage de punch qu'un homme bedonnant et mal entraîné ».

JACQUES DE BARRIN.

#### LE PRÉSIDENT D'ALITALIA REDOUTE QUE LA HAUSSE DES TARIFS NE FASSE FUIR LA CLIENTÈLE

Les voyages aériens, dans le proche avenir, tels que du moins vient de le dire M. Umberto Nordin, président d'Alitalia, paraissent de moins en moins réjouissants. Les passagers auront tout juste assez de place pour allonger les jambes et placer les bras sur des accoudoirs. Ils devront, avant de monter dans les avions, prendre avec eux leur panier-repas. Quant aux services des aéroports, M. Nordin les a qualifiés de « médiocres ». Et, pour tout cela, les passagers devront payer plus cher.

Selon le président d'Alitalia, les seuls moyens de réduire les tarifs seraient « de verser de grosses subventions aux compagnies aériennes, de faire la guerre aux pays arabes producteurs de pétrole, ou encore d'obliger les leaders syndicalistes et de demander aux gouvernements de fournir la gratuité des services des aéroports ».

M. Nordin prévoit que, dès cette année, les compagnies aériennes devront augmenter leurs tarifs entre 25 et 28 % « pour couvrir leurs dépenses ». En même temps, il reconnaît que de nouvelles hausses de tarifs aériens risquent d'entraîner une désaffection de la clientèle. « Jusqu'à présent, dit-il, nous ne nous sommes inquiétés que du point de rupture des tarifs, mais maintenant nous nous demandons jusqu'où nous pouvons aller. Il y a une limite à la hausse des tarifs et à la hausse des coûts ».

Pour le président d'Alitalia, les voyages reviennent aux transports de surface pour se déplacer à l'intérieur de l'Europe. Il ne croit pas que les promoteurs de vols bon marché, comme Sir Freddie Laker, pourront offrir une solution de remplacement. « Si vous faites seulement voler un avion d'un point à un autre, dit-il, vous pouvez, en effet, faire de l'argent, mais pas avec tout un réseau dont la capacité d'utilisation maximale ne sera que de 55 et 70 % ».

(Renter).

#### M. LE THEULE : l'Etat protégera ses transporteurs.

« Le transport aérien n'est plus aujourd'hui une industrie facile », affirme M. Le Theule, ministre des transports, qui a longuement évoqué, le jeudi 3 juillet devant le conseil supérieur de l'aviation marchande, la situation de ce secteur d'activité. S'interrogeant sur la manière de maintenir des domaines respectifs de compétence d'Air France et d'U.T.A., il a estimé que « les évolutions qui se sont produites depuis quinze ans ne nécessitent pas une remise en cause de cet état de fait », même si celui-ci oblige l'Etat à faire entre les intérêts de l'une et de l'autre des arbitrages parfois difficiles.

M. Le Theule a, d'autre part, préconisé la « double attitude » des pouvoirs publics vis-à-vis du trafic charter. « Le transport à la demande constitue un ferment de concurrence que je n'entends pas négliger », a-t-il indiqué. Mais, conscient de « ses dangers », le ministre se réserve de « ne l'utiliser que lorsque les compagnies régulières offrent une capacité de transport manifestement insuffisante, dans les périodes de l'année ».

Les relations aériennes intra-européennes peuvent apparaître comme insuffisamment harmonisées et grevées par des tarifs trop élevés. « Une telle constatation ne saurait, aux yeux de M. Le Theule, justifier certaines initiatives visant à faire intégrer le transport aérien dans les compétences de la Communauté européenne ». Il a confirmé que « le bilinguisme au niveau européen comme au niveau mondial est, pour la France, la seule issue ».

Cela dit, « le gouvernement encouragera les initiatives prises par certaines compagnies européennes dans le sens de gammes tarifaires mieux adaptées, associées à une simplification des services et à une réduction des coûts », a dit le ministre. « Dans ce sens, nous serons toujours prêts à négocier avec les transporteurs ».

## AUTOMOBILE

### FACE A LA CONCURRENCE JAPONAISE

#### M. Davignon est hostile à des mesures protectionnistes

Le commissaire européen à l'industrie, M. Etienne Davignon, est opposé à toutes mesures administratives de la Communauté pour protéger l'industrie automobile. Les mesures de protectionnisme, qu'il estime « défectueuses », ne seraient que des mesures de retardement. « L'industrie européenne ne peut pas compter sur la protectionnisme », a-t-il déclaré. « L'industrie européenne ne peut pas compter sur la protectionnisme », a-t-il déclaré. « L'industrie européenne ne peut pas compter sur la protectionnisme », a-t-il déclaré.

La réponse officielle de la Commission européenne au comité des constructeurs est plus modérée : celle-ci se borne à « prendre note » et rappelle qu'elle a déjà fait des démarches auprès des autorités japonaises pour leur faire part des préoccupations de la Communauté. Elle avait également averti les représentants de Tokyo et de Washington à Bruxelles de l'augmentation de la pression sur le marché européen d'importations de véhicules japonais sur le marché américain.

Le président Carter pourrait prendre une décision sur ce point, avant même le voyage qu'il doit effectuer au Japon, mercredi prochain. Il s'appuiera sur les conclusions d'un groupe de travail ministériel, réuni à cet effet, selon lequel, le maintien du flux des importations au niveau de l'an passé permettrait de redonner un emploi à quelque cent mille ouvriers américains de l'automobile. (Selon les statistiques syndicales, trois cent vingt-cinq mille ouvriers, soit 40 % des travailleurs du secteur, sont au chômage). Cette limitation de l'importation de véhicules japonais pourrait également bénéficier à la commission du commerce international d'accroître l'enquête qu'elle a commencée, à la demande du Syndicat des travailleurs de l'automobile, des Japonais portent préjudice aux constructeurs américains. Les conclusions de cette enquête pourraient être présentées au mois d'août, au lieu de décembre.

Les résultats annoncés par divers firmes automobiles illustrant bien l'ampleur de la concurrence face au Japon. Les ventes de Toyota sont en hausse de 21 % (15,6 milliards de dollars) et ses bénéfices après impôts de 31 % (636,4 millions de dollars). Le nombre de véhicules vendus s'élève à 3,35 millions, soit une hausse de 11 %.

Les exportations de voitures seules représentent 1 650 000 unités, en progression de 37 %. En Europe, alors que Volkswagen est modérément optimiste sur les chances d'augmenter son chiffre d'affaires en 1980, les pertes de Fiat-automobile se sont élevées, en 1979, à 97,2 milliards de lire et le président-directeur général a annoncé la nécessité de réduire la production de 30 %.

La filiale hollandaise de Volvo a décidé, en plus de mesures de chômage technique, de baisser de 11 à 13 % les prix de deux modèles afin de stimuler la vente. Chez British Leyland, les six mille employés de la division des véhicules commerciaux ont travaillé plus qu'une semaine sur deux jusqu'à ce que la demande redémarre. Aux Etats-Unis, enfin, la production automobile de janvier a été de 1 140 000 unités, soit une baisse de 29 % par rapport au premier semestre 1979 (3,41 millions d'unités contre 4,63 millions), et de 35 % pour le seul mois de juin.

En France, la C.G.T. a décidé de lancer une vaste campagne pour la défense de l'industrie automobile. Le prochain Salon de l'auto devrait être pour cette occasion un « grand moment de lutte dans l'entreprise et au niveau national ». M. René Lemer, secrétaire confédéral, a affirmé que les travailleurs devaient s'opposer à l'opération de démolition visant à supprimer cent mille emplois dans l'industrie automobile en Europe. Pour sa part, le syndicat CGT a annoncé qu'il s'efforcerait d'organiser un « sommet syndical » pour obtenir la réduction de moitié des importations de voitures japonaises en Europe.

## URBANISME

### Dans le douzième arrondissement de Paris

#### Un hôtel de trois cents chambres sur le toit de la nouvelle gare de Lyon

Un hôtel de trois cents chambres, près de quatre cents logements, des bureaux et des magasins seront construits au cours des prochaines années dans le quartier de la gare de Lyon, dans le douzième arrondissement, sur les emprises de la S.N.C.F. M. Jacques Chirac a présenté le vendredi 4 juillet, au cours d'une réunion de presse, ce projet qui sera soumis le 7 juillet aux édiles de la capitale lors de la séance du Conseil de Paris.

L'opération « Gare de Lyon-Bercy » couvre près de 15 hectares et intéresse la gare de Lyon proprement dite, la plateforme dégage au-dessus de l'ouvrage commun édifié par la S.N.C.F. et la R.A.T.P., le long de la rue de Bercy ainsi que la bande de terrain qui la prolonge jusqu'au carrefour avec le boulevard de Bercy. Elle est délimitée par le boulevard Diderot, la rue de Chalon et le boulevard de Bercy.

Le plan d'aménagement de cette zone utilise toute la plateforme, c'est-à-dire le « toit » de la gare commune S.N.C.F.-R.A.T.P.

#### BAHREIN RELIÉ À LA TERRE FERME ?

Bahrein (Renter). — Seize consortiums internationaux ont soumis des offres pour la construction d'une gigantesque chaussée qui relierait l'Arabie Saoudite à l'île de Bahrein.

Le ministre saoudien des finances, qui a lancé, pour ce projet, un appel d'offres international, a reçu une cinquantaine de propositions et annoncera, d'ici trois ou quatre mois, quelle société emportera ce marché de quelque 200 millions de dollars.

La construction de la chaussée, longue de 24 kilomètres, devrait débiter au début de l'an prochain et durer quatre à cinq ans. D'après une étude préliminaire effectuée en 1976, l'ouvrage projeté devrait comporter cinq ponts, quatre voies pour la circulation et deux voies de stationnement.

Le plan d'aménagement définitif de l'ensemble du quartier sera connu au mois d'octobre prochain avec la présentation de l'opération de rénovation du secteur Chalon, qui borde, de l'autre côté de la rue de Bercy, la gare de Lyon.

JEAN PERRIN.

## ENVIRONNEMENT

#### PROPRETÉ DES PLACES : LE BILAN DE « QUE CHOISIR ? »

La rédaction de « Que Choisir ? » a consacré son numéro d'été aux « Etranges », dix ans de survie et ne partage pas la satisfaction affichée par les responsables sur la propreté des places de la capitale du 4 juillet.

Sur trente-cinq communes, vingt-trois ont communiqué des résultats pour 1979. Devenir étant la seule à les avoir fournis complets. Selon « Que Choisir ? », « toutes communes ne se valent pas ». Les communes de Paris ont obtenu de bons résultats, mais certaines ont obtenu de mauvais résultats. Les communes de la banlieue ont obtenu de mauvais résultats, mais certaines ont obtenu de bons résultats.

Le dossier de « Que Choisir ? » comporte également un bilan de l'occupation du littoral et montre notamment comment les communes dirigées par des personnalités de la majorité (M.M. Olivier Guichard à La Baule, Yves Roques à Dinard, Jacques Médecin à Nice et Michel d'Ornano à Deauville) ne respectent pas mieux que d'autres les directives gouvernementales.

« Que Choisir ? » n° 133, juillet-août 1980, 7, rue Léonard-Bernard, 75011 Paris Cedex 18.

« Greenpeace : les Espagnols exterminent les baleines. — L'organisation Greenpeace, dont le navire est bloqué dans le port d'El Ferrol pour avoir tenté de s'opposer à l'activité des baleiniers espagnols, accuse l'industrie espagnole d'outrepasser les quotas qui lui ont été fixés par la commission baleinière internationale en juillet 1979, soit cent quarante-trois requins communs. Depuis le mois de juin, les chasseurs de baleines espagnols, qui travaillent en réalité pour les Japonais, auraient accru le rythme de leurs prises dans une proportion considérable.

**NOTE**

ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL ET SON ENVIRONNEMENT

**recherche URGENT**

**CHEFS D'ENTREPRISES**

**DIRECTEURS DE PERSONNEL**

d'entreprises européennes de 100 à 600 salariés ayant mis en œuvre

**HORAIRE ET AMÉNAGEMENTS**

**ORIGINAUX DES TEMPS DE TRAVAIL**

Objet : animation d'un séminaire à PARIS en septembre 1980

Remboursement des temps passés et frais

Répondre : G.P. VILLAIN - 246-92-08/302-44-11

**EMERAUDE & OR**

VENIR VOIR CES MERVEILLES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS : DE 2000 A 20000 F.

9, RD DES CARPINES - PLACE DE L'OPERA

**JACQUES TOUR**

VOTRE AMI JOAILLIER

500 من الدال

SOCIAL

Durée du travail : réactions très contrastées sur le projet d'accord

Les syndicats devaient recevoir, vendredi 4 juillet, le projet d'accord sur l'aménagement et la durée du travail, une dernière concertation officielle s'étant déroulée jeudi pour « figurer » et améliorer la rédaction de certaines clauses. Les organisations syndicales ont une semaine de délai jusqu'au 11 juillet, pour donner leur réponse — signer ou non.

La C.G.T. : un projet dangereux. Le bureau confédéral de la C.G.T. a communiqué, jeudi 3 juillet, l'analyse et la position de ses délégués à la négociation sur l'aménagement de la durée du travail. « Quelles que soient les formulations plus ou moins hypothétiques qui tenteront de la masquer, le projet que le C.N.P.F. a présenté est inacceptable et dangereux. La réduction affirmée de la durée du travail est un faux semblant. Echelonnée sur plusieurs années, elle concerne tout d'abord les heures supplémentaires, touchant les congés d'ancienneté, les arrêts pour maladie ou pour soins. La réduction de la durée du travail est un faux semblant, qu'elle ne s'applique qu'à un nombre très réduit de travailleurs. Elle sera d'autant plus insupportable que le projet ne donne les moyens de reprendre d'une main beaucoup plus que ce qu'il accorderait de l'autre par la suppression des heures supplémentaires. Le total des heures supplémentaires dont il prétend obtenir la libération, avec l'aval des syndicats signataires, est nettement supérieur à la libération du travail actuellement effectuée. Le texte du C.N.P.F. consacre un renforcement de l'autoritarisme patronal, à qui il reconnaît le droit de décider, en dernier ressort, donc arbitrairement. Et la C.G.T. trouve déplorable la précipitation de la C.F.D.T. à accepter une interminable séance de nuit et plus encore ses abandons successifs. Le C.N.P.F. : « un accord d'une ampleur exceptionnelle ». M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a déclaré, jeudi 3 juillet à France-Inter : « C'est un accord d'une ampleur exceptionnelle. Nous sommes le seul pays européen, je dirais même du monde, à avoir abordé à l'échelon national la discussion sur un nouvel aménagement du temps de travail et des réductions de temps de travail. » Il est possible de donner qua-

rente heures de repos supplémentaires qui représenteront pour beaucoup de gens, en 1983, la cinquième semaine et qui pourront déboucher dès l'année prochaine sur trois jours supplémentaires de congés, à une condition : c'est qu'on s'occupe largement de la manière dont les équipements fonctionnent dans les entreprises, qu'on revise l'aménagement du temps de travail, qu'on ait le courage de remettre en arrière sur un certain nombre de décrets, de lois, qui bloquent notre système actuel. (...) Nous sommes parvenus, dans les dernières propositions que nous avons faites, à un équilibre entre cette réduction et cet aménagement (...).

Pour les salariés, l'accord va permettre de donner une réduction sous forme de jours supplémentaires à tout le monde et de diminuer les heures de travail, notamment de ceux qui travaillent le plus et de ceux qui ont des travaux contraignants. Pour les salariés, c'est vraiment positif en terme de réduction (...).

La réduction du temps de travail est possible à condition que l'on change un certain nombre de choses, que, d'abord, les chefs d'entreprise aient une liberté totale d'initiative, un certain contingent d'heures supplémentaires.

ERRATUM. — Le titre de notre première édition datée du 4 juillet indiquait par erreur que les pourparlers reprendraient le 11 juillet entre patrons et syndicats. En fait, comme l'indiquait commenté des négociations, il n'y a eu que des consultations officielles entre partenaires sociaux, après l'arrêt officiel de la négociation, jeudi matin 3 juillet, en vue de mettre au point le texte final du projet d'accord. C'est leur réponse que les syndicats doivent donner au plus tard le 11 juillet. D'autre part, une erreur a été commise dans l'explication donnée sur les horaires variables : la nouvelle amplitude de ces horaires hebdomadaires sera de 37 à 43 heures (au lieu de 37 à 45 heures) et de 35 à 45 heures (et non 35,45).

UNE ENQUÊTE DE L'AFEC

Les perspectives de recrutement de cadres l'emportent sur celles de compression

Alors que, chaque mois, l'évolution de l'emploi se traduit par l'accroissement du nombre des chômeurs, les perspectives de recrutement des cadres apparaissent cependant moins sombres. C'est du moins ce qui ressort, pour le second semestre de 1980, de l'enquête de conjoncture que mène deux fois par an, depuis 1976, l'AFEC (Association pour l'emploi des cadres).

Cette enquête, réalisée auprès de 2160 entreprises employant 2472 000 personnes, dont 223 000 cadres, fait apparaître que le maintien des effectifs globaux est l'objectif des entreprises dans la plupart des secteurs. La diminution est souhaitée dans 21,6 % des entreprises et une augmentation dans 19,1 %. L'année dernière, les perspectives d'augmentation l'avaient emporté de peu sur celles de diminution, mais cette tendance s'est retournée.

En revanche, les projets des patrons sont plus favorables pour les cadres : 72,8 % n'envisagent pas de changement, 17,9 % prévoient une augmentation de leur nombre et 9,3 % une diminution.

Autres observations de l'AFEC : les entreprises préfèrent les jeunes diplômés dans les recrutements qu'elles envisagent, mais de façon beaucoup plus nuancée qu'à l'accoutumée. Alors que les cadres techniques de la production et ceux des services commerciaux ont eu à souffrir de la crise, ils ont eu à bénéficier de la conjoncture, cette dernière s'atténue : un tiers des entreprises en recrutent moins, mais, dit encore l'AFEC, les promotions internes sont généralement décidées au début de l'année et fléchissent dans le second semestre.

A Valenciennes AFFRONTEMENT ENTRE MANIFESTANTS DE LA SOCIÉTÉ FRANCO-BELGE ET LES FORCES DE POLICE

Lille. La perspective d'un indéfinissable dépôt de bilan de la société Franco-Belge, à Raimon (Nord) (le Monde du 3 juillet), a provoqué une manifestation jeudi après-midi. A l'appel de l'Association C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et C.G.C., un cortège s'est formé à la porte de Pusin. Mille cinq cents travailleurs environ se sont rendus à Valenciennes à 7 kilomètres de là, aux cris de « Franco-Belge vive » et « Aux exilés de la région ». Les manifestants entendaient se rendre devant la sous-préfecture qu'ils atteignaient peu avant 16 heures, au moment où une délégation de l'inter-syndicale en sortait après un entretien avec le sous-préfet, M. Maurice Joubert.

En dépit des appels au calme des responsables syndicaux, un groupe a forcé les grilles de la sous-préfecture, parvenant à gagner l'entrée de l'immeuble. Une brève mais vive échauffourée avec les policiers s'est alors produite. Un commissaire de police, M. Lénay, qui avait eu à subir un choc, a été blessé à la tête ainsi qu'un C.R.S. et un manifestant. Le calme est revenu aussitôt.

SACTIONS CONTRE DEUX ÉLECTRICIENS GRÉVISTES

LE SORT DE MANUFACTURE

Les syndicats tentent de mobiliser les salariés pour obtenir une aide immédiate de l'État

De notre correspondant

Les mille neuf cent cinquante salariés rescapés des crises successives de Manufacture attendent le choc. Dès la soirée de mercredi 2 juillet où à Paris se tenait une séance du conseil d'administration (le Monde du 4 juillet), les travailleurs se sont réunis sur les marches de l'entrée du cours Fauriel pour « venir aux nouvelles ». Une assemblée générale du personnel s'est tenue jeudi à 14 heures, apportant quelques précisions sur les trois événements importants de la journée parisienne : la démission du P.-D. G. M. Yvon Bédard ; le refus simultané de la MACIF et des pouvoirs publics d'aller plus loin dans leurs engagements financiers ; l'arrivée surprise de B. Bernard Tapie, le financier miracle. Manifestement, à Saint-Etienne la direction et les syndicats sont entrés dans une nouvelle phase d'attente. Et tout le monde semble persuadé que ce suspense est bien le dernier.

Saint-Etienne. — « Si le père Nimard voyait ce qu'il se passe dans la ville, il se tairait », a déclaré dimanche manifestant tout haut sa réprobation en voyant défiler, jeudi un millier de salariés de Manufacture. Si réveiller le fantôme du fondateur de l'entreprise ne pose pas les bases d'une solution, en revanche cette expression cueillie au vol sur le parcours silencieux d'un cortège exprime la lassitude des Stéphanois.

C'est dans ce climat difficile que les syndicats tentent de populariser leur nouveau et sans doute ultime combat. En essayant de désigner des responsables : péle-mêle, l'Etat, M. Michel Durafour, les syndicats et — nouveau venu — le comité d'expansion économique de la Loire, une émanation du conseil général, actionnaire à 30 % de la société nouvelle Manufacture. Pour éviter la baisse de combativité, une baisse au demeurant très compréhensible après trois ans d'incertitude et d'espoirs déçus, Mme Monique Garnier, porte-parole de l'inter-syndicale, a tenu à préciser : « Il ne faut pas relâcher notre action. Aidons-nous nous-mêmes en maintenant dans le calme, il faut garder le moral, notre entreprise peut vivre, les commandes le prouvent. » Le passage le plus apprécié de l'intervention de Mme Garnier fut celui concernant l'arrivée de M. Tapie : « Ne serait-elle combinée pour nous faire prendre patience en attendant que le gouvernement se décide à intervenir ? », interroge-t-elle.

L'objectif syndical est clair : le gouvernement doit aider à sortir de l'impasse par le biais d'une assistance immédiate de 10 millions de francs. Par quel moyen l'obtenir ? En montrant sa force. Comment prouver sa détermination ? En défilant, en scandant des slogans durs (« On ne peut pas casser »). Parmi les avertissements les plus significatifs, celui-ci accroché aux grilles de la préfecture derrière lesquelles des C.R.S. se tenaient prêts en cas de débordement : « Si l'on n'a pas l'aide du gouvernement, Manufacture creuse. Si Manufacture creuse, les fous de la Loire embrassent. Saint-Etienne et la préfecture. » Il est difficile d'évaluer la détermination de la base. Mais de recenser les partisans de la manière forte. Reste que les représentants du personnel ont fait une ouverture en affirmant que « notre bataille ultime n'est pas contre la liquidation ». Dans ce combat, pour obtenir une aide de l'Etat, les syndicats ont l'appui des conseillers régionaux, qui mardi en prévision de leurs travaux, ont voté une motion unanime réclamant « les aides prévues et si nécessaire des aides exceptionnelles pour assurer le maintien de l'activité de Manufacture ».

Le moindre paradoxe n'est pas de constater que les commandes arrivent à un rythme sans précédent. Les catalogues a été imprimé à près d'un million et demi d'exemplaires dont le tiers a été distribué gratuitement aux anciens clients. De son côté, le Chœur français se porte au mieux : en dix ans, sa vente est passée de quatre cent cinquante mille à six cent mille exemplaires. Une preuve concrète de la valeur de certains cadres qui ont su dénouer les problèmes.

C'est cette réalité complexe que M. Bernard Tapie doit découvrir vendredi au cours Fauriel. Il donnera quinze jours, week-end compris, pour faire un diagnostic. D'autres hommes providentiels étaient venus au chevet de Manufacture avant de repartir, effrayés par l'ampleur de la tâche. Pour sa part, M. Tapie devra compter avec les dirigeants en place. M. Blaise de Saint-Jest, directeur général, rappelle à qui veut l'entendre que « en dehors de l'entrée théâtrale de M. Tapie, nous ne sommes pas restés inactifs ». Ce qui signifie, semble-t-il, que dans le cadre d'une négociation, des contacts ont déjà été pris par les actuels dirigeants.

PAUL CHAPPEL.

CONJONCTURE

La « commission des suites » publie son rapport

La « commission des suites » (1), qui veille à l'application des recommandations émises par la Cour des comptes, vient de remettre son rapport annuel portant sur trente-trois dossiers examinés précédemment (2) par le sous-comité de la rue Cambon. Cette commission a recommandé au total deux cent dix-neuf mesures, dont les deux tiers ont déjà été suivies d'effet ou sont à un stade d'avancement proche d'une conclusion définitive, a souligné, jeudi 3 juillet, au cours d'une conférence de presse, le ministre du budget, M. Maurice Papon.

Sur les trente-trois dossiers examinés cette année par la commission, dix l'ont été pour la première fois : les autres l'avaient déjà été l'année précédente. La commission des suites veille à ne pas classer un dossier tant que

les mesures recommandées n'ont pas été suivies d'effet : elle peut ainsi reprendre un sujet plusieurs années consécutives. Parmi les affaires relevées précédemment par la Cour des comptes et reprises cette année, figurent notamment le cas de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales, celui de l'entretien des bâtiments de la Ville de Paris et celui de financement des hôpitaux publics par l'emprunt. Ces dossiers ne seront donc pas repris l'année prochaine. D'autres dossiers ont progressé : l'intervention de l'Etat dans la vie économique de l'armée. Nous analyserons au cours des prochains jours un certain nombre de « suites » publiées par la Commission.

(1) La commission internationale chargée d'examiner les suites à donner aux rapports publiés par la Cour des comptes, dite « commission des suites », est un organisme international qui réunit, sous la présidence du chef du service de l'inspection générale des finances, le directeur du budget, le directeur général de l'administration et de la fonction publique. Elle a disposé, en 1979, de vingt-sept rapporteurs à temps partiel, choisis parmi les auditeurs au Conseil d'Etat, les inspecteurs des finances et les inspecteurs de l'administration. Leur travail est coordonné par un rapporteur général.

(2) Ces « suites » portent sur le rapport de la Cour des comptes, en 1978, mais aussi sur les rapports des années précédentes.

La préparation du VIII<sup>e</sup> Plan

LE COMITÉ DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS SOULIGNE LA NÉCESSITÉ D'UNE « RECONQUÊTE » DU MARCHÉ INTÉRIEUR

La France doit écartier protectionnisme et dévaluation comme moyen de rétablir l'équilibre de sa balance des paiements, affirme le rapport du comité de l'économie internationale et des échanges extérieurs pour le VIII<sup>e</sup> Plan. Cette balance devrait accuser, en 1980, un déficit de l'ordre de 1 % du produit intérieur brut, soit environ 25 à 30 milliards de francs, à la suite du doublement — en francs constants — de la facture pétrolière, qui devrait atteindre 120 milliards de francs, selon les dernières estimations. La facture énergétique représenterait ainsi 58 % du PIB, contre 4 % en 1979 et seulement 1,7 % en 1973.

Le rapport du Plan préconise tout d'abord l'expansion des investissements miniers à l'étranger afin de réduire la dépendance en matières premières non énergétiques (5,8 milliards de déficit en 1979). Il souligne aussi la nécessité d'une « reconquête du marché français », notamment par les produits agricoles (certains agrumes, viande ovine et porcine, fruits et légumes), le bœuf, le cuir, les produits de la pêche et le tourisme. Quatrième exportateur mondial derrière les Etats-Unis, la R.F.A. et le Japon, la France doit faire un nouveau bond en avant.

par une concentration des concours financiers — publics et privés — sur les entreprises déjà exportatrices. « Il faut savoir persévérer dans les efforts », et leur accorder les aides publiques, quand ces grandes entreprises se trouvent en compétition avec des sociétés étrangères encore plus puissantes », estime le Plan.

Le taux d'usure prévu une détérioration de la situation en France

Un ralentissement très net du rythme de croissance française est apparu au cours du premier semestre 1980, écrit l'O.C.D.E. dans son rapport annuel sur la France. Les experts de l'O.C.D.E. prévoient une croissance de 2,5 % du PIB (produit intérieur brut), après 3,5 % en 1979.

Ce freinage serait provoqué par un ralentissement de la progression de la consommation des ménages (+ 2 % au lieu de + 3 %) mais surtout des exportations (+ 5 % contre + 8,5 %). Le chômage continuerait de s'accroître (+ 150 000 en 1980 par rapport à 1979) et atteindrait 6,5 % de la population active, contre 5,9 % l'année précédente.

LE TAUX D'USURE POUR LES PRÊTS D'ARGENT EST PORTÉ À 28,40 %

Le taux plafond que ne peuvent dépasser les prêts d'argent, familièrement appelé taux d'usure, a été porté de 23,36 % pour le premier semestre 1980 à 28,40 % pour le deuxième semestre 1980, selon l'avis publié par le « Journal officiel » du 3 juillet 1980. Ce taux plafond, prévu par la loi du 28 décembre 1966 est obtenu en multipliant par deux le taux de rendement moyen des obligations du secteur privé pour le semestre précédent, établi par l'INSEE et qui ressort à 14,20 % pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1980, marquée par une forte hausse des taux à long terme. On sait que les établissements bancaires se sont engagés à ne pas dépasser le taux de 24,80 %, essentiellement pour le crédit à la consommation (le Monde du 19 juin 1980).

LES INDUSTRIELS DE LA PHARMACIE JUGENT INSUFFISANTE LA HAUSSE DES PRIX DES MÉDICAMENTS.

L'augmentation de 5 % des prix des médicaments à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain (le Monde du 7 mai) ne satisfait pas les industriels de la santé. Pas plus du reste que les mesures d'assouplissement prises en mai dernier, applicables au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre prochain et dont M. Jacques Barrot, ministre de la santé, leur a communiqué les détails au cours de l'assemblée générale du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) réuni le 1<sup>er</sup> juillet à huis clos.

M. Pierre Joly, président du SNIP, s'est pour sa part déclaré profondément déçu. Il n'y a pas pour lui dans un cas ni dans l'autre de « nouvelle étape franchie » vers la libération des prix, réclamer à cor et à cri par la profession, la seule ne bénéficiant pas du libéralisme de l'Etat. L'inflation, pour 1979, est évaluée à 14 %. Or les produits pharmaceutiques augmentent de 8,15 % globalement cette année. Même avec les 2 % abandonnés par les industriels au titre des gains de productivité, on est encore loin du compte. Le Joly chiffre à 4,6 %, au minimum le retard pris par les tarifs des médicaments français, alors que ce retard atteint seulement 1 % en Allemagne fédérale et 1,25 % en Grande-Bretagne.

Faits et chiffres

JAPON

La balance commerciale du Japon a été déficitaire en mai de 664 millions de dollars (chiffres bruts FOB-FOB). Les exportations de produits finis ont été de 10,3 milliards de dollars (+ 4,1 % en un mois, + 26,6 % en un an) et les importations de 10,9 milliards de dollars (+ 2,2 % en un mois, + 35,6 % en un an). Le déficit commercial de mai est le cinquième consécutif : cumulé depuis janvier, il atteint 4,1 milliards de dollars (contre un solde positif de 2,1 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de 1979). La balance des paiements a été déficitaire de 1,8 milliard de dollars en mai (- 889 millions de dollars en mai 1979). Après le début de l'année, le déficit de la balance des paiements courants atteint 9,6 milliards de dollars.

Monnaies

Les prêts de la Banque Islamique de Développement (BID) ont totalisé 195 millions de dollars pour le premier semestre 1980, soit près du double des prêts accordés au cours de la même période de 1979, indique le dernier numéro du bulletin économique du Nahar Arab Report and Memo. Les prêts de la BID ne sont pas porteurs d'intérêt, mais la banque demande 0,75 % pour frais de services. En 1979 la Banque a octroyé des prêts pour 273,3 millions de dollars. (A.F.P.)

La firme Helena Rubinstein vendue pour une bouchée de pain

Helena Rubinstein, la célèbre firme de produits de beauté pour femmes, filiale du groupe Colgate Palmolive, a été vendue à 125 millions de dollars à un acheteur anonyme. Elle vient d'être vendue, par sa maison mère, à Albi Enterprises, une société américaine appartenant à un consortium français.

LA SOCIÉTÉ LEPOUTRE FERME SES DEUX DERNIÈRES USINES A ROUBAIX

Lille. — La direction de la bonneterie André Lepoutre, à Roubaix, a informé, mercredi soir 3 juillet, le comité d'entreprise de son intention de fermer ses deux usines de Roubaix. Cette fermeture entraînera le licenciement des quatre cent dix travailleurs qu'elles occupent. Selon la direction, ces fermetures sont la conséquence de l'incendie qui a complètement détruit plusieurs ateliers au cours de la nuit du 19 au 20 juin dernier.

La société André Lepoutre est spécialisée dans deux types de production : les chaussettes, pour la fabrication desquelles elle emploie cent cinquante personnes ; la bonneterie pour femmes, avec deux cent soixante salariés. L'incendie a détruit le département « chaussettes ». Or c'est ce secteur d'activité qui maintenait l'équilibre financier, le secteur bonneterie connaissant des difficultés. Les fabrications seront confiées à d'autres unités du groupe, la Filature Edouard, installée dans les mêmes bâtiments que la bonneterie, mais qui a été épargnée par le sinistre, la société Exelco à Angers, et une entreprise implantée à Mouscron en Belgique.

La société commercialisera ses productions sous la marque « Lepoutre mailles ». Ainsi disparaît à Roubaix la dernière grande entreprise familiale du nom de Lepoutre, les autres ayant été soit fermées au cours des dernières années, soit absorbées par La Lainière. Les deux unités dans la fermeture vont d'être dédoublées employant en majorité du personnel féminin. — (Corresp.)

Royal Dutch Shell et Esso investissent 36 milliards de florins (18,6 milliards de dollars) aux Pays-Bas ces dix prochaines années, dans le développement de certaines de leurs activités : raffinage ; liquéfaction du charbon ; récupération et transport du gaz ; exploration de nouvelles sources d'énergie.

En échange, le gouvernement s'engage à ne pas augmenter son prélèvement sur les bénéfices tirés de l'exploitation du gaz. Il notifie actuellement 35 % des revenus bruts gasiers des deux sociétés, chacune d'entre elles dégageant environ 7,7 milliards de florins de l'ensemble de ses activités sur le gaz.

# ÉTRANGER

A LA SUITE DES DEMANDES DES INDUSTRIELS

## Le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre est ramené de 17 % à 16 %

De notre correspondant

Londres. — Elevé de 12 % à 14 % en juin 1979, un mois après l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, puis à 17 % en novembre suivant, le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre (taux d'intérêt minimum ou M.L.R.) a été ramené à 16 % le 3 juillet 1980. Cette réduction est considérée comme encore insuffisante dans les milieux industriels.

Il s'agit là d'un pas modeste dans la bonne direction, et nous espérons que d'autres réductions interviendront bientôt, a déclaré le président de la Confédération patronale (C.B.I.). Néanmoins, cette petite réduction de 1 % permettrait de réaliser des économies importantes. Ainsi Danlop pourrait économiser 1 500 000 livres (14 millions de francs) par an en frais d'intérêt, et la compagnie sucrière Tate and Lyle économiserait ainsi 750 000 livres (7,2 millions de francs).

En fait, les chefs d'entreprise ont depuis longtemps demandé une diminution du M.L.R. pour répondre une partie de leurs difficultés. Un fort taux d'intérêt, s'ajoutant au cours élevé de la livre sterling, a affecté la compétitivité des exportateurs et placé un grand nombre d'entreprises dans une situation très difficile, au moment même où elles devaient emprunter pour financer des augmentations de salaires. Le C.B.I. a souvent fait valoir auprès du gouvernement que la stricte politique de ce dernier affectait non seulement les « commerces de détail » et les entreprises peu rentables ou mal gérées, mais aussi l'ensemble de l'industrie.

Pour résister aux pressions de l'industrie, le gouvernement s'appuyait sur certaines statistiques indiquant un ralentissement de la masse monétaire qui, en mai, a

dépasse les limites prescrites de 7 % à 11 %. Les indications pour juin sont meilleures, mais encore incertaines pour juillet. D'où la prudence du gouvernement encouragé par la Banque d'Angleterre, qui souligne dans un communiqué : « La demande de crédit du secteur privé commence à diminuer, étant donné la récession croissante ».

La décision est d'ordre politique. Elle a été prise en quelque sorte les adversaires du gouvernement au sein des cabinets ceux qui s'opposaient à une offensive recommandant non pas un relèvement, mais un assouplissement de la ligne « monétariste » suivie par Mme Thatcher. Leur thèse est qu'il est plus sage de modifier légèrement la stratégie économique pour éviter d'être contraint dans quelques mois de faire d'importantes réductions de dépenses.

Les milieux bancaires s'attendent à une nouvelle réduction du M.L.R. mais seulement à l'automne. Dans l'immédiat, les banques vont réduire de 1 % leur taux sur les découverts et les crédits de prépaiement hypothécaires n'envisagent pas, en revanche, de réduire leurs propres taux d'intérêt, estimant ne pouvoir l'engager que si le M.L.R. baisse de 2 % à 3 %. Cependant, M. Healey, ancien chancelier de l'Echiquier du gouvernement travailliste, a noté que Mme Thatcher « tenait compte enfin des réalités sociales », et exprimé l'espoir qu'elle continuerait dans cette voie.

HENRI PIERRE.

## LÉGÈRE BAISSSE DU CHOMAGE AUX ÉTATS-UNIS

Washington (A.P.). — Le taux de chômage américain a très légèrement baissé en juin, s'inscrivant à 7,7 % de la population active, contre 7,8 % en mai. Le nombre de personnes sans travail diminue de près de cent cinquante mille personnes, pour se situer à huit millions huit cent cinquante mille. Cependant, le nombre de personnes pourvues d'un emploi a, de son côté, diminué pour le quatrième mois consécutif, s'élevant à quatre-vingt-seize millions cinq cent mille, en baisse de quatre cent cinquante mille par rapport à mai.

Le secrétaire au travail, M. Ray Marshall, a estimé récemment que le taux de chômage pourrait atteindre 8,5 % au début de 1981 (9 % au plus fort de la récession de 1974-1975). Il trahit de façon très diverse l'Amérique, représentant 4,7 % de la population active chez les hommes, 6,5 % chez les femmes, mais 12,8 % chez les adolescents. Il a été de 6,8 % pour les Blancs, mais de 13,6 % pour les Noirs.

Certains responsables gouvernementaux estiment que le « creux » de la récession ne serait plus très loin, la brutalité de la chute permettant à l'économie de se rebondir plus facilement, sans oublier les effets de la baisse des taux d'intérêt. En outre, le gouvernement américain a annoncé, le 3 juillet, que toutes les mesures de contrôle du crédit mises en place le 1er mars, et encore en vigueur, allaient être abolies progressivement d'ici la fin du mois de juillet.

Dans son communiqué, la Maison Blanche souligne que l'abolition des contrôles ne doit pas être interprétée comme le signal d'une reprise d'une utilisation abusive du crédit tant par les consommateurs que par les entreprises. Les principales mesures, encore en vigueur, sont les suivantes : Publication faite aux banques de limiter, entre 6 % et 9 %, la croissance de leurs crédits en 1980 (selon la Réserve fédérale, l'augmentation n'a été que de 3 % depuis le début de l'année) ; le relèvement de 5 % des plafonds obligatoires des grandes banques ; la création d'une réserve obligatoire spéciale pour les banques et institutions financières, en fonction de l'ampleur des crédits ; la consommation accordée. Tout en assouplissant progressivement le contrôle du crédit, le système de réserve fédérale (F.R.B.) a réduit de 13 % à 12 % ce taux d'escompte.

## AÉRONAUTIQUE

### LA CHINE ACHÈTE ET FABRIQUERA SOUS LICENCE DES HELICOPTÈRES FRANÇAIS

Pékin (A.P.). — La France et la Chine ont signé, mercredi 2 juillet, à Pékin, un accord de coopération industrielle portant sur la vente et la fabrication sous licence d'hélicoptères français du type Dauphin. Cet accord, d'un montant de 100 millions de francs, aurait été passé entre la CATIC (China Technological Import Corporation) et deux sociétés françaises : la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.), qui produit le Dauphin, et Turbomeca, qui fournit les moteurs.

Une cinquantaine d'hélicoptères seraient livrés à la Chine en trois ans et demi. Les premiers appareils seraient fournis complets. Dans une seconde étape, les industriels français aideraient les Chinois à construire dans le nord ou le nord-est du pays une usine de production de ces hélicoptères sous licence.

Des hélicoptères Alouette-III (une quinzaine) et Super-Frelon (une dizaine) produits par la S.N.I.A. ont déjà été vendus à la Chine.

La société toulousaine Microjet-300, le constructeur de Toulouse-Blagnac. Il s'agit d'un birotor de poche. De dimensions réduites, cet appareil bipasse qui, selon ses promoteurs, se distingue par une grande maniabilité et une faible consommation de carburant, doit servir d'avion d'entraînement aux pilotes militaires. Le Microjet-300 devrait trouver un débouché aussi bien en France qu'à l'étranger, entre les avions actuels de sélection de l'Armée de l'Air et l'avion avancé qui prépare au passage sur des avions d'armes comme l'AlphaJet. Son prix devrait dépasser les 10 millions et demi de francs. — (Corresp.)

## MONNAIES

### BAISSE DU DOLLAR FERMÉTÉ DE L'OR

Le dollar a baissé sur les marchés des changes vendredi 4 juillet, revenant à Paris, de 4,68 F à 4,66 F environ, et à Francfort, de 1,76 DM à 1,755 DM, le cours de la monnaie ouest-allemande continuant à fléchir sur notre place : 2,378 F contre 2,388 F.

Le repli du dollar s'effectue en liaison avec celui des taux d'intérêt outre-atlantique, après l'annonce d'un assouplissement des restrictions de crédit. Le cours de l'once d'or est remonté à 688,5 dollars contre 687 dollars jeudi.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOURCE PERRIER

### ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

M.M. les actionnaires sont informés que la société procède à l'attribution gratuite de 1 751 250 actions nouvelles de 50 F nominal, consécutives à l'augmentation de capital de 262 687 500 F à 350 200 000 F décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 11 mars 1980.

#### Droits d'attribution :

Une action gratuite pour trois actions anciennes.

Le droit d'attribution est représenté par le coupon n° 41 des actions anciennes.

Jouissance des actions gratuites : 1<sup>er</sup> octobre 1979 début de l'exercice en cours.

#### Réception des demandes d'attribution :

Les demandes d'attribution seront reçues à partir du 7 juillet 1980 dans tous les guichets (agences et bureaux permanents en France) des établissements suivants : Banque Vve Morin-Pons, Société Générale, Crédit Lyonnais, Banque nationale de Paris, Crédit Industriel et Commercial, Banque française du commerce extérieur, Lazard frères et Cie, Banque de l'Union européenne, Banque Odier, Bungeur, Courvoisier, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Indochine et de Suez, Banque Vernet et Commerciale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas.

B.A.L.O. du 30 juin 1980.

## COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DE POMPEY

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 27 juin 1980 sous la présidence de M. Raymond Winocour, a approuvé les comptes de l'exercice 1979, qui ont fait l'objet d'une présentation audiovisuelle, et voté toutes les résolutions présentées par le conseil d'administration.

L'assemblée a fixé le revenu global par action de F 80 nominal à F 9,75 contre F 8,85 en 1978, dont F 5,50 de dividendes distribués et F 4,25 d'impôts payés au Trésor (avoir fiscal). Le dividende sera payable à partir du 31 juillet prochain, contre remise du coupon n° 13.

Au cours de son allocution, le président a présenté les comptes consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires hors taxes des filiales consolidées globalement a été de F 1 819 millions, contre 1 515 millions, dont 40,6 % contre 39,8 % en 1978, réalisés sur les marchés étrangers.

La part de la compagnie dans la situation nette consolidée en rétroactive (avant rétroactive et après déduction des frais d'établissement) s'élève à 274,3 millions, contre 282,7 millions en 1978, soit par action F 250,74, contre F 267,51.

La part de la compagnie dans les bénéfices du groupe s'est élevée à 34,3 millions, contre 13,3 millions en 1978, et par action F 30,64, contre F 12,65.

Le rapport annuel de la compagnie peut être demandé au siège de la S.I.F., 82, boulevard Victor-Hugo, S.F. 155, 92201 Neuilly-sur-Seine.



## GROUPE FORGES DE STRASBOURG

Activité diversifiée :

- Mobilier et aménagement des espaces de bureaux : STRABOR, Société STRALCO-STRABOR.
- Bâti d'équipements industriels COMESA : (manutention, séchage, machines-outils, constructions métalliques et fluides).
- Cloisons amovibles HAUSERMAN S.A.

Effectifs : 4 943 personnes.

Chiffre d'affaires consolidé : 989 MF.

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 26 juin 1980 sous la présidence de M. Raymond Winocour, a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et a voté toutes les résolutions présentées par le conseil d'administration.

Le bénéfice de la société s'est élevé à 9 365 915 francs contre 12 576 678 francs en 1978, tandis que le chiffre d'affaires consolidé a atteint 26 093 842 francs contre 27 234 386 francs en 1978. Ces chiffres ne sont pas directement comparables, étant les plus-values nettes d'impôts sur cessions d'immobilisations s'élevant à 1 714 444 francs (contre 6 294 576 francs en 1978).

Le rapport annuel peut être demandé au siège de la société, 62, bd Victor-Hugo, S.F. 155, 92201 Neuilly-sur-Seine.



## GROUPE VICTOIRE

### ABELLE ET PAIX

### COMPTES CONSOLIDÉS 1979

Sous réserve de leur examen par les commissaires aux comptes, les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 1979 sont les suivants :

#### BILAN

Le total du bilan atteint 11 025 millions de francs contre 11 293 millions de francs, soit un accroissement de 15,3 %.

La situation nette passe de 1 011 millions de francs à 1 108 millions, soit une progression de 9,6 %.

Les provisions techniques s'élèvent à 10 442 millions de francs, en augmentation de 2,5 %, contre 10 180 millions de francs en 1978.

Enfin les actifs placés atteignent 10 786 millions de francs (+14,3 %).

Il se décompose de la manière suivante :

- Immobilisations : 25,5 %
- Actions : 23,3 %
- Obligations et prêts : 38,8 %
- Trésorerie : 12,4 %

#### RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1 880 millions de francs, en progression de 11,5 % sur l'exercice précédent. Il se répartit de la façon suivante :

- Sociétés françaises : 3 399 millions de francs (+11,3 %)
- Sociétés étrangères : 361 millions de francs (+14,8 %)

Les sociétés françaises réalisent donc 83,5 % du total et les sociétés étrangères 16,5 %.

Il faut noter que dans ce chiffre d'affaires total l'activité réalisée en France représente 88 % et l'activité réalisée en devises (sociétés étrangères et acquisitions en provenance de l'étranger) 12 %.

Enfin la ventilation par branches d'activité en 1979 est la suivante :

- Assurances dommages : 65,7 %
- Assurances vie : 21,8 %
- Acceptations en réassurance : 12,5 %

Les produits financiers courants atteignent 216 millions de francs contre 261 millions de francs en 1978 (+18,4 %).

Le résultat d'exploitation s'élève à 169 millions de francs en progression de 33,3 %. Dans ce montant, les sociétés françaises interviennent pour 128 millions de francs (+35,3 %) et les sociétés étrangères pour 40 millions de francs (+10,4 %). La part des sociétés françaises est donc de 76,5 % et celle des sociétés étrangères de 23,5 %.

Le résultat net, après 43 millions de francs de solde d'opérations en capital (31 millions de francs en 1978) et après impôt sur les sociétés, s'élève à 147 millions de francs contre 144 millions de francs en 1978.

Le nombre d'actions étant passé de 2 147 200 à 2 561 029 par suite d'une attribution gratuite, le résultat net par action, en termes comparables, correspondant à la part du groupe, est de 56,65 francs contre 67,44 francs en 1978.

Par ailleurs la valeur de l'action résultant de la part du groupe dans la situation nette consolidée avant affectation du résultat ressort à 491,30 francs contre 433,70 francs en 1978 en termes comparables. Si on tient compte des plus-values latentes et du 31 décembre 1979 sur les portefeuilles de valeurs mobilières, cette valeur est d'environ 735 francs.

## SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Réunie le 30 juin 1980 sous la présidence de M. de Fontenay, l'assemblée générale de la Société Foncière Lyonnaise a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Ces profits nets d'exploitation s'établissent à 18 122 000 F contre 13 467 000 F (+34,6 %), après amortissements et provisions courantes pour 10 750 000 F. Le compte de pertes et profits, pour sa part, surverse des plus-values de cession pour un total net de 4 912 000 F.

Ces résultats satisfaisants ont été malheureusement encore affectés par des provisions exceptionnelles d'un montant total de 12 307 000 F, dont 9 638 000 F en vue de couvrir totalement la participation de la S.F.L. dans l'Union foncière française (U.F.F.), laquelle accuse des pertes importantes pour l'exercice 1979. Il est rappelé que la S.F.L. a pris les dispositions nécessaires pour n'avoir plus désormais à supporter de pertes du chef de cette participation.

Dans ces conditions, le bénéfice net de l'exercice 1979 s'établit à 7 255 000 F. L'assemblée a décidé de reprendre la distribution du dividende, suspendue l'année dernière, et de fixer celui-ci à 16 F soit 24 F par action (avoir fiscal). Ce dividende sera mis en paiement à compter du 15 juillet 1980.

La série F des obligations convertibles 1978 est sortie au premier tirage le 21 mai 1980. Les obligations convertibles dans cette série, à l'exception de celles dont la conversion en actions a été demandée avant cette date, sont remboursables à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1980 à 128 F. Toutefois, ces obligations pourront être converties en actions à la demande des porteurs, jusqu'au 30 septembre 1980, sur la base d'une action pour une obligation.

Au cours du premier semestre 1980, les loyers et produits accessoires ont atteint 325 000 F environ, contre 20 334 000 F pendant la même période de 1979, soit une augmentation de près de 15 %.



L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 juin 1980 sous la présidence de M. Michel Bedet, a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et a voté toutes les résolutions présentées par le conseil d'administration.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 1 119 700,27 F, permettant ainsi la distribution d'un dividende net de 10,50 F, soit quatre cent cinquante mille actions composant le capital social. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 31 juillet contre remise du coupon n° 28.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administration à M. Jean Seigney, Michel Bonquin, Gabriel Mabey, du Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine et de la Société générale, ainsi que les mandats de censeur de M. Albrand et du Crédit national, pour une durée de six ans.

Au cours du premier semestre 1980, l'activité est restée soutenue, confirmant ainsi le rôle que joue la S.I.F. dans le développement régional et son attachement inséparable à la vie économique régionale.



L'assemblée générale ordinaire du 30 juin 1980 a approuvé les comptes de l'exercice 1979 (faute d'apparition de la mise en paiement le 25 juillet 1980 d'un dividende de 30 F par action, le dividende est d'14,7 F par action).

Le rapport annuel peut être demandé au siège de la société, 17, rue de la République, 92100 Nanterre.

Pour le groupe, le résultat net ressort à 1 620 000 F.

Dans son allocution le président Paul Jean a évoqué les incertitudes économiques actuelles et souligné les avantages pour la société d'une diversité d'activités qui lui évite d'en subir trop brutalement les conséquences. Il a précisé que sur les cinq premiers mois de l'année, la progression du chiffre d'affaires est de 14,7 % pour Garland et de 17 % pour le groupe.

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU ROSARIO

La Société financière du Rosario, société de portefeuille qui détient diverses participations en France, en Afrique et en Amérique du Sud, vient d'établir une situation consolidée au 31 décembre 1979.

La méthode utilisée est celle dite de la mise en équivalence, qui détermine, sous le contrôle des commissaires aux comptes, le montant global du groupe en additionnant, pour la part détenue par la société mère, les actifs nets de diverses filiales. Il y a lieu de préciser qu'il a été tenu compte d'une réévaluation des actifs immobiliers possédés en Argentine et au Maroc. Il convient également de noter que le résultat consolidé de l'ensemble du groupe a été dégaugé alors que ce calcul d'après les données de la situation consolidée au 31 décembre 1979.

Cette opération fait ressortir une valeur nette de la Société financière de Rosario de 80,9 millions de F, contre 82,3 millions de F en 1978. Le bénéfice net consolidé du groupe s'élève à 6,5 millions de F.

L'écart de consolidation s'élève à 24,6 millions de F au 31 décembre 1979, en augmentation de 6,4 millions de F sur l'exercice constaté au 31 décembre 1978.

Il se répartit toujours par grandes branches sensiblement égales entre les participations détenues au Maroc, en France et en Argentine. Toutefois, par rapport à l'année 1978, l'écart s'est légèrement accru pour les participations détenues en France.

Reporté en nombre d'actions qui composent le capital de la Société financière de Rosario, cet actif net consolidé hors résultat, représente 830 F par titre.

## LIVRES

● **Le prix de la vie économique 1980**, décerné par le jury du prix littéraire économique a été attribué au livre de M. René Sédillot : *Histoire du franc* (Ed. Sirey), qui a devancé la *Pauvreté, richesse des peuples*, d'Albert Tervoyre (Ed. ouvrière). Le service économique du Monde fait l'objet d'une mention spéciale du jury pour son ouvrage *La Nouvelle Économie anglaise* (Ed. Economica), comme cela avait déjà été le cas l'an passé pour son autre livre, *Vingt ans de réussite allemande* (Ed. Economica). De même les crises, de Michel Godet (Ed. Hachette), a également obtenu cette année une mention.

### Et si vous perdiez votre diamant ?

Qu'avez-vous comme preuve ? Aucune. Seul, le système GEMPRINT, vous donne l'empreinte d'identité de votre diamant. Une empreinte obtenue grâce à un rayon laser, unique au monde.

Si on retrouve votre diamant, vous pourrez ainsi prouver qu'il est bien le vôtre.

Alors, allez vite chez votre bijoutier/joaillier agréé GEMPRINT, ou pour toutes informations, appelez le 742-42-00.

550 من الأصل

BIENS DES SOCIÉTÉS

BIENS DES SOCIÉTÉS

BIENS FINANCIERS

BIENS FINANCIERS

BIENS STRASBOURG

BIENS STRASBOURG

BIENS VICTOIRE

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

BIENS N. N.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 JUILLET

Assez sensible reprise

Retenue des derniers jours par l'attention générale à de nouveaux effets de la semaine. Une assez sensible reprise s'est en effet produite et en fin de séance l'indice a haussé de 12,33 points à 658,51. Cette hausse sensible est accompagnée d'un gonflement significatif de l'indice à 47,37 millions de titres ont changé de mains contre 42,02 millions la veille. Cette hausse a revêtu un caractère essentiellement technique, résultant d'un part d'achats de couverture réalisés à la veille d'un long week-end. D'autre part, les placements effectués par les grands investisseurs en possession d'importantes liquidités et soucieux de profiter du niveau relativement bas des cours. De l'avis des spécialistes le débouché en hausse en juin a aussi certainement déterminé les opérations les plus habiles. Les valeurs ont monté, 399 ont baissé et 349 n'ont pas varié.

LONDRES

Trois suspensions de cotations ont été enregistrées vendredi, concernant BP, Shell et British Petroleum. Encouragé par la baisse des sociétés, le marché a haussé de 12,33 points à 658,51. Cette hausse sensible est accompagnée d'un gonflement significatif de l'indice à 47,37 millions de titres ont changé de mains contre 42,02 millions la veille. Cette hausse a revêtu un caractère essentiellement technique, résultant d'un part d'achats de couverture réalisés à la veille d'un long week-end. D'autre part, les placements effectués par les grands investisseurs en possession d'importantes liquidités et soucieux de profiter du niveau relativement bas des cours. De l'avis des spécialistes le débouché en hausse en juin a aussi certainement déterminé les opérations les plus habiles. Les valeurs ont monté, 399 ont baissé et 349 n'ont pas varié.

NEW-YORK

La hausse s'accroît

Amorcé depuis quarante-huit heures, mais encore très hésitant, le mouvement de reprise est très largement développé jusqu'à Wall Street, dernier jour de la semaine boursière, tous les marchés américains ont haussé. L'indice des valeurs industrielles a progressé de 12,33 points à 658,51. Cette hausse sensible est accompagnée d'un gonflement significatif de l'indice à 47,37 millions de titres ont changé de mains contre 42,02 millions la veille. Cette hausse a revêtu un caractère essentiellement technique, résultant d'un part d'achats de couverture réalisés à la veille d'un long week-end. D'autre part, les placements effectués par les grands investisseurs en possession d'importantes liquidités et soucieux de profiter du niveau relativement bas des cours. De l'avis des spécialistes le débouché en hausse en juin a aussi certainement déterminé les opérations les plus habiles. Les valeurs ont monté, 399 ont baissé et 349 n'ont pas varié.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GRUPPO VICTORIA. — La groupe d'assurances Victoria (Abellé et Pail) a annoncé de bons résultats pour 1979 : le chiffre d'affaires consolidé (primes émises et résultats financiers) s'élève à 65,7 milliards de francs (+ 11,9 %), se répartissant à 55,7 % pour l'assurance dommages, 31,5 % pour l'assurance vie et 12,8 % pour l'assurance réassurance. Les activités en France représentent 68 % du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation s'élève à 1,2 milliard de francs (+ 33,3 %). Les bénéfices nets s'élèvent à 550 millions de francs, ce qui implique une marge de profit de 1,2 milliard de francs (+ 33,3 %). La dégradation des résultats d'exploitation, surtout en assurance réassurance, est due à l'effet d'une concurrence accrue, et un phénomène mondial. Quant au résultat net, il s'élève à 1,2 milliard de francs (+ 33,3 %), après 43 millions de francs de solde d'opération en capital contre 51 millions de francs, soit 66,5 % de solde contre 74,4 %.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index, Value. Includes indices for Paris, London, New York, and various commodity indices.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Date, Rate. Shows the exchange rate of the dollar in Tokyo for July 4th.

BOURSE DE PARIS - 4 JUILLET

- COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

BOURSE DE PARIS - 4 JUILLET

- A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

BOURSE DE PARIS - 4 JUILLET

- COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

BOURSE DE PARIS - 4 JUILLET

- A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

LE MONDE - Samedi 5 juillet 1980 - Page 29

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Lists various stock values and their closing prices.

A	B	C	D	E	F	G
---	---	---	---	---	---	---

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente:  
**37 Av. de la REPUBLIQUE - PARIS 11**  
 Métro Parmentier - Parking assuré  
 Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
 POUR LA SEULE ACHAT

## PAUL FARBA

DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES OU BUREAUX DE VENTE  
TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H, SAUF MARDI ET MERCREDI NON FÉVÉS

**PPK**  
45 Boulevard St-Denis  
92400 COURBEVOIE  
☎ 788-42-50

هكذا من الأصل